

MICHEL GOYA
MARC-ANTOINE BRILLANT

ISRAËL CONTRE LE HEZBOLLAH

Chronique d'une défaite annoncée
12 juillet-14 août 2006



éditions du
ROCHER
LIGNES DE FEU

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

MICHEL GOYA
MARC-ANTOINE BRILLANT

ISRAËL CONTRE LE HEZBOLLAH

Chronique d'une défaite annoncée
12 juillet-14 août 2006



éditions du
ROCHER
LIGNES DE FEU

ISRAËL CONTRE LE HEZBOLLAH

Michel GOYA
Marc-Antoine BRILLANT

ISRAËL CONTRE LE HEZBOLLAH

*Chronique d'une défaite annoncée
(12 juillet-14 août 2006)*

 éditions du
ROCHER

Collection « LIGNES DE FEU »
dirigée par Daniel Hervouët

© Éditions du Rocher, 2013
ISBN 978-2-268-07442-9
ISBN epub : 978-2-268-08290-5

PRÉFACE

Tous ceux qui suivent le déroulement des événements au Proche-Orient ont encore en mémoire la guerre tragique conduite par Israël au Liban durant l'été 2006. En représailles contre l'incursion des hommes du Hezbollah qui avaient traversé la ligne internationale de démarcation au sud Liban, pénétré en territoire israélien et capturé des soldats israéliens, l'Etat hébreu avait déclenché une opération de vaste envergure sur l'ensemble du territoire libanais. Le Hezbollah en était en théorie la cible immédiate et directe. En réalité, c'est tout le Liban, ses infrastructures notamment, qui fut le théâtre de la guerre. De fait, pendant plus d'un mois, l'armée israélienne s'acharnera sur le « parti de Dieu » dans le sud libanais. Mais bientôt, ce sera, plus au nord du pays, dans la banlieue sud de Beyrouth, là où se trouve le quartier général du Hezbollah, que d'intenses bombardements viseront le cœur politique et logistique du Hezbollah. Dans un effort extrême pour détruire l'environnement dans lequel se meuvent les combattants de l'organisation chiite, Israël s'attachera à bombarder les ponts, les autoroutes et les stations de raffinage du Liban. La guerre déborde de son aire d'origine. Elle est partout en ces mois de juillet et d'août 2006. Sur terre où les offensives se succèdent, dans l'air où avions, hélicoptères et drones sont à la manœuvre, sur mer où le Hezbollah parvient à frapper de plein fouet au large des côtes libanaises un navire de guerre israélien. Le Hezbollah n'est pas en reste. Il ne se contente pas d'encaisser : il résiste et surprend. Les percées de l'armée israélienne sur le terrain sont contrecarrées. Les affrontements sont violents, dénotant un état avancé de préparation de l'organisation chiite, un contrôle du théâtre des opérations et une logistique qui fut capable de déjouer les techniques de surveillance et de recherche de l'information mises en œuvre jusque-là par Israël. Les combats se soldent très vite par un nombre élevé de pertes militaires israéliennes. L'armée israélienne se révèle incapable de faire face aux tirs de missiles du Hezbollah qui atteignent le territoire israélien en profondeur. Les objectifs

de guerre d'Israël, entre détruire les capacités du Hezbollah et le décapiter ou à tout le moins le repousser plus au Nord pour le fixer et le confiner dans une défaite honteuse, et non sans conséquences sur le plan politique interne libanais, se révèlent impossibles à atteindre...Bref, c'est une surprise stratégique, à l'échelle régionale, auquel doit faire face, désarmé, le commandement militaire israélien.

C'est autour de cet échec militaire évident que s'articule l'ouvrage de Michel Goya et de Marc-Antoine Brillant. De tous les ouvrages publiés en France, leur livre se démarque par cette approche spécifique. Il part de l'effondrement des certitudes stratégiques, de l'inadaptation des ripostes doctrinales programmées, des limites du « tout aviation » prôné au départ de l'intervention jusqu'à la déconvenue liée à l'attaque des Merkavas immobilisés dans les ruelles étroites des villages du sud libanais pour s'interroger sur les raisons d'un tel aveuglement de l'action militaire. Une assurance en soi et dans les capacités d'adaptation et de rebond de la machine militaire a sans doute empêché des anticipations essentielles. Les auteurs pointent également le dysfonctionnement du couple politiques/militaires en position de décision. Les lacunes graves du point de vue du renseignement et plus fondamentalement dans la compréhension du *modus operandi* du Hezbollah sont à juste titre soulignées. Elles n'ont contribué, et c'est peu dire, ni à la cohérence ni à l'efficacité de la stratégie mise en œuvre par Israël.

En ce qui concerne l'autre protagoniste de la guerre, le Hezbollah, l'analyse des auteurs, sans être de pure sociologie, réussit à toucher à ce qui fait l'enracinement du mouvement dans le terreau du Liban sud. Les historiens de la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah ont souligné le travail d'investissement du terrain opéré par le Hezbollah : la transformation des solidarités rurales et des liens clientélistes en allégeance au Hezbollah, les services sociaux et de santé rendus à la population, et sur un plan militaire la stratégie de reconfiguration des villages et des villes jouxtant la frontière et leur transformation en entrelacs d'espaces piégés pour faire pièce à des incursions ou à une éventuelle invasion israéliennes. En pénétrant une nouvelle fois au Liban, Tsahal découvrait un ennemi qu'il croyait connaître. Les choses avaient en fait profondément changé. L'anticipation était le fait du Hezbollah. Cette aptitude renforcée au combat manifestant la mutation de la milice en unités militaires aguerries, mobiles et dotées d'une capacité de feu adaptée au terrain, signe la nouvelle

équation placée au centre de la confrontation entre Israël et le Hezbollah. Elle est la donne stratégique non vue, non perçue, non pensée, se révélant au moment du choc guerrier.

Il reste que la montée en puissance militaire du Hezbollah ne peut être séparée de son affirmation politique, progressive et déterminée, sur la scène libanaise. L'histoire de l'émergence du « parti de Dieu » correspond à une émancipation politique de la communauté chiite et à son intrusion militaire sur le théâtre des opérations au sud. Elle est indicative de ce qui sera deux ans plus tard, en 2008, à l'occasion d'un coup de force politico-militaire qui l'amène à occuper l'ouest beyrouthin, le nouveau pic d'une conquête d'hégémonie. Sur le plan diplomatique, pour le Liban, la guerre de 2006 donnera lieu à la résolution 1701 du 11 août du Conseil de sécurité qui alimentera un débat interne belliqueux dans le temps même où elle mettrait fin à un mois de désastre en termes de pertes humaines, de déplacement de populations et de destructions. Elle est aussi l'illustration et la continuation d'une trajectoire d'alliance et de dépendance avec l'Iran. Grâce au Hezbollah, l'Iran parachève une politique de puissance qui l'impose comme un acteur central du jeu proche oriental et place Téhéran en bord de Méditerranée. Cette dimension pèsera pleinement tout au long des médiations et négociations politiques, – sur lesquels, ce n'est pas son objectif, l'ouvrage ne s'étend pas plus outre – qui conduiront à l'arrêt de la guerre. Les auteurs signalent toutefois le rôle de Téhéran dans la fin des hostilités et soulignent les intérêts de la diplomatie iranienne, en discussion sur sa politique nucléaire avec les puissances occidentales, à moduler le sens et la portée des affrontements. Leur chapitre conclusif tire les leçons de ce qu'aura été dans le long affrontement israélo-arabe, une confrontation qu'on ne peut réduire ni à une parenthèse ni à un intermède mineur tant ce qu'elle indique sur l'évolution de la guerre et sur la nature des protagonistes est déterminant des stratégies militaires de demain au Proche-Orient.

Joseph Maïla

Professeur de géopolitique et de relations internationales à l'ESSEC

Ancien directeur de la Prospective au Ministère des Affaires étrangères

CHRONOLOGIE

- 12 juillet 2006 :** attaque par le Hezbollah d'une patrouille israélienne à la frontière israélo-libanaise. Huit soldats israéliens sont tués et deux autres sont capturés. Quatre civils israéliens sont blessés par des tirs de roquettes. Premiers raids aériens sur le Liban.
- 13 juillet :** nouveaux tirs de roquettes du Hezbollah sur le Nord d'Israël. Ceux-ci, comme les frappes aériennes israéliennes, sont désormais quotidiens. Israël impose un blocus général contre le Liban et la marine israélienne pénètre dans les eaux territoriales du Liban. Raids aériens sur des infrastructures civiles (46 civils tués), notamment l'aéroport international de Beyrouth.
- 14 juillet :** raids aériens contre la banlieue sud de Beyrouth. Hassan Nasrallah proclame « une guerre ouverte ». La corvette israélienne *Hanit* est touchée au large du Liban : quatre marins sont tués. Depuis le 12 juillet, 700 roquettes ont été tirées sur Israël.
- 15 juillet :** frappes aériennes sur le quartier général du Hezbollah au sud de Beyrouth, qui est détruit.
- 16 juillet :** tirs de roquettes du Hezbollah sur Haïfa, troisième ville israélienne. Huit civils sont tués sur un chantier dans la gare ferroviaire. Sept Canadiens sont victimes d'un bombardement israélien au sud du Liban.
- 17 juillet :** évacuation de 900 ressortissants dont 750 français par un ferry affrété par la France.
- 18 juillet 2006 :** onze militaires libanais sont tués dans le bombardement d'une caserne près de Beyrouth. Le déplacement d'un demi-million de personnes au Liban fait craindre une catastrophe humanitaire. Le secrétaire général de l'ONU propose le déploiement d'une force internationale de stabilisation au Sud-Liban. Depuis le 12 juillet, 1 500 roquettes ont été tirées sur Israël.

- 19 juillet :** 100 civils libanais, 12 soldats et 12 civils israéliens ont été tués en une semaine. Premiers combats terrestres dans la région de Maroun-al-Ras.
- 21 juillet :** raids israéliens sur Baalbek et Tyr.
- 22 juillet :** destruction des installations des télécommunications au Liban. Une dizaine de blindés israéliens franchissent la frontière libanaise.
- 23 juillet :** Israël prend le contrôle de Maroun-al-Ras, point d'appui clé du Sud-Liban.
- 25 juillet :** violents combats urbains à Bint-Jbeil, ville symbole du Hezbollah au sud du Litani. Quatre observateurs de la FINUL sont tués par une frappe aérienne israélienne à Khiam.
- 27 juillet :** Nur Shalhoub, un haut responsable du Hezbollah, est tué dans son véhicule.
- 28 juillet :** échec de la saisie de Bint-Jbeil et évacuation provisoire de la ville par l'armée de terre israélienne.
- 29 juillet :** frappes israéliennes sur la centrale électrique de Jiyeh, provoquant une marée noire sur 80 km de côtes.
- 30 juillet :** bombardement israélien meurtrier à Qana (28 morts).
- 31 juillet :** suspension des frappes aériennes sur le Liban pendant deux jours mais poursuite des opérations terrestres.
- 1^{er} août :** extension de l'offensive terrestre au Liban. Combats à Ayta-Ashaab. Raid des forces spéciales israéliennes à Baalbek.
- 2 août :** Tsahal engage 3 divisions au Sud-Liban.
- 3 août :** Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah, menace de bombarder Tel-Aviv.
- 5 août :** en 7 heures, l'armée israélienne effectue 250 raids aériens et tire 4 000 obus. Depuis le 12 juillet, Tsahal a détruit 73 ponts, 72 bretelles et près de 7 000 habitations.
- 7 août :** Bint-Jbeil n'est toujours pas sécurisée. Le gouvernement libanais se déclare prêt à déployer 15 000 soldats au Sud-Liban dès le retrait des forces israéliennes.
- 10 août :** offensive générale terrestre israélienne. Le village de Marjayoun est saisi par Tsahal. Une trentaine de soldats israéliens sont tués dans cette offensive de trois jours.

- 11 août :** le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la Résolution 1701.
- 12 août :** saisie du village de Ghandourya après la bataille de Wadi-Saluqi, au sud du fleuve Litani.
- 13 août :** le Hezbollah lance 246 roquettes.
- 14 août :** entrée en vigueur du cessez-le-feu.

AVANT-PROPOS

« Lorsqu'on décide d'entreprendre une guerre, si la victoire se fait attendre, les soldats perdront tout esprit combatif et seront démoralisés. Ils plieront au moment d'attaquer les villes (...) Si les troupes n'ont plus d'esprit combatif et sont démoralisées, et si leurs forces plient, les ennemis profiteront de ces difficultés pour se redresser. »

SUN ZI, *L'art de la guerre*, Article II, traduit par Valérie Niquet, Economica, 1999.

Héritière de la fameuse Haganah, Tsahal avait fait de l'impératif de ne perdre aucune guerre, sous peine de voir disparaître Israël, une doctrine indiscutable. Ainsi, victorieux à chaque conflit contre les nations arabes, ses soldats avaient acquis une réputation d'excellence bien au-delà du seul Proche-Orient. Dans ces conflits interétatiques, l'armée israélienne avait déployé sa toute-puissance en matière de feu et de technique, en portant le combat chez l'ennemi, pour ainsi gagner la profondeur stratégique qui lui faisait tant défaut.

Cependant, cette quasi-invincibilité commença à se fissurer lors de la première guerre du Liban en 1982. Véritable rupture dans la jeune histoire de l'armée de l'État israélien, cette guerre civile interconfessionnelle déboucha sur un retrait unilatéral des Israéliens, blessés et soucieux de se réfugier derrière une barrière de surveillance électronique. En effet, confrontées à un ennemi irrégulier dans une guerre de type asymétrique, les brigades blindées perdirent pour la première fois l'avantage que la technique leur conférait jadis.

En juillet 2006, après l'embuscade, lorsque les premiers soldats israéliens franchirent la frontière libanaise pour s'emparer des positions du Hezbollah, ils découvrirent un ennemi bien plus dangereux qu'annoncé.

Convaincue de sa supériorité, Tsahal s'était heurtée à la réalité d'une guerre qu'elle n'avait ni réfléchi, encore moins préparée. Pire, l'armée d'Israël avait sous-estimé le potentiel de combat et la détermination de son adversaire.

Toutefois, la responsabilité de la défaite n'est-elle imputable qu'aux seuls militaires ? Le pouvoir politique, en donnant des objectifs inatteignables, n'est-il pas le premier « concepteur » de l'échec ? La vision occidentale de la guerre, et donc son application concrète sur le terrain, est-elle encore adaptée à un monde qui s'affranchit de plus en plus des règles et frontières traditionnelles ?

Notre livre vous invite donc à plonger dans le récit puis l'analyse des événements de cette guerre de juillet 2006 qui aura vu un État perdre parce qu'il n'a pas gagné, et une organisation paramilitaire gagner parce qu'elle n'aura pas été vaincue. Ce paradoxe, signe des temps modernes, n'est pas seulement un simple constat. C'est aussi la preuve que la guerre est un fait culturel vivant qui évolue avec les sociétés et leurs pratiques sociales.

CHAPITRE PREMIER

COUP DE TONNERRE

Le mercredi 12 juillet 2006 à 8h 45, des soldats de la 300^e brigade de réserve de la 91^e division se mettent en route pour effectuer une patrouille de routine le long de la frontière israélo-libanaise dans un secteur dénommé « Borne 105 », près de la ville de Zarit. Au sein de la troupe, l'atmosphère est détendue : la période de réserve s'achève et les soldats effectuent là leur dernière mission de surveillance. Les réservistes ont même chargé leurs bagages personnels à l'intérieur des deux véhicules blindés *Humvee* afin de pouvoir rentrer directement chez eux à l'issue de la patrouille¹

Peu après 9 heures, alors que le détachement dépasse les abords de la « Borne 105 » et est obligé de ralentir avant de négocier un virage en pente, des miliciens du Hezbollah, infiltrés durant la nuit, ouvrent un feu nourri à partir d'une position camouflée. Le véhicule de queue est touché en premier. Son conducteur est tué sur le coup et ses deux camarades abattus alors qu'ils tentaient de s'extraire de l'engin en flammes.

Simultanément, plusieurs roquettes antichars de type RPG-7 s'abattent sur le flanc droit du premier blindé. Blessés et choqués, deux soldats israéliens arrivent à sortir par la portière gauche du véhicule et à se cacher dans la végétation à proximité. Plusieurs combattants du Hezbollah surgissent alors et s'emparent des deux autres membres de l'équipage blessés et encore bloqués à l'intérieur du blindé, le sergent Udi Goldwasser et le soldat Eldad Regev. Ils chargent les deux hommes sur leurs dos, et s'enfuient en direction de la frontière, où les attendent des véhicules tout-terrain de gamme civile.

Immédiatement après l'enlèvement et le franchissement de la frontière par son commando, le Hezbollah appuie l'exfiltration de ce dernier en

déclenchant des tirs de mortier depuis le Sud-Liban. Les projectiles tombent sur les villages et les avant-postes de l'armée israélienne situés dans les environs de la « Borne 105 ». Au même moment, des tireurs d'élite du Parti de Dieu positionnés à proximité neutralisent certaines caméras de surveillance sur la *technical fence*, le grillage électronique qui protège le territoire israélien. Bien que ne causant aucun mort, cette tactique de diversion sème la panique au sein de la population et crée une extrême confusion dans les états-majors du commandement nord de Tsahal.

Informé de la capture des deux soldats, le commandant du bataillon déclenche l'alerte *Hannibal*, procédure visant à prévenir l'ensemble des forces israéliennes sur la frontière nord qu'un enlèvement vient de se produire et à préparer une action en réaction dans le but de secourir les soldats enlevés. Toutefois, le souvenir de la première guerre du Liban est encore très présent dans les esprits des militaires israéliens. La crainte des engins explosifs dissimulés au bord des axes paralyse alors le commandement qui hésite à lancer ses forces terrestres à la poursuite des ravisseurs.

À 9h 39, des hélicoptères survolent le lieu de l'embuscade. Les carcasses encore fumantes des deux véhicules blindés témoignent de la violence de l'affrontement, mais il n'y a pas la moindre trace des combattants du Hezbollah.

À 10 heures, la nouvelle de l'enlèvement est annoncée par *Al-Manar*, la chaîne de télévision officielle du Hezbollah. À cet instant précis, le leader du Parti de Dieu, Hassan Nasrallah, fait une conférence confirmant cette action dans un but d'échange : « Nous n'avons pas l'intention de provoquer une escalade ou de commencer une guerre, mais l'ennemi doit savoir qu'il paiera. »

À 11 heures, le chef du bataillon décide finalement l'envoi d'une mission de secours. Un peloton de chars *Merkava* franchit la frontière et se lance à la recherche du commando. Alors que le convoi approche du village d'Ayta-Ashaab, un char du peloton est soudainement pulvérisé par l'explosion d'une bombe artisanale de plusieurs dizaines de kilos. Les débris du véhicule sont projetés à plus de 150 mètres et les quatre membres de l'équipage tués sur le coup. Alors que les premiers soldats du commando de reconnaissance *Sayeret Nahal* arrivent sur la position du char *Merkava* détruit, un de ses opérateurs est tué par un obus de mortier au cours d'une tentative de récupération des corps de ses camarades. Un drone envoyé au-

dessus d'Ayta-Ashaab voit plusieurs véhicules 4 x 4 identiques partir du village dans différentes directions.

Il est 12 heures lorsque l'aviation entre en action et détruit 21 ponts dans le Sud-Liban afin de couper la fuite des ravisseurs. À cette heure, les Israéliens comptent huit morts et une dizaine de blessés. Ce sont leurs plus grandes pertes en une seule journée depuis les 14 morts du 9 avril 2002 lors des combats à Jénine. La deuxième guerre du Liban vient de commencer.

Raids

L'embuscade du 12 juillet n'est pas la première du genre. En juin 2005, une équipe de trois membres des forces spéciales du Hezbollah avait été décelée dans un *wadi* à proximité de la zone contestée des fermes de Chebaa. Après une journée de traque, les militaires israéliens avaient engagé le combat avec ces combattants chiites et tué le chef d'équipe sans arriver à intercepter les deux autres.

Lors de la fouille de la zone, les indices de présence relevés ont surpris les soldats israéliens. L'emplacement du poste d'observation de l'ennemi était particulièrement bien choisi et camouflé. Indétectable pour les néophytes, il ressemblait aux caches que les forces spéciales occidentales sont susceptibles de construire derrière les lignes adverses. En retraçant son itinéraire, les Israéliens se sont rendu compte que cette équipe du Hezbollah s'était infiltrée de nuit au moyen de jumelles de vision nocturne modernes. Enfin, une cassette vidéo abandonnée par les miliciens chiites durant leur fuite et retrouvée sur les lieux montrait la grande décontraction des combattants libanais qui se filmaient entre eux. Bien qu'en territoire hostile, ils se moquaient des drones d'observation passant au-dessus de leur position. Sans en tirer encore toutes les conclusions utiles pour l'avenir, Tsahal découvrait alors que le Hezbollah disposait d'équipes de renseignement habituées à opérer derrière les lignes israéliennes, confiantes en leur capacité à se dissimuler et suffisamment entraînées pour demeurer très discrètes.

Cinq mois plus tard, le 21 novembre 2005, plusieurs groupes de combattants du Hezbollah franchirent la frontière dans la région de Ghajjar. Ils avaient pour objectif d'attaquer une position de parachutistes israéliens, de causer un maximum de pertes et si possible de faire des prisonniers.

Prévenus de l'imminence d'une attaque, les services de renseignements israéliens avaient alerté les unités le long de la frontière, dont celle des parachutistes qui se placèrent alors en position d'embuscade. Le commando du Hezbollah attaqua une position vide et tomba dans le piège ainsi tendu, perdant à cette occasion plusieurs combattants.

L'action minutieusement préparée du 12 juillet s'inscrit dans cette guerre froide entre Israël et le Hezbollah, période ponctuée de raids, de tirs de roquettes et de frappes aériennes. Fidèle à sa logique de lutte contre la présence israélienne sur les terres de l'Islam, le sayyed Hassan Nasrallah n'a jamais caché son soutien aux Palestiniens de Gaza alors en lutte avec Tsahal. Il paraît donc évident que le principal objectif de cette action était très probablement de forcer un échange de prisonniers.

Riposte immédiate

Après l'attaque du 12 juillet, la réponse des dirigeants israéliens ne se fait pas attendre. Deux heures après que les événements soient connus, le général Dan Haloutz, chef d'État-Major des armées, s'adresse le premier à la nation pour annoncer « un retour en arrière de vingt ans pour le Liban »². Le ministre de la Défense, Amir Peretz, déclare de son côté qu'il tient le gouvernement libanais pour « directement responsable » du sort des prisonniers et de leur libération. Enfin, le Premier ministre Ehoud Olmert avertit que la riposte à ses attaques sera « très douloureuse ». Le Premier ministre annonce qu'Israël ne fera pas d'échange de prisonniers, qu'Hassan Nasrallah sera éliminé physiquement et le Hezbollah démantelé, sans invasion du Liban. Pour le président de la commission parlementaire des Affaires étrangères, Tsahi Hanegbi, les objectifs sont moins catégoriques : « Nous voulons éloigner le Hezbollah de notre frontière, obtenir le déploiement de l'armée libanaise jusqu'à cette frontière, désarmer le Hezbollah et enfin récupérer nos deux soldats enlevés. »

Malgré ces déclarations vigoureuses, on reste néanmoins dans le flou : s'agit-il de punir le Hezbollah ? De le réduire ? De le détruire ? De le pousser à libérer les prisonniers ? Un peu tout cela à la fois et ce clair-obscur ne va pas manquer de rejaillir sur l'action militaire.

Le gouvernement d'Ehoud Olmert et l'État-Major ont surtout compris qu'ils tenaient là une occasion unique de prouver leur détermination et

d'envoyer un message fort à tous les ennemis d'Israël. Pour des faits similaires, des tirs de roquettes et l'enlèvement du soldat franco-israélien Gilad Shalit par un commando palestinien en provenance de la bande de Gaza le 25 juin 2006, l'armée israélienne était engagée depuis trois semaines dans l'opération *Pluie d'été*. Il restait donc à déterminer sous quelle forme allait se matérialiser ce message fort.

Dans l'après-midi du 12 juillet, le Premier ministre, le ministre de la Défense et le chef d'État-Major se réunissent afin de préparer la riposte. L'État-Major avait élaboré depuis plus d'un an un plan d'opération qui avait fait l'objet d'un exercice le mois précédant l'attaque du 12 juillet. Ce plan baptisé alors *Marée élevée* comprenait deux volets. Le premier, *Brise-Glace*, consistait en une série de frappes aériennes contre des cibles du Hezbollah sur une durée de 48 à 72 heures. Simultanément, le second volet, *Marée haute*, prévoyait la mobilisation des réservistes et l'invasion terrestre du Sud-Liban à l'issue de la campagne aérienne afin de repousser les forces du Hezbollah au nord du fleuve Litani³ Au cours de cet exercice, après une semaine de frappes aériennes, trois divisions blindées envahissaient le Sud-Liban en quelques jours puis nettoyaient méthodiquement la zone de tout milicien chiite. Au bout de deux mois les soldats rentraient victorieux au pays. La menace des raids et des roquettes du Hezbollah était écartée pour longtemps. Avec l'attaque de la Borne 105, le scénario envisagé par les planificateurs israéliens prenait concrètement forme.

Contrairement à leurs prédécesseurs, Ehoud Olmert et Amir Peretz n'ont qu'une médiocre expérience militaire (le premier a servi comme journaliste militaire, le second comme officier d'intendance)⁴ Ils sont également persuadés que l'opinion publique israélienne n'acceptera jamais de lourdes pertes et encore moins un nouvel enlèvement au Liban. Les deux hommes politiques s'en remettent donc entièrement au chef de l'État-Major des armées, le général Dan Halutz. Premier aviateur à ce poste, il est un fervent adepte de la puissance aérienne et considère que cette dernière est la mieux placée pour élaborer une réponse efficace, y compris face à un ennemi furtif, sans avoir à s'engager au sol.

Dans la nuit du 12 au 13 juillet, l'aviation et l'artillerie de Tsahal reçoivent l'ordre de mener des frappes ciblées en territoire libanais, notamment dans le but de détruire les lanceurs de fusées *Zelzal*, réputés les plus dangereux pour les villes du nord d'Israël comme Haïfa. La campagne contre le Hezbollah vient de débiter.

-
1. Matt Matthews, « *We were caught unprepared : the 2006 Hezbollah-Israeli War* », Combat Studies Institute Press, 2008.
 2. Renaud Girard, « Israël a gâché une chance historique de gagner la guerre contre le Hezbollah », *Le Figaro*, 13 août 2006.
 3. *Ibid.*
 4. Matt Matthews, « The Israeli Defense Forces Response to the 2006 War with Hezbollah », http://usacac.army.mil/CAC2/MilitaryReview/Archives/English/MilitaryReview_20090831_art009.pdf, Military Review, Juillet-Août 2009.

CHAPITRE II

TSAHAL ET LE POST-MODERNISME

Tsahal aborde cette guerre avec de profondes certitudes. Forte de son histoire militaire, plutôt faite de victoires, l'armée israélienne est persuadée qu'elle va affronter et dominer un ennemi certes motivé mais peu entraîné et surtout sans tactique. Avec leurs divisions blindées massées aux frontières, la supériorité des Israéliens est certes écrasante. Des dizaines de milliers d'hommes, des centaines de chars et autres véhicules blindés de combat d'infanterie, sans parler des avions et hélicoptères de combat, peuvent être alignés sous court préavis. En face, le renseignement israélien estime le Hezbollah à quelques milliers de combattants, guère capables de se coordonner et de résister aux frappes aériennes et à l'éventuel rouleau compresseur terrestre.

Les anciens et les modernes

Les déboires pendant les premiers jours de la guerre du Kippour en octobre 1973 ont constitué pour les Israéliens l'équivalent militaire d'un choc épistémologique dans le domaine scientifique. Le culte de l'offensive aéroterrestre qui avait notamment permis de vaincre trois armées en six jours en 1967 avait été sévèrement pris en défaut par les adaptations arabes. Il a donc fallu absolument trouver un autre paradigme opérationnel.

Dans la suite de ce qui avait été alors improvisé avec succès au cours de la guerre du Kippour, une première voie consistait à rester dans le cadre conceptuel classique d'une manœuvre terrestre massive conduite chez l'ennemi mais en passant de l'agressivité des colonnes de « hussards blindés » à un combat interarmes beaucoup plus méthodique et intégré. Les

divisions « rouleaux-compresseurs » évoluant avec succès en 1982 au Liban contre les forces syriennes et celles de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), furent l'application pratique de cette adaptation de la méthode traditionnelle.

Mais cette campagne servit aussi d'opportunité à la première mise en œuvre dans la plaine de la Bekaa de ce qui sera baptisé plus tard « Révolution dans les Affaires Militaires (RAM) ». Alors qu'à peine neuf ans plus tôt, l'armée de l'air israélienne avait terriblement souffert face aux défenses anti-aériennes arabes, elle parvenait cette fois à détruire en deux heures dix-neuf batteries de missiles dans la plaine de la Bekaa, puis à abattre une vingtaine d'avions syriens, le tout sans perdre un seul appareil. Pour la première fois, on avait organisé un système de reconnaissance-frappe, pour employer une terminologie soviétique, intégrant ce qui se faisait de mieux en matière de technologie électronique : drones de surveillance, radars aéroportés, missiles guidés antiradars. Les résultats spectaculaires de cette opération laissèrent entrevoir chez certains observateurs la possibilité d'un changement beaucoup plus radical du modèle théorique de pensée militaire israélien. On commença alors à évoquer l'idée que l'asymétrie technologique écrasante qui est en train de se dessiner en faveur de Tsahal sur ses ennemis, pouvait permettre de se passer de gros bataillons, que la guerre pouvait se gagner à distance sans avoir forcément à occuper le terrain.

Dans les années 1990, le processus de paix avec plusieurs pays arabes et l'effondrement de leur sponsor soviétique en conjonction avec les révoltes dans les territoires palestiniens ou la guérilla dans le Sud-Liban occupé, donnèrent à penser que la menace en provenance d'États frontaliers était désormais d'une probabilité bien moindre que celle des organisations de guérilla puis d'un Iran éventuellement nucléaire. Or ces « trois cercles de menaces », respectivement proche, intérieur et lointain dans la terminologie israélienne, induisent normalement des emplois de la force très différents : un engagement aéroterrestre massif, bref et très violent lorsqu'il s'agit d'obtenir la soumission d'un État après avoir battu son armée ; une présence longue, fragmentée et liée à de nombreux aspects non-létaux lorsqu'il s'agit de contrôler une population ; une campagne de raids et de frappes à distance dans le dernier cas. Cette divergence de fin et de méthodes induit classiquement des différences dans les structures,

équipements et valeurs des forces, ce qui suscite, encore aujourd'hui, de vifs débats dans toutes les armées occidentales.

La grande théorie unifiée

Dans la lignée des théories de la RAM, les Israéliens commencent à considérer dans les années 1990 que les applications militaires des nouvelles technologies de l'information peuvent leur donner les moyens de dénouer ces contradictions. Impressionnés par les exemples des campagnes aériennes américaines de 1991 contre l'Irak, de 1995 contre les Bosno-Serbes et surtout contre la Serbie en 1999 et les Talibans en 2001, les Israéliens comprirent que leur supériorité technologique pouvait permettre d'imposer leur volonté à tout adversaire potentiel.

La longue pratique de la contre-insurrection dans les Territoires occupés ou au Sud-Liban a fait comprendre aux militaires israéliens qu'il était aussi vain de vouloir gagner les « cœurs et les esprits » d'une population rétive que d'imaginer éradiquer complètement par la force les organisations clandestines qui s'y abritent. La seule stratégie qui demeure alors crédible vise à contenir en permanence la menace (« tondre la pelouse régulièrement ») en protégeant la population israélienne par un « bouclier » : la barrière électronique de sécurité baptisée *technical fence* longeant la frontière, dont la construction débute en 2002. Pour être pleinement efficace, cette logique doit être couplée à un « complexe reconnaissance-frappe » sophistiqué, capable de déceler et de frapper très vite, par raids terrestres et, de plus en plus, aériens, toutes les cibles même éloignées. C'est cette possibilité de contrôle à distance qui semble avoir permis le retrait des forces du Sud-Liban en 2000 puis de la bande de Gaza en 2005. L'analyse de la menace lointaine iranienne a abouti à des conclusions similaires. On ne conçoit pas en effet d'éliminer la menace nucléaire iranienne par l'occupation de Téhéran mais par une défense anti-missiles et la possibilité de frappes à distance, préventives, comme sur *Osirak* au sud de Bagdad en 1981, ou en représailles.

Cette conjonction des visions stratégiques dans une « grande théorie unifiée » finit par assurer le succès des « modernes » sur les « anciens » des divisions blindées, d'autant plus que sous l'impulsion du Commandement de la région Centre, les premiers s'appuient sur un effort de

conceptualisation inédit en Israël. L'Institut de recherche de théorie opérationnelle (*Operational Theory Research Institute*, OTRI) du général en retraite Shimon Naveh, créé en 1995, devient le moteur de cette réflexion. Lorsque le général Ya'alon, commandant de la région Centre, devient adjoint au chef d'État-Major des armées (CEMA), il impose les idées de l'OTRI dans la doctrine et la formation des officiers supérieurs. Or, ces idées, comme le processus de planification opérationnelle (*Systemic Operational Design*, SOD) sont complexes et s'appuient sur des formulations obscures. Elles rejoignent par ailleurs le concept américain d'« opérations fondées sur les effets » (*Effect-Based Operations*, EBO). Comme le martèle le général Dan Halutz, CEMA de 2005 à 2007, « la victoire est une affaire cognitive »¹ et, pour l'obtenir, nul besoin d'occuper du terrain ou d'écraser toutes les forces adverses. Il suffit que la « foudre » s'abatte sur la structure de commandement de l'ennemi. Ainsi privé de son système nerveux, l'ennemi, quelle que soit sa nature, s'effondrera. Les Israéliens abandonnent ainsi dans les années 2000 sans l'avouer ouvertement, la stratégie classique israélienne de guerre-éclair portée sur le sol des voisins. La doctrine est finalisée avec la publication d'un concept opérationnel quelques mois seulement avant la guerre contre le Hezbollah.

La posture « post-héroïque »²

Pour s'imposer, il ne suffit pas qu'une doctrine stratégique apparaisse pertinente face aux défis à relever. Il faut également qu'elle soit corrélée au regard que porte la société sur la guerre. Pour des contextes stratégiques finalement assez proches, les doctrines militaires françaises de 1914 et de 1939 ont été par exemple diamétralement opposées car la société française elle-même avait considérablement évolué. Il en est de même pour Israël qui n'est plus en 2006 la citadelle assiégée des débuts. La société collectiviste des origines s'est également transformée en une société libérale dont l'élite universitaire, politique et même militaire se persuade que le temps des grandes guerres était révolu et qu'il n'était plus nécessaire de maintenir un tel effort humain et financier en matière de défense³. La mentalité des colons a fait place à une ambiance très culpabilisante vis-à-vis de l'usage de la violence et même de la prise de risque, surtout dans le cadre d'une occupation des territoires palestiniens nettement moins glorieuse que la

lutte pour la naissance et la survie de l'État d'Israël, à l'époque où David n'était pas encore devenu Goliath.

Le trouble s'est accentué lorsque les Israéliens ont fait glisser l'emploi de la force armée dans la guerre vers l'action de police contre les organisations palestiniennes. Quand on refuse à son adversaire la légitimité politique et donc le statut d'ennemi, celui-ci ne peut être qu'un délinquant. De fait, le combat contre ces organisations est à la fois perpétuel, car on ne fait pas la paix avec des délinquants, et encadré par de fortes contraintes légales et psychologiques. Dans ce contexte, la mort donnée et reçue peut devenir une anomalie d'autant plus scandaleuse que le rapport des forces semble toujours permettre de réduire les risques par un surcroît de moyens matériels. Comme l'a souligné un général israélien devant la commission Winograd après la guerre de 2006 :

Quand vous êtes forts et qu'il existe d'autres moyens pour remplir la mission, cela n'a pas de sens de risquer la vie des soldats. Dans une situation de rétablissement de la sécurité, cela peut être la bonne approche mais en guerre cela devient inapproprié⁴

Placée hors de cette zone d'exception qu'est la guerre, l'erreur tactique devient passible d'une enquête sinon d'un tribunal. On en arrive ainsi à inciter les militaires à agir à coup sûr, à rechercher les victoires « à 1-0 » plutôt qu'à « 3-1 » selon une expression israélienne.

De plus, comme les frappes se font souvent à distance par chasseur-bombardier, hélicoptère et plus rarement artillerie ou drone armé, la guerre contre les rebelles palestiniens devient pour Tsahal une guerre aseptisée et même « immaculée » avec moins d'images violentes que celles contenues dans un jeu vidéo⁵. Après avoir évacué la vie courante de la société⁶, la vision de la mort disparaît en partie du champ de bataille des militaires, tandis que ceux qui vivent au-delà de la barrière deviennent de plus en plus des étrangers (tout en se voyant refuser ce statut).

De leur côté, le Hamas et le Hezbollah ont occupé le vide politique pour créer des proto-États, contrôlant d'autant plus facilement la population que celle-ci éprouve du ressentiment à l'égard des Israéliens. Ces organisations parfaitement bien incrustées dans le milieu physique et humain local ne laissent cependant guère de saillants visibles, susceptibles de se transformer en objectifs militaires à détruire.

Refusant d'occuper à nouveau le terrain, les Israéliens ne peuvent dès lors que frapper la population pour avoir une chance d'atteindre leurs adversaires. Ils se retrouvent finalement dans la même position que les organisations palestiniennes qui se sont crues obligées de frapper la population civile faute de pouvoir affronter Tsahal avec quelques chances de succès. Les premiers justifient cette dérive par l'idée que les populations locales sont solidaires des terroristes qu'elles ont amenés ou simplement acceptés à leur tête, les seconds considèrent que la population israélienne et ses très nombreux réservistes est tout entière militarisée. Les adversaires en sont ainsi venus à se ressembler par la croyance que l'autre ne cède qu'à la force, l'évitement du combat, les procédés terroristes et les accusations mutuelles de lâcheté.

Le sentier profond

L'outil militaire israélien s'est progressivement accordé à cette vision de la « foudre » et du « bouclier » en dissociant nettement une force de frappe (sous-marins avec missiles de croisière, forces spéciales et surtout force aérienne de combat) « confisquant » la grande majorité des actions violentes, et une force de quadrillage et protection, elle-même surprotégée dans des fortins et des blindés lourds, surveillant la barrière de sécurité, les points clefs et les axes. Pour limiter encore les incertitudes et donc les risques, l'initiative et l'agressivité de tous ont été réduites au profit d'un système très centralisé de fusion de l'information et de la décision, parfaitement adapté à la gestion efficace d'affrontements ponctuels. Après les pics de violence de 2002 (opération *Rempart* à Jénine et Naplouse), le système devient si rodé que certains commentateurs, à l'image du général Naveh, le jugent confortable :

Il y avait certes quelques pertes de temps en temps mais les généraux avaient en permanence le contrôle des opérations. Ils pouvaient prétendre faire la guerre tout en ne courant pas beaucoup de risques et surtout pas celui d'être vaincus⁷.

Une doctrine montre un chemin à suivre de manière explicite avant d'être assimilée et transformée en pratique de plus en plus implicite. Il se

forme alors comme un sentier de plus en plus profond et de plus en plus confortable au fur et à mesure qu'on l'emprunte. La doctrine est ainsi confortée et affinée sans cesse par la pratique. L'explicite des textes devient ainsi l'implicite des habitudes et, tant que les choses fonctionnent comme prévu, on finit par ne plus se poser de questions. Le problème est qu'à force de creuser, il devient de plus en plus difficile de sortir du sentier⁸.

Dans ce contexte, réduites à un rôle de gardiennage et d'observation aussi exigeant en effectifs que peu exaltant, les unités terrestres perdent à la fois leurs savoir-faire de combat interarmes de haute-intensité, devenus peu utiles, et les moyens de les acquérir puisque par restriction budgétaire les moyens d'entraînement ont été considérablement réduits⁹. Le capital de compétences en combat rapproché qui avait fait la force et la renommée de Tsahal est ainsi dilapidé en quelques années¹⁰.

Lorsqu'Israël et le Hezbollah se retrouvent à nouveau face à face après le raid du 12 juillet 2006, cette logique de pseudo-bataille est poussée à son comble. Tsahal dispose d'une force aérienne d'une sophistication extrême. Avec ce puissant marteau à sa disposition, il ne voit cependant que des clous.

1. Avi Kober, « The IDF in the second Lebanon War : Why the Poor Performance ? », *The Journal of Strategic Studies*, février 2008.

2. Expression d'Edward Luttwak dans « A post-heroic military policy », dans *Foreign Affairs*, vol. 75, no 4, juillet-août 1996.

3. Rapport Winograd. www.jpost.com. Voir aussi Ari Shavit, « A spirit of absolute folly », dans *Ha'aretz*, 16 août 2006.

4. Major-général (res) Yoram Yair, cité par A. Kober, « The IDF in the second Lebanon war : why the poor performance », art. cit.

5. « Je sens un léger sursaut de l'avion au moment de la libération de la bombe et au bout d'une seconde cela passe », le général Halutz à la question : « Que ressentez-vous lors d'une mission de frappe aérienne dans la bande de Gaza ? ». Vered Levy-Barzilai, « The high and the mighty », dans *Ha'aretz Magazine*, 21 août 2002.

6. Philippe Ariès, *L'homme devant la mort*, Le Seuil, 1977.

7. Général (res.) Shimon Naveh, interview par le Combat Studies Institute, Fort Leavenworth.

8. Concept inspiré de Nelson & Winer, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard UP, 1982.
9. De la même façon, plusieurs divisions de l'armée de terre ont été dissoutes et de nombreux équipements n'ont pas été renouvelés.
10. Avi Kober, art. cit.

CHAPITRE III

LE SENTIER DU HEZBOLLAH

Le Hezbollah est considéré comme l'une des organisations armées paraétatiques les plus redoutables au monde. Cette force s'est construite patiemment au cours de trois décennies en s'adaptant régulièrement non seulement à chaque nouveau contexte politique, tant national que régional, mais aussi à l'environnement militaire sur le terrain.

L'apparition d'une organisation combattante

Lorsque débute la guerre civile au Liban en 1975, les chiites représentent certes près d'un tiers de la population libanaise, mais demeurent sous-représentés politiquement (ils occupent 19 des 99 sièges du Parlement libanais) et socialement exclus. Beaucoup d'entre eux adhèrent donc aux partis d'opposition comme le Parti populaire syrien mais surtout le Mouvement des dépossédés rebaptisé Amal en 1975, et fondé un an plus tôt par l'imam Moussa Sadr. Après la disparition de son leader en 1978, le mouvement finit par se scinder, les plus radicaux des combattants chiites fondant en 1982 le Hezbollah (« Parti de Dieu ») sous l'égide d'Hussein Moussaoui et avec l'aide de la Syrie et de l'Iran. Ayant initialement massivement recruté dans les rangs du groupe chiite irakien Al-Dawa et dans ceux d'Amal, le Hezbollah adhère au Front national de la résistance libanaise, opposé à la présence de l'armée israélienne mais aussi aux forces d'interposition occidentales sur le sol libanais. Il prend son autonomie en 1985 et se dote à cette occasion d'une branche armée : la Résistance islamique, forte à l'époque d'un peu moins de 7 000 combattants.

La Résistance islamique s'organisait autour d'une force permanente et d'une force de miliciens. La première entraînée par des Pasdaran iraniens, au Liban ou en Iran, est elle-même divisée en quatre structures : guérilla, lance-roquettes, attaques suicide et renseignement-logistique. La seconde est chargée d'appuyer localement les opérations des réguliers. L'armée du Hezbollah apprend ensuite l'art de la guérilla en l'améliorant progressivement avec des modes d'action de harcèlement initialement très maladroits. Soutenue par une grande discipline et une foi religieuse qui cultive le sacrifice, elle est surtout la première à utiliser les « missiles de croisière du pauvre » que sont les attaques suicide. Le 11 novembre 1982, le quartier général de l'armée israélienne à Tyr est détruit par une voiture pleine d'explosifs tuant 74 personnes dont 60 soldats israéliens. C'est le premier des onze attentats suicide revendiqués par le mouvement et qui suscite de nombreux émules, y compris dans les organisations sunnites jusque-là opposées à de tels procédés¹. Le 18 avril 1983, le Hezbollah détruit de cette façon l'ambassade des États-Unis à Beyrouth et le 23 octobre de la même année, il tue encore 241 soldats américains et 58 militaires français par une double attaque simultanée sur deux immeubles occupés par la Force multinationale de sécurité de Beyrouth. Avec le temps, faisant face aux adaptations adverses, ces attaques perdent de leur efficacité tactique. De plus, le ressentiment provoqué par les dégâts portés à la population civile devient grandissant. Le Hezbollah, qui poursuit également l'ambition d'entrer au Parlement libanais, finira par abandonner progressivement ce mode d'action dans les années 1990.

Par l'intermédiaire d'organisations de couverture, le Hezbollah pratique aussi de nombreux enlèvements d'Occidentaux dans les années 1980 essentiellement à des fins d'échange contre des prisonniers détenus par les Israéliens. Le plus spectaculaire est celui réalisé le 17 février 1988 contre le lieutenant-colonel américain William Higgins, responsable de l'organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve et finalement exécuté durant l'été 1990 en représailles à l'enlèvement de responsables du Hezbollah à Jibsheet. Au total, jusqu'en 1991 onze otages périrent entre les mains du Parti de Dieu.

Le troisième mode d'action terroriste utilisé par le Hezbollah fut le détournement d'un avion de la compagnie TWA en direction de Beyrouth le 14 juin 1985. Cette action, qui coûta la vie à un passager, permit la libération de 43 prisonniers du mouvement. Toutefois, ce succès fut acquis

au prix d'une forte dégradation de l'image du Hezbollah. Soucieux de préserver cette dernière en vue d'ambitions politiques nationales, le Parti de Dieu arrêta ce procédé pour se recentrer sur des actions provoquant moins de discrédit.

Le repli israélien de 1985 au sud du Liban et la victoire de 1988 contre le rival Amal furent l'occasion de redéfinir une nouvelle stratégie, plus proche de la guérilla classique, tout d'abord, grâce aux bases désormais disponibles dans la plaine de la Bekaa, puis surtout à l'inflexion donnée par Hassan Nasrallah, nouveau secrétaire général du parti en 1992 après la mort d'Abbas Moussaoui tué par une frappe des hélicoptères israéliens au Sud-Liban.

Le Hezbollah devient un para-État

Né, selon la rumeur magnifiée, à Bint-Jbeil au Sud-Liban (ville qui sera un enjeu clé de la guerre de 2006) en 1960², le jeune Hassan Nasrallah suivit les enseignements religieux d'Abbas Moussaoui à Najaf en Irak. De retour au Liban, il rejoignit les rangs d'Amal avant de les quitter en 1982 pour intégrer le Hezbollah, dans les pas de son maître à penser.

À la mort de Moussaoui en 1992, les cadres du parti réunis en *shura* (« conseil exécutif ») se mirent à chercher un nouveau secrétaire général. Subhi al-Tufayli, en tant qu'ancien dirigeant, paraissait le mieux à même de prendre les rênes du parti. Mais sa ligne trop fanatique, à vouloir isoler le Hezbollah de la scène politique libanaise, ne paraissait plus en phase avec les visions plus modérées que l'Iran et la Syrie souhaitaient à la suite des accords de Taëf de 1989. Hassan Nasrallah fut donc désigné comme le nouveau secrétaire général de l'organisation chiite libanaise. Sa ligne politique est alors pragmatique. De son point de vue, gagner une légitimité et une crédibilité sur la scène libanaise est tout aussi important qu'imposer la charia dans le pays. Cette position, en contradiction avec la branche conservatrice du parti, peut être interprétée comme la réelle prise en considération de l'état de la société au Liban, doublée d'un souci d'adaptation aux évolutions géopolitiques du moment dans la sous-région.

Nasrallah, à qui ses fidèles attribuent le titre de *Sayyed*³ qui le relie par le sang au Prophète, oriente la stratégie du Hezbollah dans le sens d'une plus grande intégration dans la société libanaise. Maîtrisant parfaitement les

rouages de la scène politique nationale, il décide en août 1992 de faire participer son parti aux élections législatives. Décision assez fortement critiquée y compris au sein du Hezbollah jusqu'à ce que les huit candidats présentés gagnent chacun un siège au Parlement. Nasrallah comprend aussi le pouvoir des médias et leur importance pour promouvoir l'identité du Parti de Dieu et lui donner la légitimité qui lui faisait défaut.

Quelques années après l'hebdomadaire *Al-'Ahd* (« Le serment »), le Hezbollah lance en 1988 la radio *Al-Nour* (« La lumière ») qui diffuse des prêches et des hymnes à la gloire du Hezbollah. En juin 1991, c'est une chaîne de télévision, baptisée *Al-Manar* (« Le phare ») qui voit le jour dans un immeuble de la banlieue sud de Beyrouth. Sa ligne éditoriale est claire : la lutte contre l'occupation israélienne, tant par le passé au Liban qu'en Palestine à l'heure actuelle. Ainsi, la couverture des opérations menées par l'organisation est systématique, les combattants chiites se faisant accompagner par des équipes de cameramen. Par la suite, la chaîne diversifie ses programmes, introduisant des émissions de divertissement dans sa politique d'influence. À partir de 1996, elle diffuse même des spots en hébreu destinés aux soldats israéliens. Le Hezbollah développe ensuite un site Internet multilingue (french.moqawama.org). Ces médias sont regroupés par Nasrallah sous un commandement unique avec le comité chargé de l'information interne (campagnes d'affichage, conception de banderoles, etc.) et celui des relations extérieures (avec les médias nationaux et internationaux). Sur le plan organisationnel, ce « commandement de la propagande et du recrutement » dispose du même poids que celui de la Résistance islamique ou de l'organe de la Sainte Reconstruction (*Jihad al-Binaa*).

Profitant des carences de l'État libanais dans le domaine social, le Hezbollah a mis en place à partir du milieu des années 1980, un vaste réseau d'entraide et de soutien humanitaire prioritairement tourné vers les déshérités, les faibles et les familles des martyrs⁴. L'organisation *Al-Shahid*, littéralement « le martyr », voit le jour en 1982 à l'initiative de l'Iran et vient en aide aux familles des combattants morts, par un soutien financier, des structures scolaires pour les enfants, des dispensaires (huit dans la banlieue sud de Beyrouth et près de dix dans le Sud-Liban) et deux hôpitaux (le centre médical *Khomeini* à Balbek et l'hôpital pour les femmes et les enfants *Dar-al-Hawra* à Beyrouth banlieue sud). La fondation *Jihad al-Binaa* a, quant à elle, été créée en 1985, toujours sous l'impulsion

iranienne. Elle prend en charge la reconstruction des maisons touchées par les bombardements de l'État israélien. La devise qui orne ses locaux est assez claire : « L'ennemi israélien détruit, la République islamique d'Iran construit ». À cette activité de reconstruction s'ajoutent la construction d'écoles et de centres de santé, la distribution d'eau potable dans la banlieue sud de Beyrouth, dans la Bekaa et dans le Sud-Liban, ainsi que la construction de centrales électriques. Il convient de préciser que sur le plan scolaire, deux types d'école sont alors créés par le Hezbollah. Tout d'abord, les douze écoles *Al-Mahdi*, quasi gratuites, prodiguent un enseignement général multilingue et un enseignement religieux. Puis, les écoles à proprement parler religieuses, qui donnent des cours de théologie. Selon certaines sources, le budget annuel alloué par l'Iran au Hezbollah et à son appareil social oscillerait entre 600 et 900 millions de dollars. Au-delà de l'aspect « entraide », les dirigeants de ces associations ne cachent pas que leur objectif reste d'édifier une « société résistante »⁵.

Élaboration d'une doctrine de guérilla

Le troisième axe d'effort du Hezbollah est militaire. Il prend plusieurs formes. La première est l'abandon des modes d'action terroristes au profit d'une guérilla de plus en plus sophistiquée. Le combat est mené de manière très décentralisée par des groupes infiltrés et suffisamment autonomes pour que la capture ou l'élimination de l'un d'entre eux n'entraîne pas celle des autres. Ces groupes sont de mieux en mieux entraînés et équipés, avec des missiles anti-aérien SAM-7 et antichars AT-3 et AT-4. De 5 combattants du Hezbollah tués pour 1 soldat israélien en 1990, le rapport n'est plus que de 1,5 pour 1 en 1993.

Le Hezbollah est aussi le premier mouvement à utiliser massivement les engins explosifs improvisés (EEI) comme arme de harcèlement. Ces bombes de fortune sont élaborées en associant des munitions (obus, roquettes, grenades), avec des charges explosives et des systèmes de déclenchement qui évoluent en fonction des contremesures israéliennes (brouillage électronique pour gêner les mises à feu ou les provoquer prématurément, surveillance par les airs, caméras infrarouges autour des bases et le long des axes). Ces engins explosifs artisanaux sont de plus en plus puissants, souvent combinés entre eux dans des systèmes comprenant

parfois des leurres. Les charges creuses capables de percer la plupart des blindés israéliens font leur apparition dans la deuxième moitié des années 1990. En février 1999, l'une de ces charges cause la mort du général Erez Gerstein, ancien chef de la brigade Golani, et commandant les forces israéliennes au Sud-Liban au moment de l'attentat. Au bilan, ces armes finissent par être responsables de la majorité des pertes israéliennes dans le Sud-Liban. Surtout, elles réduisent la capacité de manœuvre des forces de Tsahal qui se retranchent et réduisent leur déplacement au sol, accroissant d'autant la liberté d'action des combattants de la Résistance islamique.

Le Hezbollah s'appuie également sur un service de renseignement de mieux en mieux organisé combinant des moyens classiques comme les guetteurs qui surveillent les postes israéliens au Sud-Liban, et des systèmes plus sophistiqués comme les écoutes et les intrusions électroniques. En septembre 1997, l'interception d'images prises par des drones permet au Hezbollah de comprendre que Tsahal porte un intérêt particulier au village côtier d'Ansariyah. Un dispositif d'embuscade y est aussitôt mis en place. Il surprendra un commando de la marine israélienne venu de nuit mener un raid. Onze commandos furent tués et un capturé. Plus tard, après le retrait des Israéliens en 2000, des bergers continueront à surveiller les soldats de Tsahal de l'autre côté de la frontière, allant même jusqu'à faire du petit commerce avec eux. Ces échanges permettront d'équiper les miliciens du Hezbollah avec des tenues de combat réglementaires israéliennes, ce qui n'ira pas sans poser des difficultés au bataillon *Golani* lors de la bataille de Bint-Jbeil en juillet 2006.

L'observation de l'ennemi ira même bien au-delà des aspects tactiques pour aborder l'ensemble de la société israélienne. *Al-Manar* dispose par exemple d'une unité spéciale composée d'hébreóphones chargés de surveiller en permanence les médias juifs. Des Arabes israéliens seront également utilisés comme agents de renseignement sur le sol même de l'ennemi.

La capacité stratégique du Hezbollah

Les roquettes et obus de mortiers sont souvent les seuls moyens permettant à une guérilla de frapper les bases de son adversaire. C'est également, selon la même logique mais à l'échelon stratégique, le seul

moyen de frapper le territoire israélien. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) frappait déjà les villes du nord d'Israël depuis le Liban dans les années 1970. Ces tirs avaient même été le prétexte pour envahir le Liban en 1982, ce qui avait effectivement eu pour conséquence d'y mettre fin. Après le départ de l'OLP, le Hezbollah reprit cette stratégie de harcèlement, y compris pendant l'occupation du Sud-Liban par Tsahal.

Le 16 février 1992, en représailles à l'assassinat par les Israéliens du secrétaire général du parti, Abbas Moussaoui, le Hezbollah lance une centaine de roquettes sur les bases israéliennes et, pour un tiers, sur le territoire israélien. Le successeur de Moussaoui, Hassan Nasrallah, déclare alors vouloir faire des roquettes *Katioucha* de 122 mm un atout stratégique dans sa lutte contre Israël. Dès lors, les tirs de roquettes se poursuivront et rythmeront la vie quotidienne des habitants de l'État israélien. Le 25 juillet 1993, les Israéliens lancent l'opération *Justice rendue* pour faire cesser ces attaques. Au cours des sept jours que dure l'opération, le Hezbollah tire environ 300 roquettes contre la zone de sécurité et le Nord d'Israël tuant deux civils israéliens et en blessant 24 autres. En mars 1996, en réponse à un nouveau tir de missile israélien tuant des civils libanais, le Hezbollah lance plusieurs dizaines de roquettes sur le Nord d'Israël. Tsahal réplique par l'opération *Raisins de la colère*. Malgré les importantes destructions causées par deux semaines de frappes aériennes ou d'artillerie, le Hezbollah tira près de 1 100 roquettes sur la zone occupée et le territoire israélien. Les deux adversaires finissent par s'entendre sur une forme de dissuasion mutuelle : toute attaque menée contre les civils des deux camps entraînera une riposte immédiate. Ils divergent en revanche sur les causes de l'arrêt des tirs de roquettes, Tsahal mettant en avant l'efficacité de ses frappes alors que le Hezbollah se félicite des concessions politiques obtenues.

Le problème n'est pas limité au Liban puisque les organisations palestiniennes utilisent aussi des projectiles rudimentaires, les *Qassam*, pour harceler le Sud d'Israël. Juste avant l'attaque de juillet 2006, des centaines d'engins de ce type sont même tombées dans l'ouest du Néguev. Or, le renseignement et les militaires israéliens échouent depuis des années à éliminer ces *Qassam* près de Beit Hanoum, où la zone est réduite et le terrain plat. Il n'y avait aucune raison de faire mieux au Liban, des dizaines de kilomètres à l'intérieur des terres, dans des terrains vallonnées, forestiers et urbains.

2000-2006 : Guerre froide

Avec le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban, s'ouvre une période de paix toute relative avec l'État israélien. Les tirs de roquettes du Hezbollah contre le Nord d'Israël se poursuivent mais sont plus sporadiques. En représailles, les Israéliens lancent des incursions limitées sur le territoire libanais. Des accrochages épisodiques ont lieu entre soldats de Tsahal et combattants du Hezbollah, notamment autour de la position très contestée des Fermes de Chebaa. Ce petit territoire syrien de 25 km² à la jonction d'Israël, du Liban et de la Syrie est revendiqué par le Liban tout en demeurant sous le contrôle des Israéliens depuis 1967. Il s'agit par ailleurs d'un site stratégique puisqu'il renferme d'importantes ressources en eau. De par cette situation, le Hezbollah considère le retrait israélien comme incomplet et justifie ainsi la poursuite de ses attaques contre « l'occupant ». En 2000, trois soldats israéliens perdent la vie dans ce secteur lors d'un accrochage avec des combattants du Hezbollah. En 2004, les Israéliens obtiennent la restitution de leur corps et la libération d'un colonel de réserve en échange de la libération de 450 prisonniers palestiniens et libanais. Entre 2000 et 2006, le Hezbollah est responsable de la mort d'un civil et de neuf soldats israéliens dans ce secteur.

En septembre 2004, à la suite de la *Révolution du Cèdre*, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1559 qui exige le retrait des forces syriennes du Liban, la mise en place de l'armée nationale dans le Sud-Liban et le désarmement de l'ensemble des forces non gouvernementales. Le Hezbollah refuse de s'y plier tant que ses prisonniers ne sont pas libérés et que la zone des Fermes de Chebaa n'est pas restituée au Liban. Il estime par ailleurs, rejoint en cela par de nombreux libanais, qu'il constitue la seule force capable de s'opposer à Israël⁶. Aux élections de juin 2005, le Hezbollah, avec plus de 11 % des suffrages, obtient 14 sièges de députés au sein d'une coalition chiite (le Bloc de la résistance et du développement) qui en compte désormais 35. Le 19 juillet, il fait son entrée au gouvernement en obtenant le ministère de l'Énergie auquel s'ajoutent ceux des Affaires étrangères et du Travail, confiés à des proches du mouvement.

Durant cette période, les transferts financiers en provenance de Syrie et surtout d'Iran s'intensifient et atteignent plusieurs centaines de millions de dollars par an. Le Hezbollah bénéficie également de dons privés, directs ou

indirects, par le biais d'organisations non gouvernementales. Il dispose également de sociétés privées qui lui fournissent des fonds et servent de relais avec l'étranger. Fort de cet appui financier, le Hezbollah va consolider son implantation territoriale. Les livraisons d'armes et d'équipements en provenance d'Iran et de Syrie se poursuivent également, renforçant les capacités militaires de la Résistance.

Le départ des soldats israéliens, l'effondrement de l'armée du Sud-Liban et les hésitations de l'armée nationale créent donc une nouvelle configuration stratégique. Le Hezbollah a comblé le vide laissé par les troupes de Tsahal en prenant le contrôle du Sud-Liban. Ainsi, l'ensemble de la zone au sud du fleuve Litani est désormais sous le contrôle du Hezbollah qui se doit d'en assurer la défense en cas d'attaque israélienne. Bénéficiant de ce nouveau contexte et disposant d'un approvisionnement régulier en armements sophistiqués, le Parti de Dieu révisé une nouvelle fois sa posture militaire.

1. Marc DeVore, Ulrike Franke, Armin Stähli "*Innovation by Armed Non-State Groups : Hizballah, 1982-2006*", Présentation à l'ISA 2012, April 2012, San Diego.

2. Hassan Nasrallah serait en réalité né le 31 août 1960 dans le quartier de Bourj-Hammoud à Beyrouth-Est.

3. Dignitaire religieux chiite de haut rang, dont la légitimité est issue du lien de sang qui le lie directement au Prophète de l'islam, Mahomet. Il est reconnaissable à sa coiffe, le turban noir. Cette désignation ne doit pas être confondue avec l'appellation de « cheikh », qui désigne plutôt un sage aux vastes connaissances religieuses.

4. Anne-Lucie Chaigne-Oudin, « Hezbollah », www.lesclesdumoyenorient.com, 9 mars 2010.

5. « Jihad al-Binaa », *Al-Hayat*, www.mediarabe.info, 9 mars 2007,

6. Sophie Chautard, *Comprendre les conflits du Moyen-Orient*, Studyrama, 2006.

CHAPITRE IV

L'ARMÉE FANTÔME

Puisant sa légitimité dans son combat contre la présence israélienne, le Hezbollah était aux origines un groupe radical aux méthodes terroristes et à la détermination farouche. Toutefois, en faisant le choix de ne pas tomber dans le jusqu'au-boutisme erratique des groupes palestiniens, le Parti de Dieu s'est offert l'opportunité de professionnaliser son appareil de combat.

Un système opérationnel adapté à son ennemi

Baptisée « Résistance islamique », la branche paramilitaire du mouvement est divisée entre un appareil de sécurité et un appareil de combat. Le premier comprend un service de protection des dirigeants du parti (le sayyed Nasrallah vit chaque jour dans une villa différente de la banlieue sud de Beyrouth¹), un service de renseignement dit de « sécurité centrale », avec un réseau local d'observateurs et de messagers mais aussi une branche spécialisée dans l'analyse et la surveillance de l'armée israélienne, et enfin un service de « sécurité opérationnelle » réservé aux missions spéciales. Le second est véritablement la force militaire « conventionnelle » du Hezbollah, au sens occidental du terme. Cette force comprend à son tour une composante professionnelle souple et réactive, et une force de réserve parfaitement intégrée dans les territoires bordant la frontière avec Israël.

La particularité de cette force est qu'elle a été réorganisée en quelques années seulement après le retrait israélien de l'été 2000. Le Hezbollah ne s'est pas endormi sur les lauriers de cette première victoire. Il a fait évoluer

son modèle de guérilla en procédant à une profonde analyse de son ennemi, grâce aux dix-sept années de combat mené contre lui et à celui mené par les organisations palestiniennes. Là où Israël est obligé de construire un modèle de forces polyvalent apte à lutter à la fois contre des armées conventionnelles et des organisations de guérilla, au loin jusqu'en Iran ou au contraire à l'intérieur de ses frontières, le Hezbollah peut se contenter, pour construire son armée, de ne faire face qu'à un seul ennemi. Comme l'Égypte avant la guerre du Kippour, il le fait dans le cadre d'une stratégie cohérente qui permet de concevoir la possibilité d'une victoire malgré un rapport de forces très défavorable.

Si Tsahal possède des capacités militaires évidemment très supérieures à celles du Hezbollah, celles-ci ne peuvent toutefois être utilisées à grande échelle dans la durée alors que l'économie du pays se paralyse à chaque mobilisation et que la pression diplomatique se fait toujours plus forte. Une des possibilités de victoire, au moins symbolique, réside donc dans la capacité du faible à résister au fort pendant toute cette durée. Cette victoire défensive peut se doubler d'une victoire offensive s'il est possible d'agresser le plus longtemps et le plus spectaculairement possible le territoire ennemi.

C'est cette logique qui a guidé les dirigeants du Hezbollah dans leurs choix de modèle de force :

- une infanterie expérimentée avant tout capable d'actions de harcèlement et d'embuscades antichar dans la profondeur, avec pour objectif de faire douter l'adversaire et ralentir sa progression en zone périurbaine ;
- un réseau de lignes défensives implanté en zone urbaine, avec pour objectif de stopper la progression de l'atout blindé de Tsahal dans un environnement complexe et handicapant pour des soldats débarqués ;
- un arsenal de roquettes à longue et moyenne portée, avec pour objectif de frapper la population israélienne dans son cœur, et ainsi créer un sentiment d'insécurité propice à faire reculer les dirigeants israéliens sous la pression.

Cette stratégie de l'usure est la traduction militaire d'une réalité de la guerre moderne : l'opinion publique des nations occidentales est devenue le centre de gravité à frapper, pour ne pas dire la faiblesse à exploiter.

Les équipements nécessaires à cette stratégie sont fournis par la Syrie et l'Iran à partir des livraisons russes à ces mêmes pays ou par différents réseaux de trafics en provenance d'Ukraine ou de Biélorussie. D'autres pays sont impliqués comme la Chine et la Corée du Nord mais aussi certains pays d'Europe de l'est qui se débarrassent à bas prix des armements soviétiques pour les remplacer par ceux aux standards de l'OTAN.

« L'infanterie » du Hezbollah

Fort de ses racines de « guérilla à pied » et refusant de disposer de blindés, trop visibles et donc vulnérables face à la suprématie aérienne israélienne, le Hezbollah a investi une part importante de sa manne financière dans la formation et l'entraînement de son infanterie. Celle-ci, articulée en deux branches, est déjà en ordre de bataille à la veille de l'affrontement de juillet 2006.

La première branche est une force de quatre à six mille combattants professionnels, souvent vétérans de la guerre civile ou de la lutte armée contre la présence israélienne. Organisée en plusieurs commandos autonomes dont chacun des membres dispose d'une qualification particulière (premiers secours, transmissions, tirs de précision), cette force peut aussi disposer de l'appui de spécialistes en armements sophistiqués comme les servants de missiles antichar ou de roquettes à moyenne portée, sans parler des experts en explosifs. Tous ces combattants ont reçu un entraînement paramilitaire dans les camps libanais (plaine de la Bekaa ou certains *wadis* au sud du Litani) dont la durée varie en fonction de la spécialité retenue. Les meilleurs d'entre eux, voués à commander, sont envoyés en Iran pour des modules de formation dédiés aux cadres. Certains d'entre eux auraient même suivi des stages en Corée du Nord. Ces hommes, conseillés par plusieurs dizaines de militaires iraniens des Pasdaran, disposent d'armements et d'équipements individuels de grande qualité (gilets pare-balles, casques, appareils de vision nocturne, masques à gaz, équipements miniaturisés de radio et de téléphonie).

Compte tenu du terrain et de la posture du Hezbollah, la mission de cette infanterie professionnelle est avant tout défensive. La protection des lanceurs de roquettes, la tenue de certains points d'appui jugés stratégiques

pour les dirigeants du Parti ou bien encore mener des actions de harcèlement sur les arrières sont quelques-unes des actions que ces hommes seraient capables d'exécuter. Cependant, certains groupes plus expérimentés et davantage entraînés ont des missions offensives comparables à celles des forces spéciales occidentales, comme mener des raids sur des objectifs défendus et enlever des soldats. La discipline du feu, la capacité à réaliser des actions coordonnées complexes et le courage au combat sont les principales qualités de cette branche.

La deuxième branche est une force de réserve d'un peu plus de dix mille hommes. Formés rigoureusement, ils s'entraînent régulièrement avant d'être rendus à leurs villages. Mobilisables sur court préavis, ils pourraient être amenés à réaliser des actions de freinage à partir des lignes de défense en zone urbaine, afin non seulement d'infliger des pertes à l'ennemi, mais aussi et surtout de retarder son avancée vers le nord. Une discrétion totale liée à leur efficace dispersion au sein d'une population chiite qui leur est acquise et une très grande réactivité sont les grands atouts de cette réserve combattante.

Au-delà du volet technique de la formation, ces deux branches suivent un endoctrinement très poussé permettant de s'assurer de la fanatisation des miliciens au combat. Incrustées dans un terrain qu'elles connaissent parfaitement, ces deux composantes vivent dans une quasi-clandestinité, prouvant ainsi que la notion de furtivité n'est pas forcément synonyme de haute technologie.

L'artillerie « missiles »

La particularité du Hezbollah par rapport aux rebelles irakiens ou aux organisations palestiniennes, est que cette infanterie est secondée par une puissante « artillerie légère tactique » à base de quelques mortiers de 60 et 120 mm et surtout de missiles antichars. L'arsenal est impressionnant, allant des vénérables lance-missiles AT-3 *Sagger 2* (ou HJ-73 sa version chinoise, semi-automatique en version B) et *Raad* (sa version iranienne semi-automatique) jusqu'aux très modernes AT-13 *Metis-M*, AT-14 *Kornet-E* en passant par les AT-4, AT-5 ou même des versions iraniennes des *Dragon* et TOW américains (la version iranienne s'appelant *Towsan-1*). Le plus redoutable est le *Kornet-E* puisqu'il peut percer jusqu'à 1 200 mm de

blindage à 5 500 m de jour (3 500 de nuit) grâce à une charge tandem (une pour détruire le blindage réactif explosif et une deuxième pour le blindage passif) de grande puissance. Il peut être équipé également d'une charge anti-structures ou, peut-être, thermobarique. L'AT-13 *Metis-M* a sensiblement les mêmes performances pour une portée de 1 500 m mais une plus grande facilité d'emploi. Le Hezbollah dispose aussi de nombreux lance-roquettes russes RPG-29 capables de lancer une charge tandem de 105 mm à 450 mètres².

Cet arsenal est d'un emploi double. Les moyens les plus modernes, comme les *Kornet*, sont là pour faire face à la menace du char *Merkava*, considéré comme le mieux protégé au monde et fer de lance de toute manœuvre terrestre sérieuse de Tsahal, alors que les armes les plus anciennes, comme les *Sagger*, sont parfaites pour frapper les bâtiments à plusieurs kilomètres de distance. Même le vénérable RPG-7 peut être considéré comme une micro-artillerie portable.

Le réseau souterrain

Pour faire échec à la suprématie aérienne israélienne, tout le système opérationnel du Hezbollah, infanterie, missiles, artillerie tactique et stratégique (roquettes), s'appuie sur un réseau de lignes défensives réparties au sein de 160 villages plus ou moins fortifiés et de 600 ouvrages souterrains reliés par des tunnels. Ce réseau a commencé à être mis en place dès le départ de Tsahal du Sud-Liban en 2000, avec l'aide de l'Iran – on parle de la supervision par le général pasdaran Mir Faysal Baqer Zadah – mais aussi selon certaines sources d'instructeurs nord-coréens. Ce système d'ouvrages semble directement inspiré des infrastructures de la zone démilitarisée séparant les deux Corées. Il rappelle également les tunnels mis en place par le Viêt-cong pendant la guerre du Vietnam dans la province de Cù Chi.

Ces abris bétonnés et renforcés par des plaques d'acier peuvent atteindre plusieurs dizaines de mètres de profondeur et abritent des postes de commandement, des hôpitaux, des caches d'armes, des stocks de vivres et de munitions. Certains de ces bunkers comprennent des zones de vie avec dortoirs et salles de bain disposant d'eau chaude et d'air conditionné. Les plus importants d'entre eux sont les 150 postes de tirs de roquettes

contenant chacun un ou plusieurs lanceurs se déployant de façon hydraulique et mis en œuvre par des commandes programmées automatiquement. Ce réseau, par ailleurs remarquablement camouflé, est protégé également par un autre réseau, tout aussi discret mais en surface, fait de mines et d'engins explosifs. Ces points minés permanents ou activés en début d'affrontement sont eux-mêmes souvent placés sous le feu de mortiers ou de missiles afin de rendre leur dégagement encore plus difficile.

Ces points ne forment pas des lignes continues mais sont regroupés en zones de combat différenciées en fonction de leur intérêt stratégique ou tactique, mais aussi de la répartition géographique de la population. Les postes de combat sont majoritairement placés dans les zones boisées, notamment au fond de *wadis* très encaissés, comme ceux de *Saluqi* et de *Rushay*. Ce choix d'emplacement est dicté par plusieurs considérations d'ordre tactique. Tout d'abord, les arbres et l'ombre qu'ils offrent, assurent une protection très efficace vis-à-vis des observations aériennes. Les ouvertures sont cachées des vues et les éventuels déplacements n'attirent pas l'attention. L'absence d'habitations à proximité préserve des indiscretions. Enfin, les chemins d'accès étant difficilement praticables pour les véhicules, les soldats israéliens seraient alors obligés d'aborder ces positions à pied, sans pouvoir bénéficier des appuis conférés par l'artillerie et l'aviation faute de visibilité. La partie nord-est du Sud-Liban, près des localités de Metulla et Marjayoun à majorité non chiite est moins valorisée par ce type de constructions souterraines.

Le long de la frontière au sud du Liban, dans l'ancienne zone sous responsabilité du contingent français de la FINUL, les principales localités comme Marun-al-Ras, Yarun, Rmeich et Ayta-Achaab forment une ligne discontinue de bastions indépendants. Chaque groupe de combat du Hezbollah y est autonome, chargé d'une mission spécifique.

Essai de non-bataille

À partir de ce réseau souterrain et de surface, les sections d'infanterie (15-20 hommes) pratiquent un combat défensif décentralisé par zone de combat³. La mobilité est très grande à l'intérieur de chaque zone mais limitée entre les zones. Ce type de combat est appelé « combat en essaim » ou *swarming*, fait de défenses fermes, d'embuscades, de contre-attaques

suivies de disparitions soudaines. Afin de limiter l'effet des armes d'appui israéliennes, le combat rapproché et l'imbrication sont systématiquement recherchés, ce qui demande une grande discipline et une très forte motivation. Les combattants professionnels du Hezbollah sont en uniforme, communiquent par radio et ouvrent le feu de façon réfléchie. S'ils s'incrument de préférence dans les infrastructures civiles, bien souvent les seules disponibles, ils n'utilisent pas systématiquement la population civile comme bouclier.

Le combat en essaim n'est pas, à proprement parler, un combat de guérilla mais un mode d'action défensif classique proche de celui adopté, avec une grande efficacité, par les Finlandais face aux Soviétiques dans l'hiver 1939-1940 ou de certaines théories de défense du sol allemand de l'ouest dans les années 1970 et 1980. Dans son *Essai sur la non-bataille*, publié en 1975, le commandant Guy Brossollet développait notamment un modèle de guérilla fondé sur la dispersion de petites unités indépendantes, équipées d'armes antichars et chargées de mener des actions d'embuscades et de harcèlement. Plusieurs auteurs allemands de bord très différents, comme Horst Afheldt, proposèrent également des systèmes très proches. Ces modes d'action, qui obtiendront peu de succès dans les milieux militaires occidentaux, relèvent, comme les campagnes aériennes ou sous-marines, d'une forme de guerre systémique qui recherche le succès dans le cumul des petites victoires plutôt que le succès dans une ou plusieurs batailles décisives.

Cette organisation, soutenue par une motivation fanatique, permet de défendre des positions avec une grande efficacité mais elle est forcément statique. Le Hezbollah ne peut prétendre effectuer de grands mouvements offensifs, ni se replier, sans être soumis à des feux massifs. Cette donnée est pleinement acceptée et l'infanterie du Hezbollah n'a pour seule mission que de freiner les troupes israéliennes (en lui infligeant des pertes) et couvrir ainsi la deuxième composante, stratégique et offensive cette fois, constituée par les lance-roquettes et les missiles à longue portée.

L'artillerie comme capacité stratégique⁴

Grâce à l'Iran et la Syrie, le Hezbollah dispose en juillet 2006 d'un stock de 14 à 16 000 roquettes et missiles⁵ Ces projectiles, qui sont

insuffisamment précis pour frapper autre chose que des localités ou de larges infrastructures, sont de performances très inégales. On peut les regrouper dans trois catégories.

L'artillerie à longue portée (ALP) comprend une trentaine de lanceurs de fusées iraniens de type *Zelzal* 2 et 3 capables de lancer une charge de 600 kg d'explosif jusqu'à Tel-Aviv. Leur portée est telle qu'ils peuvent être placés dans la plaine de la Bekaa ou au sud de Beyrouth, hors de portée d'une action terrestre. En revanche, ces lanceurs se déplacent sur de lourds véhicules et leur mise en œuvre est longue, avec une forte signature thermique. Ils sont donc décelables et facilement destructibles si le ciel est occupé par les drones et avions ennemis. Il est difficile alors de les employer autrement que par une frappe en premier, massive et par surprise. Il s'agit donc d'un outil véritablement stratégique, comparable à un petit arsenal nucléaire, fourni entièrement par l'Iran et très certainement contrôlé par lui dans le cadre d'un « équilibre de la terreur » avec l'État israélien.

L'artillerie à moyenne portée (AMP) comprend près d'une quarantaine de lance-roquettes multiples (LRM) d'origines iranienne et syrienne. Ils sont capables d'envoyer jusqu'à 100 km de distance des projectiles divers de quelques dizaines de kilos d'explosif. L'AMP est placée au sud de Tyr et au nord du Litani, dans l'axe du port de Haïfa, son objectif privilégié. Camions banalisés que rien ne distingue d'un véhicule jusqu'à ce que les tubes soient mis en position de tir, les LRM sont d'un emploi beaucoup plus simple et discret que les *Zelzal*. La procédure de tir se limite à quelques minutes mais ils sont néanmoins facilement repérables dès le début des lancements par la fumée dégagée et la forte signature thermique créée.

Avec peut-être 10 000 projectiles sur les 14 000 recensés, l'artillerie à courte portée (ACP) représente la grande majorité de l'artillerie du Hezbollah. Composé de roquettes syriennes de 122 mm portant 6 kg d'explosif, cet arsenal a une portée limitée à 25 km mais il possède le grand avantage d'être discret. Ces roquettes peuvent être tirées depuis des LRM mobiles ou individuellement à partir d'emplacements fixes mais généralement très bien camouflés au plus près de la frontière.

La constitution de cet arsenal s'est accompagnée d'un effort de renseignement sur le Nord d'Israël avec l'infiltration de plusieurs équipes de renseignement humain. Ce travail de ciblage, *a priori* peu utile pour des projectiles aussi peu précis, aurait dû éveiller les soupçons des Israéliens sur l'emploi possible de l'artillerie du Hezbollah sur des cibles militaires⁶.

L'aviation du Hezbollah

Le Hezbollah s'est doté également d'une panoplie d'armements originaux pour une organisation non étatique. Il dispose de quelques armements antiaériens, SA-7 et SA-14 MANPADS (Man-portable air-defense systems) et probablement de missiles SA-16 et SA-18 portant à 3 500 m d'altitude sur 5 km de rayon. Bien que dissuasifs, ces équipements ne sont cependant pas assez nombreux et efficaces pour vraiment menacer la suprématie aérienne d'Israël⁷.

Plus dangereux, il détient également une batterie de missiles sol-mer C-802 *Noor*, version iranienne du missile chinois *Silkworm*. Guidé par radar, ce missile à vitesse subsonique peut frapper un navire, envoyé à plus de 120 km avec une charge de 165 kg⁸.

Le Hezbollah dispose également d'une petite flotte d'une dizaine de drones de type *Mirsad-1* ou *Ababil-3 Swallow*. D'origine iranienne, ils sont initialement conçus pour la reconnaissance et le renseignement. L'emploi de ces engins avant la guerre de juillet 2006 avait surtout pour objectifs d'observer les postes israéliens sur la frontière, d'en déterminer les vulnérabilités et de préparer des plans de feu pour des tirs d'artillerie. Deux vols furent ainsi répertoriés le 7 novembre 2004 près de la ville de Nahariya en Galilée et le 11 avril 2005 le long de la frontière nord d'Israël. Après la deuxième guerre du Liban, le Hezbollah poursuit ses activités de surveillance et n'hésita pas à envoyer ses drones en territoire israélien pour acquérir du renseignement sur des installations sensibles ou tester la réactivité de la chaîne d'alerte de Tsahal⁹.

Certains *Mirsad-1* ont été modifiés pour pouvoir porter des charges explosives de 40 à 50 kg. Pouvant être guidés près du sol et de nuit jusqu'à Tel-Aviv, ils constituent une autre version *low-cost* du missile de croisière. Leur faible nombre les condamne certes à un rôle marginal, mais l'impact psychologique sur l'opinion publique israélienne du crash d'un drone « bombe volante » sur une place fréquentée de Tel-Aviv pourrait être relativement désastreux.

Commandement et contrôle

Le système de commandement du Hezbollah est hybride, très centralisé pour la composante stratégique, sans doute même conjoint avec les Iraniens pour les armes les plus puissantes. Le renseignement israélien estime que les armements les plus sophistiqués, missiles balistiques, drones, missiles sol-mer ou sol-air, sont mis en œuvre, à partir d'un poste de commandement enterré, certainement à Baalbek, par des Iraniens du corps des Gardiens de la Révolution islamique. De plus, un centre de renseignement commun à l'Iran, à la Syrie et au Hezbollah existerait aussi à Damas, sans doute à l'ambassade d'Iran¹⁰.

Parfaitement conscient des moyens d'interception et d'écoute de l'armée israélienne, et notamment de la capacité à contrôler les téléphones portables et autres radios à distance, le Hezbollah a mis en place un système de communications résilient. Ainsi, la partie du territoire libanais au sud du fleuve Litani est maillée par un réseau de câbles enterré difficilement neutralisable sans être à proximité immédiate. Ce réseau relie l'ensemble des postes de combat souterrains, bunkers de commandement, et autres positions défensives en zone urbaine. Sa grande discrétion pose problème aux services de renseignement israéliens qui se retrouvent contraints d'envoyer des agents au Liban avec pour mission de poser au-dessus des câbles repérés des systèmes d'interception camouflés sous la forme de faux rochers.

La décision de mettre en œuvre un système de commandement, certes relativement rudimentaire mais particulièrement efficace, témoigne bien du souci constant pour les dirigeants du Hezbollah de disposer de moyens de communication résistant tant aux frappes aériennes qu'au brouillage adverse, dans le but de garantir la permanence du commandement. En effet, le réseau de téléphonie mobile, sans doute plus simple d'emploi, est facilement interceptable par les techniciens militaires israéliens, comme en témoignera plus tard la grande polémique de l'été 2010 sur l'infiltration par Israël du service de télécommunications libanais. Sur le plan tactique, ce système permet de contrôler le volume des tirs d'artillerie ou de roquettes sur le territoire israélien.

L'ampleur de cette organisation « asymétrique de haute-technologie », ou « techno-guérilla » selon les termes de Joseph Henrotin mise en place depuis 2000 avec l'aide de l'Iran, a échappé en partie au haut-commandement israélien, sans que l'on sache s'il s'agit là d'un défaut de renseignement ou d'assimilation des données. Avant de lancer leur

offensive, les Israéliens avaient cependant une bonne image des capacités du Hezbollah en termes de roquettes et missiles, la principale menace. Ils ont en revanche nettement sous-estimé la capacité de résistance de l'infanterie du Hezbollah¹¹.

1. Jean-Luc Marret, *Un exemple de parti politique avec un bras armé : le Hezbollah*, fiche de synthèse pour la Fondation pour la recherche stratégique.

2. Mark Williams, « The Missiles of August, The Lebanon War and the Democratization of Missile Technology », www.technologyreview.com.

3. Nicholas Blanford, « Hizbullah set for long-term operations », *Jane's Defence Weekly*, 2 août 2006.

4. Pour plus de précisions, se reporter au tableau situé en annexe de l'ouvrage.

5. Clive Jones, « Israeli Offensive may not meet long-term Objectives », *Jane's Intelligence Review*, septembre 2006.

6. Valeurs actuelles, 4 août 2006.

7. Alon Ben-David, « Israel Introspective after Lebanon Offensive », *Jane's Defence Weekly*, 23 août 2006.

8. Pierre Razoux, *Logique de guerre au Sud-Liban*, *Raids* 244, septembre 2006.

9. Le 6 octobre 2012 et le 25 avril 2013, deux drones en provenance du Liban ont été abattus au-dessus du territoire israélien par l'aviation IDF. Dans le premier incident, l'avion sans pilote volait à proximité d'installations nucléaires situées dans le désert du Néguev.

10. *Jane's Defence Weekly*, 16 août 2006.

11. A. Ben-David, « Israel Introspective after Lebanon Offensive », art. cit.

CHAPITRE V

CAMPAGNES À DISTANCE

Le soir de l'opération du 12 juillet, le Hezbollah s'attend probablement à un scénario similaire à celui des affrontements précédents avec Tsahal. Constitué de frappes de représailles contre les positions du Parti au Sud-Liban, ce scénario met aussi en œuvre des négociations discrètes visant probablement à échanger des prisonniers. Ces frappes de riposte surviennent bien mais elles sont complétées aussitôt par une attaque contre l'arsenal de missiles à longue portée.

Le Hezbollah s'est donc partiellement trompé dans son analyse et n'a pas tenu compte des évolutions politiques internes israéliennes qui ont provoqué l'émergence d'une nouvelle posture beaucoup plus agressive. La dissuasion implique non seulement d'être renseigné sur l'autre mais aussi et surtout de comprendre sa logique, logique elle-même évolutive. La moindre erreur d'appréciation peut avoir des conséquences graves.

Le système reconnaissance-frappe israélien

Alors que l'opération *Pluie d'été* perdure à Gaza, l'armée de l'air israélienne se lance dès le 12 juillet dans deux autres campagnes simultanées de grande ampleur contre l'État libanais et les points stratégiques du Hezbollah. Ces frappes provoquent en retour de nombreux tirs de roquettes qui nécessitent l'exécution d'une nouvelle campagne israélienne pour tenter d'y mettre fin. Toutes ces opérations entremêlées s'appuient sur un système de reconnaissance-frappes particulièrement sophistiqué et remarquablement organisé.

Outre le bénéfice probable de la couverture satellitaire américaine, particulièrement active dans cette région, les Israéliens disposent d'une multitude de capteurs pour affiner leur connaissance du dispositif ennemi, en particulier les positions des lanceurs de missiles *Zelzal*. Des avions de guerre électronique, en particulier le Gulfstream G550 *Aisis*, essentiels pour la collecte permanente de renseignement sans quitter le territoire israélien, des ballons dirigeables PGSS¹ avec 60 kg de charge technique, trois escadrons de drones Eagle One (baptisés *Harfang* en France) et IAI RQ-5 *Hunter* ainsi que les satellites Ofek-5 et Eros ont été mis en œuvre à des fins de ciblage. Ce dispositif permet d'organiser pendant la guerre environ 40 sorties et 600 heures de vol de drones chaque jour pour un territoire du Sud-Liban d'environ 1 000 km², soit une moyenne d'un drone en surveillance permanente au-dessus de chaque carré de 7 km sur 72. Pour 80 %, ces heures de vol sont consacrées au renseignement et pour 20 % au guidage de munitions intelligentes sur leur cible. Curieusement et à la différence du Hezbollah, cette utilisation massive de systèmes d'acquisition sans pilote ne s'est pas appuyée sur des unités terrestres de renseignement dans la profondeur. Opérant le plus souvent à pied, derrière les lignes ennemies, celles-ci s'enterrent pendant plusieurs jours à proximité de leurs objectifs. Évoluant en zone hostile, elles ont certainement été jugées trop risquées d'emploi.

Les informations de tous ces capteurs sont centralisées afin de réduire à quelques minutes le délai entre la détection d'une cible sensible et son traitement. C'est en quelque sorte la déclinaison tactique du concept d'interception des missiles balistiques stratégiques durant leur phase de lancement (*Boost phase launch intercept*, BPLI). En cours de guerre, pour accélérer encore la circulation des informations, un réseau cellulaire chiffré baptisé *Mountain Rose* est mis en place sur lequel les militaires israéliens peuvent se greffer avec leur téléphone personnel en utilisant une carte SIM chiffrée !.

La capacité de frappe à distance s'appuie d'abord sur une flotte d'environ 335 avions de combat dont 240 chasseurs F-16, 70 F-15 et 25 F-15 Strike Eagle One³, répartis au sein de 17 escadrons de chasse. Cette force est très moderne, même si seulement 20 % des munitions sont guidées⁴ et que les drones armés, avec le Hermès 450 MALE⁵ ne seront que testés. Cette force aérienne bénéficie également de la proximité du théâtre d'opérations, permettant ainsi d'effectuer plusieurs missions par jour pour

un même appareil. La ville de Beyrouth peut être atteinte en dix minutes et les patrouilles qui volent en permanence au-dessus du territoire libanais n'ont pas besoin d'être ravitaillées en vol.

Le cas échéant, l'armée de l'air dispose aussi d'une réserve d'un peu moins de 200 appareils plus anciens. La centaine d'hélicoptères d'attaque a aussi été fortement sollicitée : 60 AH-1 *Cobra* et surtout 40 AH-64 *Apache* dont une dizaine en version *Long Bow* capables de lancer des missiles *Hellfire* à huit kilomètres. Tsahal peut enfin s'appuyer sur une artillerie de 1 200 pièces de plus de 100 mm dont 48 lance-roquettes multiples MLRS 227 mm et 500 obusiers de 155 mm M-109, capable, eu égard à sa faible superficie, de frapper sur presque la moitié du territoire sud-libanais⁶.

Enfin et contrairement aux unités de manœuvre terrestre qui pénétreront au Liban, l'armée de l'air est soutenue par un système logistique cohérent. Le cas échéant, elle peut bénéficier de l'aide américaine. Ce sera le cas pour résoudre la pénurie de kérosène et surtout pour faire face aux nombreux abris enterrés du Hezbollah grâce aux livraisons de bombes GBU-28 capables de pénétrer jusqu'à 30 mètres sous terre ou 6 mètres de béton avant d'initier sa charge explosive de 286 kg.

En 34 jours, la force aérienne israélienne réalisera près de 20 000 sorties, avec une moyenne de 500 chaque jour. L'aviation de combat a représenté 55 % de ces sorties avec près de 300 actions par jour. Les hélicoptères d'attaque ont réalisé 3 100 missions, soit 19 % du volume total. Les drones ont quant à eux volé pendant 16 400 heures au-dessus du territoire libanais. Le nombre d'objectifs attaqués est estimé à 6 940 avec 19 400 bombes larguées et 2 200 missiles tirés⁷. L'artillerie, de son côté, a lancé 123 000 obus et 1 800 roquettes à moyenne portée. La marine israélienne a également effectué 2 500 tirs depuis la mer.

Pour réaliser un tel bilan, la force aérienne israélienne a déployé la quasi-totalité de ses moyens et vecteurs. Cet engagement massif s'est soldé au final par un nombre de pertes assez limité : un hélicoptère de transport lourd CH-53 a été touché et détruit par un tir ennemi. Trois hélicoptères d'attaque AH-64 Apache ont été perdus par collision et choc sur une ligne à haute-tension. Enfin, un F-16 aurait été endommagé au moment de son décollage sans que la cause en soit connue. Ce faible taux de pertes s'explique tant par le haut degré d'entraînement des pilotes que par la relative absence de menaces sol-air.

L'escalade

Les raids aériens des 12 et 13 juillet et une éventuelle absence de riposte du Parti de Dieu comme de l'armée libanaise auraient pu permettre l'établissement d'un dialogue. Les représailles à l'action du Hezbollah pouvaient être jugées fortes mais finalement encore proportionnées et légitimes. Il y avait là un point d'équilibre qui aurait pu servir de base à une négociation.

Après quelques hésitations, le gouvernement israélien, qui a désormais l'initiative des opérations, décide pourtant de franchir un palier supplémentaire dans l'escalade en ordonnant de bombarder les quartiers chiites de Beyrouth sud, où se trouve le siège du Hezbollah et les locaux d'*Al-Manar*, sa chaîne de télévision. Il s'agit pour lui, au mieux, de décapiter l'organisation, ou au moins de la paralyser. Il décide également, par une campagne de frappes ciblées, de faire pression sur le gouvernement libanais pour que celui-ci applique la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies et désarme le Hezbollah. Il est même envisagé, avant d'y renoncer, de frapper également la Syrie, alliée du Hezbollah.

Le gouvernement israélien est poussé dans cette voie par ses déclarations initiales indiquant d'emblée des objectifs très ambitieux, sinon irréalistes, comme obtenir du Hezbollah la libération des prisonniers sans concession et même neutraliser durablement cette organisation, mais aussi par le sentiment de toute-puissance donné par la suprématie aérienne et les succès des premiers raids. Il y a là aussi la volonté de saisir une occasion de frapper les esprits dans le grand Moyen-Orient, dont ceux des gouvernants de l'Iran, et de montrer sa force et sa détermination. La puissance israélienne n'a pas dissuadé le Hezbollah d'agir mais sa pleine expression a pu inhiber des puissances plus dangereuses. On frappe violemment un petit acteur en espérant ainsi éviter d'avoir à en frapper un plus fort.

Face au Hezbollah, Israël met en œuvre le principe de la « riposte disproportionnée » qu'elle appliquait traditionnellement aux pays arabes voisins. Selon ce principe, toute agression ou suspicion d'agression devait être sanctionnée immédiatement par la destruction de l'outil militaire adverse. Face au gouvernement libanais en revanche, Israël cherche à pratiquer une pression graduelle et sans dommages collatéraux en frappant les infrastructures d'État ou créées par l'État.

Les deux stratégies sont superposées. Sous le prétexte d'isoler le Hezbollah, l'aviation israélienne s'attaque aussi aux réseaux de communication libanais. Pour empêcher l'atterrissage des avions gros porteurs susceptibles d'approvisionner la milice chiite, l'aéroport est frappé et doit fermer. L'axe Beyrouth-Tyr et surtout l'autoroute reliant Beyrouth à Damas sont particulièrement touchés. Les quelques plates-formes aériennes du pays dont la base militaire de Rayak dans l'Est sont également bombardées ainsi que des stations radar. Fidèle à la doctrine américaine du colonel Warden prônant la recherche de la paralysie de l'ennemi par la destruction de ses réseaux, l'armée de l'air israélienne s'attaque également à l'approvisionnement en énergie. Dans la nuit du 13 au 14 juillet, trois dépôts de carburant sont détruits. Les centrales électriques de Tyr, Markaba et Jiyéh⁸ sont également frappées ainsi que le barrage de la centrale de Qaraoun et 271 stations-service. Pour casser les possibilités de communication du Hezbollah, ainsi que les réseaux civils de téléphonie, de télévision et de télécommunication, plusieurs raids visent aussi des antennes de téléphonie et des transformateurs. Le 19 juillet, à Beyrouth, 23 tonnes de munitions sont larguées sur le quartier général du Hezbollah et sur le siège de la télévision de l'organisation, *Al-Manar*. Ce premier bombardement se révèle inefficace, la chaîne continuant d'émettre. L'opération sera renouvelée six fois. Les dégâts sont importants : les immeubles du quartier sont soufflés par les explosions et les rues disparaissent sous les gravats.

Les effets incertains d'une stratégie floue

Cette stratégie israélienne se révèle confuse et ses effets contradictoires. Non seulement le lien de causalité entre la pression exercée par des frappes aériennes et la réaction adverse n'est pas évident mais sa gestion devient très complexe dès lors qu'il y a interaction de plusieurs acteurs, dont certains imbriqués, et de plusieurs approches de l'escalade.

Les résultats de la campagne « systémique » sur le Hezbollah sont des plus limités. Ses installations souterraines résistent aux frappes et aucun responsable du Parti de Dieu n'est éliminé, à l'exception de Nur Shalhoub, le 27 juillet. Il n'y a aucun effet significatif sur la conduite des opérations de l'ennemi. Ce qui était parfois efficace pour une armée conventionnelle, ne l'est pas forcément pour une guérilla à la structure de commandement

dissimulée, vivant sur ses dépôts et combattant de manière très décentralisée. Cette organisation ne présente pas vraiment de points vulnérables et encore moins de centres de gravité sur lesquels frapper. Le Hezbollah résiste donc. De fait, face à une organisation non étatique incrustée dans la population comme le Hezbollah ou le Hamas, la stratégie « anti-forces » devient une « stratégie anti-cités ». Les frappes anti-infrastructures ne sont généralement pas aussi chirurgicales que présentées et les pertes civiles l'emportent rapidement sur les pertes « militaires » de l'ennemi.

De la même façon, la curieuse stratégie consistant à bombarder un État pour l'obliger à coopérer contre une partie de ses habitants n'a pas fonctionné. Si l'armée libanaise n'a pas bougé pour essayer d'empêcher ces agressions venant de l'extérieur, elle n'a rien fait non plus pour tenter de désarmer le Hezbollah. Faute de moyens, elle est condamnée à l'inaction. Le gouvernement de Fouad Siniora, issu de la *Révolution du Cèdre*, cherchait à affaiblir le Parti de Dieu avant la guerre, mais il avait peu de pouvoirs. La campagne israélienne le met encore plus en difficulté, l'obligeant même à une union sacrée. Pire, elle a même poussé les Chrétiens et les Druzes à ne plus vouloir le désarmement du Hezbollah et les pays arabes, qui avaient majoritairement désapprouvé le raid du 12 juillet et les enlèvements, sont maintenant beaucoup plus critiques à l'égard de l'État hébreu. Israël abandonne rapidement cette campagne de frappes contre le Liban mais les dégâts sont déjà faits.

Au bilan, ces deux voies ont surtout eu pour effet de frapper directement ou indirectement l'ensemble de la population civile libanaise, ce qui, comme le soulignait dès les premiers jours de guerre, Zeev Schiff, un des grands éditorialistes de la presse israélienne, a constitué une « erreur stratégique »⁹.

Les pertes civiles et les souffrances infligées à la population sont en effet devenues rapidement importantes et visibles, parfois même spectaculaires (c'est-à-dire susceptibles de compter parmi les titres d'un journal télévisé occidental) comme lors du bombardement accidentel du village de Cana dans la nuit du 30 juillet (28 morts dont 16 enfants).

À partir de la mi-juillet, les frappes du Hezbollah tuent en moyenne un civil israélien parfois deux chaque jour alors que les bombardements israéliens en tuent une trentaine. Le seul projectile lancé à Cana a fait presque autant de victimes que 2 500 roquettes lancées par le Parti de Dieu.

L'image d'une armée qui cherche à préserver la population face à une organisation terroriste qui, elle, l'utilise comme bouclier ou comme cible, s'en trouve forcément très écornée. La justesse de la cause, la dénonciation des procédés d'un ennemi qui ne respecte pas les lois de « la vraie guerre », les tracts et les messages SMS invitant les civils à fuir les zones ciblées par les bombardements ou les intrusions sur la chaîne *Al-Manar* ne peuvent rien devant les images de corps d'enfants retirés des décombres. D'autant plus que le Hezbollah est passé maître dans l'exploitation médiatique, n'hésitant pas, par exemple, à payer des pleureuses que l'on retrouve face aux journalistes sur différents sites frappés par les Israéliens¹⁰.

Ces pertes civiles vont quand même finir par représenter 1 183 morts et plus de 4 000 blessés, sans parler du million de personnes déplacées. Près de 15 000 habitations ont été détruites ou endommagées. Les infrastructures du pays ont été ravagées. 900 usines et commerces, 630 kilomètres de routes et 29 sites vitaux comme l'aéroport de Beyrouth, certains ports, réservoirs d'eau, stations d'épuration, ne sont plus en état¹¹. De plus, l'économie a été paralysée par le blocus¹². Le coût total des dégâts s'élèverait à 15 milliards de dollars selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans un pays dont la dette est déjà de 30 milliards de dollars soit 200 % du PIB.

Les frappes ont donc surtout donné aux opinions publiques internationales le sentiment d'une disproportion flagrante entre le *casus belli* et la riposte. La pression prévue contre le gouvernement libanais s'est finalement retournée contre le gouvernement israélien, via les opinions publiques puis les diplomaties occidentales.

À partir du moment où les adversaires acceptent l'escalade et où la victoire par destruction est exclue, il faut bien trouver un point d'équilibre, ce qui est évidemment bien plus difficile à trois qu'à deux. Ce point d'équilibre viendra au bout d'un mois avec l'acceptation du déploiement de l'armée libanaise dans le Sud-Liban, accompagnée d'un renforcement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), mesures essentiellement symboliques mais qui permettent à chacun de sauver la face.

Le Hezbollah accepte l'escalade

De son côté, non seulement le Hezbollah résiste aux frappes et accepte l'escalade mais il s'avère également capable de riposter, réalisant même un nouveau coup d'éclat dès le 14 juillet.

Dans cette guerre, les trois missions de la marine israélienne, petite mais très moderne, sont de protéger les infrastructures portuaires d'Haïfa contre les tirs de missiles, de participer à la destruction des sites de roquettes le long de la côte libanaise et surtout d'assurer le blocus naval du Liban. Dans la nuit du 14 au 15 juillet, elle connaît son plus cuisant échec depuis la destruction du destroyer *Eilat* en 1967. Alors que son système de protection électronique n'a pas été activé pour ne pas gêner les appareils de l'armée de l'air, la corvette *Hanit* est frappée de plein fouet par un missile antinavires C-802 fourni par l'Iran. La tâche des tireurs, peut-être iraniens, a été facilitée par l'aide des radars de l'armée libanaise, indispensables pour guider le missile mais aussi par la sous-estimation de la menace¹³. Un cargo égyptien proche a été également frappé dans la même attaque par un second missile, montrant les limites d'un système de tir assez ancien mais tout de même capable de toucher un navire de guerre parmi les plus modernes au monde. Quatre marins sont tués lors de l'impact mais les dégâts matériels restent modérés dans la mesure où la charge du missile ne semble pas avoir explosé. La marine a ensuite travaillé dur pour remettre en état le navire avant la fin des hostilités et tenter ainsi de minimiser l'affront¹⁴. Cette victoire n'a eu que peu d'influence tactique mais possède une haute valeur symbolique pour le Hezbollah, d'autant plus que le navire en flammes était visible de Beyrouth. Elle a permis aussi à l'Iran de donner un avant-goût de ce qui pourrait arriver aux tankers et même aux navires de guerre occidentaux en cas de confrontation dans le golfe Persique.

Surtout, l'organisation chiite décida d'utiliser en masse son artillerie de roquettes à courte et moyenne portée, moins impressionnante que sa force de lanceurs *Zelzal* et de ce fait un peu négligée par Tsahal. Une menace peut en cacher une autre. Le nombre de tirs augmente régulièrement et en fin de première semaine, on voit même des roquettes syriennes à moyenne portée frapper Haïfa, troisième plus grande ville du pays après Tel-Aviv et Jérusalem. Le 16 juillet, l'une d'entre elles est tombée dans le hall de la gare ferroviaire, tuant 8 ouvriers qui œuvraient sur une des aires de travail.

À la poursuite de l'infiniment petit

Les choses ne se passent donc pas comme prévu, ce qui suscite un « stress organisationnel » au sein des états-majors et du gouvernement israélien ; et comme tout stress, celui-ci peut provoquer fuite, stimulation ou inhibition¹⁵. Au niveau stratégique, étant donné la disproportion des forces, le choix est évidemment celui de la stimulation mais d'une stimulation sans imagination. La doctrine mise en œuvre est largement le fruit de l'action du général Halutz et changer de stratégie équivaldrait à une remise en cause personnelle, cas peu fréquent dans l'Histoire. Il y a ensuite un piège logique dans les rapports du CEMA avec le gouvernement. Habituellement, le second contrôle le premier dans la manière dont il réalise militairement les objectifs politiques, mais en retour le CEMA conseille le gouvernement sur les différentes stratégies possibles. Or, le gouvernement Olmert, qui est le moins expérimenté militairement de toute l'histoire d'Israël, et le CEMA communiquent peu. Chacun prend le silence de l'autre pour une approbation et le conforte dans son choix initial, ce qui rend évidemment difficile les éventuelles inflexions stratégiques. La force de frappe israélienne n'étant pas menacée par un système de défense anti-aérien, comme pendant la guerre du Kippour, ou par de la contrebatterie, elle n'est pas soumise à une logique dialectique. Elle ne subit pas la loi de l'autre, pour reprendre Clausewitz, et peut donc continuer à appliquer la sienne propre selon une logique linéaire¹⁶, en augmentant simplement les « doses » et en s'efforçant de faire toujours plus vite et plus précis, pour non plus rechercher la coopération du gouvernement libanais ou la paralysie cognitive du « système Hezbollah » mais la destruction un à un des sites de roquettes.

On s'obstine donc dans une voie peu efficace et jusqu'à l'absurde puisqu'Israël va finir par dépenser 1 % de son PIB¹⁷ pour lancer sur le Hezbollah (l'équivalent d'une petite division d'infanterie légère et d'une division de lance-roquettes) deux fois plus de projectiles que contre toutes les armées arabes engagées dans la guerre du Kippour¹⁸. Il parviendra au mieux à détruire une dizaine de lanceurs à courte et moyenne portée plus une centaine de roquettes (sur un total de 12 000) et tuer une dizaine de miliciens chaque jour, c'est-à-dire bien loin de ce qui serait nécessaire pour éliminer et même freiner la menace. Le Hezbollah prend d'ailleurs bien soin de défier Israël en augmentant le nombre de ses tirs de roquettes jusqu'à atteindre une moyenne de 250 par jour à la fin de la guerre.

1. Persistent Ground Surveillance System.
2. A. Ben-David, « New Model Army ? », *Jane's Defence Weekly*, 11 octobre 2006.
3. Pierre Razoux, « Logique de guerre au Sud-Liban », *Raids* 244, septembre 2006.
4. Dans son article « Retour d'expérience israélienne au Liban », Bernard Bombeau du magazine *Air & Cosmos* donne les chiffres suivants : sur 6 940 objectifs attaqués en 4 semaines, près de 80 % l'on été avec des armes classiques non guidées. L'IDF a réservé ses GBU, JDAM, et AGM-130 à des cibles d'importance, notamment durant les premiers jours de l'offensive (*Air & Cosmos* no 2060 du 12 janvier 2007).
5. Moyenne Altitude Longue Endurance.
6. Pierre Razoux, « Logique de guerre au Sud-Liban », art. cit.
7. Bernard Bombeau, « Retour d'expérience israélienne au Liban », art. cit.
8. La frappe sur la centrale électrique de Jiyéh causa une véritable catastrophe écologique avec le déversement de près de 15 000 tonnes de brut dans la mer.
9. Zeev Schiff, « A strategic mistake », *Ha'aretz*, 20 juillet 2006.
10. Chloé Delahaye, « Liban : le poids des photos », *L'Express*, 7 septembre 2006.
11. *Le Monde*, 15 août 2006.
12. *The Economist*, 26 août 2006.
13. Alon Ben-David, « Israel Introspective after Lebanon Offensive », art. cit.
14. Ben Moores, « A Military Assessment of the Lebanon Conflict », 24 août 2006, www.windsofchange.net
15. Henri Laborit, *Éloge de la fuite*, Gallimard, 1985.
16. Sur la différence entre logique linéaire et logique dialectique ou stratégique, voir Edward Luttwak, *Le grand livre de la stratégie*, Odile Jacob, 2002.
17. Avec un PIB de 123 milliards de dollars américains (USD) en 2005 et un coût de la campagne de frappe conjuguant le coût des sorties aériennes (aux alentours de 500 millions de dollars), des frappes d'artillerie (entre 300 et 600 millions) et des aéronefs détruits (un avion F-16, cinq hélicoptères, un drone Héron, soit à peu près 150 millions d'USD).
18. Ron Tira, « Breaking the Amoebae's Bones (Lessons Learned from the Second Lebanon War) », Institute for National Security Studies (INSS),

Strategic Assessment, Volume 9, No. 3, Novembre 2006.

CHAPITRE VI

L'ANTI-GUERRE ÉCLAIR

A partir du moment où les opinions publiques s'émeuvent devant les images du Liban dévasté et que le soutien initial à Israël s'érode, une course de vitesse s'engage du côté israélien entre un processus militaire dont on voit mal les progrès et un processus diplomatique de négociations qui s'accélère.

Dans ces conditions, il paraît difficile de poursuivre sans faire appel aux forces terrestres. Cependant, entre la réticence à renouer avec le « borbier » de l'occupation libanaise et le dogme idéologique de la puissance aérienne capable de tout, les tergiversations se poursuivent. Le 17 juillet, le général Halutz déclara devant la Knesset qu'« avec toute la technologie que nous avons, il n'y a pas de raison pour commencer à envoyer des troupes au sol »¹ Sous la pression des événements, les forces terrestres sont finalement engagées mais de façon très progressive.

Les opérations piano

La 91^e division d'infanterie, rattachée au commandement Nord, est présente aux abords de la frontière dès le 12 juillet. Elle termine la mobilisation de ses réservistes le 15 juillet. Elle est ensuite rejointe le 20 juillet par la 162^e division blindée du commandement Centre après sa relève en Cisjordanie par des unités de réserve. La 162^e DB prend en compte toute la partie est du front à partir de Maroun-al-Ras. La 36^e division blindée, pourtant autre grande unité d'active du Nord, n'est pas engagée en tant que telle mais ses brigades (Golani, 7^e et 188^e brigades blindées) sont détachées au profit des autres divisions. Les compagnies de forces spéciales (*sayerot*)

Egoz (armée de terre), *Shaldag* (armée de l'air), *Yaman* (antiterroriste) et *Maglan*, unité spécialisée dans la reconnaissance en profondeur, sont aussi déployées.

Pendant les premiers jours de l'opération militaire israélienne, ces forces terrestres se contentent de mener des opérations de faible envergure, aux abords immédiats de la frontière, avec pour objectif de reconnaître et éventuellement nettoyer les points d'accès au territoire libanais. La plus importante a lieu le 14 juillet avec l'occupation d'une partie du village frontalier de Gajjar par des unités de forces spéciales.

L'absence de résultats concrets obtenus par la campagne aérienne, notamment sur la neutralisation des sites de lancement de roquettes, oblige les états-majors à repenser leur emploi dans un sens plus agressif mais sans se laisser entraîner dans un engagement trop risqué. Le général Moshe Kaplinski, adjoint du chef d'État-Major des armées, se croit encore obligé de déclarer que « Tsaahal n'a pas l'intention de se laisser piéger en procédant à une invasion terrestre massive du Liban »².

Il n'y aura donc pas de guerre rapide et massive comme en 1982 mais des actions ponctuelles afin de déloger la milice de ses fiefs frontaliers, en particulier de ses points d'observation. Au total, une vingtaine d'actions distinctes sont menées, soit une moyenne d'une opération tous les trois ou quatre kilomètres le long de la frontière et sur un ou deux pour évoquer le caractère fragmentaire de ces actions et aussi, involontairement, leur tempo.

Les unités terrestres sont ainsi employées comme les forces aériennes, pour effectuer des « coups », en espérant que leur multiplication permettra d'obtenir un effet global. Elles évoluent également dans l'ambiance des opérations de police menées dans les territoires palestiniens, face à un adversaire beaucoup plus faible et où la réduction des risques est la priorité.

Chaque décès fait l'objet d'un compte-rendu immédiat au chef d'État-Major des armées, ce qui est sans doute un cas unique dans l'histoire des guerres, et une attaque est même interrompue dès le premier blessé. On annule les « sorties » s'il y a trop de risques ou on les réoriente sur très court préavis vers d'autres objectifs.

Il est vrai que les officiers sur le terrain, auxquels on interdit d'utiliser le mot « guerre », ne comprennent pas toujours ce que leurs chefs veulent comme résultats concrets. Imbus des théories des « opérations sur les effets », le commandement ne sait plus donner des ordres clairs et simples de capture ou de destruction. On ne parle encore que de contrôle du terrain

et surtout pas d'occupation, distinction qui n'est pas toujours très claire sur place. Le décalage est complet avec le Hezbollah qui mène, lui, une guerre totale et où le sacrifice au combat est glorifié.

On s'aperçoit aussi que, contrairement à l'armée de l'air qui dispose de renseignements précis sur ses principales cibles, les lanceurs à longue et moyenne portée, les unités terrestres qui sont engagées n'ont qu'une vague idée du dispositif du Hezbollah, en grande partie parce que le Sud-Liban avait été écarté des priorités du renseignement au profit de Gaza. Le choc est alors rude lorsqu'elles découvrent la sophistication des retranchements et le haut niveau de compétence tactique du Hezbollah.

La conquête de Maroun-al-Ras : un avant-goût amer

Deux semaines après le début des combats, le commandement israélien se rend compte que les campagnes « systémiques », faites d'une multitude de petits raids aériens ou terrestres, sont lentes à produire des effets visibles alors que le moral israélien a besoin d'être soutenu par des victoires spectaculaires.

Pour autant, il n'est toujours pas question d'une opération massive d'occupation du Sud-Liban mais d'une opération symbolique sur Maroun-al-Ras, un petit village situé sur une colline offrant d'excellentes vues sur la Galilée, et surtout sur Bint-Jbeil, quatre kilomètres plus au nord. Après avoir été une base palestinienne puis le quartier général de Tsahal jusqu'en 2000, Bint-Jbeil serait aussi selon la légende le lieu de naissance de Nasrallah qui y a prononcé le « discours de la Victoire » au lendemain du retrait des forces de l'État israélien. Peuplée de 30 000 habitants, elle est considérée comme le principal point d'appui et la capitale du Parti de Dieu au sud du fleuve Litani. Sa prise présente donc un intérêt aussi bien opérationnel qu'emblématique. Il s'agit de montrer clairement de quel côté penche le « plan incliné de la victoire ».

Dans la nuit du 18 au 19 juillet, l'unité d'élite *Maglan* pénétra au Liban à partir du village frontalier d'Avivim, appuyée par des chars de la 7^e brigade blindée et des hélicoptères d'attaque. Leur principale mission était de désigner aux feux aériens toutes les positions ennemies décelées autour de Maroun-al-Ras et à l'intérieur du village. Mais là où ils s'attendaient à

trouver « une tente et trois kalachnikovs » selon les termes de l'un de ses membres, ils se retrouvèrent face à une porte en acier ouvrant sur un réseau souterrain particulièrement bien équipé. Cette position était pourtant connue, mais le renseignement, d'une classification trop élevée, n'avait pas pu parvenir à temps à l'unité³. L'infiltration est très vite interrompue par des combattants du Hezbollah qui ont l'initiative des tirs. Les combats tournant au désavantage des hommes de Tsahal, les *Merkava* de la 7^e brigade blindée (BB) pénètrent alors pour la première fois au Liban pour aider au désengagement et à l'évacuation des blessés. Le 20 juillet, *Maglan* est relevée par deux bataillons de la 35^e brigade parachutiste (BP) et l'unité spéciale *Egoz*. Un premier char est détruit ce jour-là, deux hélicoptères Apache se percutent dans le ciel et les pertes israéliennes après deux jours se montent à huit morts et plusieurs dizaines de blessés évacués.

Le 22 juillet, le brigadier général Hirsch, commandant la 91^e division, déclare aux journalistes : « nous allons nous emparer des bases du Hezbollah, tuer le maximum de terroristes et détruire leur infrastructure »⁴.

Le lendemain, le groupement d'attaque israélien, composé d'un bataillon de la brigade Golani, venu directement de Gaza, d'un bataillon parachutiste, et de chars de la 7^e BB progressent de Maroun-al-Ras en direction de Bint-Jbeil. Ce 23 juillet, le village de Maroun-al-Ras est considéré à tort comme sécurisé, mais avec toujours des incertitudes sur les possibilités d'action du Hezbollah via son tentaculaire réseau souterrain. À partir de cette position dominante, les forces armées israéliennes s'apprêtent à lancer leur offensive terrestre majeure en direction de Bint-Jbeil.

L'enfer de Bint-Jbeil

Bint-Jbeil va vraiment symboliser les difficultés que vont rencontrer les Israéliens en pénétrant dans chacun des villages du Sud-Liban. Comme beaucoup de villes au Proche-Orient, c'est une cité en construction permanente. Autour d'un cœur de ville relativement ancien, des habitations en parpaings poussent de façon anarchique sans prise en compte d'une quelconque « politique urbaine ». Centre-ville et banlieues périphériques s'entremêlent et la vie s'organise autour des marchés et des réservoirs d'eau faisant office de place centrale. Les maisons individuelles, bien que toujours

en chantier, sont la norme. Les rues étroites prédominent et maillent la ville en un dédale inextricable pour le néophyte.

Ce « complexe » urbain est encore valorisé défensivement par les aménagements effectués par le Hezbollah. L'idée n'est pas d'empêcher Tsahal de pénétrer dans la ville, même si des opportunités de tir peuvent être saisies, mais au contraire de l'entraîner à l'intérieur pour le combattre dans les meilleures conditions. Pour cela, la défense de la ville est assurée par plus d'une centaine de fantassins de la Résistance islamique et plusieurs équipes antichars. Répartis en différents points d'appui, les miliciens communiquent entre eux par une série de tunnels reliant les caves de certaines habitations et dont les sorties en ville sont masquées. Ils peuvent se regrouper pour tendre des embuscades dans certaines rues ou exploiter le réseau souterrain afin de « frapper dans le dos en sortant de nulle part » face à un adversaire dont ils connaissent bien les modes d'action en zone urbaine. Dans ce combat à très courte distance et alors qu'il reste encore environ 4 000 habitants, les Israéliens ne peuvent bénéficier de leurs appuis – feux, notamment aériens. Afin d'accroître encore la confusion dans les rangs adverses, le Hezbollah a fait revêtir des uniformes israéliens à plusieurs de ses groupes de combat chargés de se rapprocher au plus près des soldats israéliens et a recourt à des ambulances pour transporter des roquettes à l'insu de la surveillance aérienne.

Le 24 juillet, après une approche difficile, la ville de Bint-Jbeil est bouclée par les groupements tactiques israéliens. Un char est détruit par une mine et un autre par des missiles alors qu'il se déplaçait pour évacuer des blessés frappés par erreur par un hélicoptère. Non loin de là, près du village de Safad-al-Battikh, un hélicoptère d'attaque AH-64 Apache s'écrase dans des circonstances mal définies. Au total, quatre soldats israéliens sont tués et 14 autres blessés dans la journée mais la ville est bouclée.

Le 25 juillet, pensant bénéficier de l'effet de surprise et de l'avantage conféré par leur supériorité technologique en matière d'équipements de vision nocturne, le 53^e bataillon de la brigade d'infanterie *Golani* prépare une attaque de nuit. Persuadés que les frappes aériennes des jours précédant ont annihilé toute volonté de résistance, l'état-major de la zone nord planifie une « manœuvre simple », avec peu d'appuis.

Dans la nuit du 25 au 26 juillet, vers 4 heures du matin et alors que les combats reprennent à Maroun-al-Ras, les compagnies A et C du bataillon *Golani* pénètrent dans les faubourgs de la ville, sur deux colonnes

parallèles. Celles-ci atteignent le centre-ville sans rencontrer la moindre résistance. La chaussée, trop étroite et défoncée, ne permet pas aux chars *Merkava*, censés fournir protection et appui-feu, de les escorter⁵. Au moment même où un haut responsable de la région militaire nord annonce que la ville est prise⁶, une des compagnies tombe dans une embuscade à proximité de la place centrale. Les miliciens du Hezbollah ouvrent un feu nourri à partir de positions barricadées et de souterrains inatteignables par les tirs de riposte. Plusieurs dizaines de soldats sont immédiatement touchés. Commence alors une phase de confusion. Deux autres compagnies sont envoyées en renfort pour aider à l'évacuation des blessés par hélicoptères.

Les Israéliens n'ayant conçu qu'une action de courte durée avec peu de soutien, l'eau et les munitions – prévus pour douze heures – viennent à manquer rapidement alors que les soldats sont bloqués dans les maisons par le feu ennemi. Ce n'est qu'au bout de deux jours d'intenses combats et de pilonnages que les *Golani* parviennent à se dégager et à battre en retraite dans les faubourgs, deux kilomètres plus au sud. Il est alors décidé de procéder à une évacuation nocturne et par voie terrestre. L'aviation, appelée en renfort, tire par erreur sur ses propres troupes faisant cinq blessés de plus. Au total, Tsahal déplore 8 tués et 31 blessés dans la journée.

Le 27 juillet, la 35^e brigade parachutiste prend la relève de la *Golani*, sans plus de succès. Le surlendemain, l'armée israélienne reconnaît son échec et évacue la ville. Elle y a perdu une soixantaine d'hommes dont dix-huit tués. Elle revendique la mort de 70 combattants islamiques.

Interrogés par les médias de retour du front, les « rescapés » du bataillon *Golani* confièrent leur stupéfaction d'avoir affronté des hommes extrêmement déterminés, en uniformes impeccables avec leur plaque militaire recouverte de ruban noir pour ne pas briller dans la nuit. Certains oseront même la comparaison avec la guerre du Vietnam et le harcèlement incessant des GI's par les combattants Viêt-cong, présumés plus faibles, mais plus mobiles, et, surtout, parfaitement à l'aise sur un terrain familier⁷. Malheureusement pour Israël, la défaite de Bint-Jbeil coïncide avec la tournée au Moyen-Orient de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice. Les maigres acquis militaires n'ont pu être convertis en gains diplomatiques. Ils n'ont pas fourni, bien au contraire, le spectacle de victoire attendu et ont certainement accru la détermination du Hezbollah. Ils

n'ont influé en rien sur les tirs de roquettes sur Israël. Surtout, ils renforcent le « stress organisationnel » au sein des forces terrestres israéliennes.

Une guerre de retard ?

La brigade *Golani*, la 7^e brigade blindée et la 35^e brigade parachutiste sont parmi les unités les plus réputées de l'armée de terre israélienne. Malgré un courage évident, elles ne sont pourtant pas parvenues à s'emparer de Bint-Jbeil. Pour beaucoup, cette relative inefficacité est une conséquence des années passées à faire de la « police » plutôt qu'à se préparer aux combats de haute intensité.

Le 22 août, dans le quotidien *Ha'aretz*, l'analyste militaire Zeev Schiff développe cette thèse :

Le « modèle palestinien » a servi de guide aux unités engagées dans les combats sanglants de Maroun-al-Ras et Bint-Jbeil. Elles sont entrées sur le champ de bataille comme si elles allaient en opération à Gaza [...] La plupart des unités, tant dans leurs entraînements que leurs opérations, ont été formées selon des standards de forces de police, et non pas d'armée de métier [...] L'armée s'occupait de capturer des cellules terroristes, de lutter contre le terrorisme suicidaire ; elle affrontait, la plupart du temps, des armes de faible portée et procédait à des bouclages et des sièges imposés à de grands centres de population civile. Or le Hezbollah s'entraîne, se bat et est équipé comme une armée, utilisant les missiles antichars les plus modernes et d'autres armes [...] Les aptitudes de Tsahal ont été gâchées par des années d'opérations qui l'ont ligoté émotionnellement et politiquement. Tsahal n'est plus l'armée que nous avons connue pendant la guerre du Kippour, en 1973 ou la guerre du Liban de 1982⁸

Pour Yaguil Lévy, un autre spécialiste : « La culture du check-point est antinomique avec la guerre de positions »⁹.

Ces habitudes ont été renforcées par plusieurs phénomènes. Le premier a été l'insistance à lier les ennemis d'Israël à la guerre américaine contre le terrorisme. À force d'associer toutes les organisations islamiques dans une même mouvance, il y a eu une tendance à les percevoir identiques. L'État-

Major israélien n'a pas hésité à retirer un bataillon d'infanterie de la bande de Gaza pour l'engager immédiatement contre le Hezbollah, sans voir que l'ennemi n'avait pas du tout la même puissance¹⁰. Les savoir-faire et les moyens nécessaires pour faire face à ce nouvel adversaire « hybride », c'est-à-dire combinant la fluidité de la guérilla avec des moyens modernes de guerre conventionnelle, étaient autrement plus complexes et importants que pour vaincre des bandes équipées simplement de kalachnikovs et de vieux lance-roquettes RPG-7.

Ensuite, les cadres de l'armée israélienne sont tous très jeunes. Seuls les officiers supérieurs ont été au Liban mais le Hezbollah qu'ils y ont connu était alors très ressemblant aux mouvements palestiniens. Aucun sous-officier, ni aucun lieutenant d'active (ils sont presque tous appelés) n'a jamais fait autre chose que des opérations de police dans les territoires occupés. Certains capitaines ont participé à l'opération *Remparts* en 2002 contre les bastions palestiniens de Cisjordanie. À ce moment-là, Tsahal pouvait contrôler tout le secteur environnant le champ de bataille, cerner hermétiquement sa cible et procéder ensuite à des attaques ciblées. Au Liban, ce mode opératoire est impossible à réaliser compte tenu des effectifs engagés et des conditions d'emploi. Tsahal s'est contenté de raids frontaux, sans réaliser de rapports de force préalables suffisants pour s'emparer des points fortifiés que couvraient de puissants moyens antichars.

Mais on peut aussi reprocher à Tsahal, sachant sa piètre mémoire tactique, de ne pas avoir essayé de la compenser en observant les expériences des autres. Une dizaine d'années avant Bint-Jbeil, l'armée russe avait affronté à plusieurs reprises et fini par dominer une situation tactique similaire à Grozny en Tchétchénie. De même en 2004, les Américains avaient vaincu l'insurrection irakienne retranchée à Falloujah, en adoptant une démarche pragmatique. Rien de tout cela n'a été pris en compte.

Mais cette campagne est aussi la première guerre de haute intensité pour l'armée du Hezbollah qui n'avait utilisé contre Tsahal, jusqu'en 2000, que des procédés très indirects. De plus, même si la guerre a été déclenchée par le raid du 12 juillet, il semble que le Hezbollah n'avait pas anticipé l'ampleur de la réaction israélienne. Le bénéfice de la surprise était donc du côté israélien. Le Parti de Dieu s'est cependant très minutieusement préparé à la confrontation contre Israël. Combinant une capacité de sacrifice préservée à un entraînement rigoureux et de nombreuses méthodes parfaitement adaptées à l'adversaire, la Résistance islamique a confirmé

qu'une structure paramilitaire entraînée, c'est-à-dire dans le bon « sentier tactique » et avec des moyens adéquats, peut s'opposer avec succès à une armée expérimentée mais qui se trompe de guerre.

Analysant parfaitement un adversaire rigidifié dans sa doctrine, le Hezbollah a été capable de mettre en place le seul instrument offensif à même de percer la barrière défensive israélienne pour frapper le sol ennemi (les roquettes) et s'est organisé ensuite pour résister à la force de frappe ennemie (réseaux souterrains, décentralisation, bouclier civil) et même à une éventuelle attaque terrestre (réseau de missiles antichars, engins explosifs). Malgré son réseau de renseignement et sa multitude de capteurs, Israël n'a rien vu de ces évolutions car elle ne concevait pas un adversaire hybride entre des armées classiques ou des mouvements de guérilla.

Incapacité à s'adapter

Ce n'est cependant pas la première fois dans son histoire que l'armée israélienne est surprise par les procédés ennemis et connaît de fait une situation de crise. Une manière de surmonter une crise tactique est d'ajouter de nouvelles ressources afin de modifier le rapport de forces. C'est ce qu'a tenté de faire Tsahal à la fin du mois de juillet en engageant deux divisions de réservistes supplémentaires. Mais dans des guerres qui se comptent en jours, les adaptations sont surtout des réajustements internes de la part des unités au contact. Ces réajustements touchent peu les équipements eux-mêmes, ces derniers étant difficilement modifiables en aussi peu de temps. Ce sont donc avant tout les méthodes, les structures et les valeurs qui peuvent être adaptées aux évolutions de la situation opérationnelle.

C'est ainsi qu'en octobre 1973 après un choc initial où les Israéliens ont vu leur instrument de guerre éclair se briser sur le double barrage antiaérien et antichar égyptien, on a assisté à une phase de réorganisation interne qui a permis, tant pour les aviateurs que pour les « terriens » de trouver les solutions autorisant la percée du front égyptien et la traversée du canal de Suez. Ce qui a fait la différence dans les deux cas, c'est que les Israéliens disposaient d'un surplus de ressources internes qui leur a permis de s'adapter. Il faut bien comprendre ici que le mot « surplus » est surtout entendu comme une somme de compétences différentes enfouies dans les mémoires. C'est l'équivalent intellectuel de l'unité placée en réserve dans le

dispositif tactique. Face aux nombreux problèmes très concrets qui se sont posés en 1973, il s'est trouvé une multitude d'idées puisées soit dans l'expérience civile des réservistes mobilisés, soit dans la mémoire de militaires ayant vécu ou expérimenté autre chose que les méthodes en cours. Encore faut-il pouvoir disposer de ces réservistes et avoir donné en amont aux militaires les moyens de s'entraîner sur d'autres formes de guerre et d'expérimenter librement d'autres méthodes.

Au Sud-Liban en 2006, il n'y a rien eu de tel et les Israéliens ont été incapables de passer en « mode adaptatif ». Au contraire, les nombreux comportements hérités de l'Intifada et inadaptés au nouveau contexte (déplacement de nuit à découvert, regroupement à l'intérieur des bâtiments, éparpillement des chars) ont perduré malgré l'évidence jusqu'à la fin de la guerre. Dans la nuit du 9 au 10 août, par exemple, et alors que les combats ont commencé depuis presque un mois, une section complète de réservistes parachutistes israéliens prise sous le feu se réfugie dans un bâtiment du village de Debel, croyant y trouver un abri sûr comme dans les territoires palestiniens. Cible facile, elle a été immédiatement frappée par plusieurs missiles antichars, inexistant à Gaza ou en Cisjordanie, perdant 9 morts et 11 blessés. Malgré l'emploi de ces engins depuis le début des combats terrestres et plusieurs précédents, cette section n'a pas surmonté ses habitudes et assimilé que des missiles antichars pouvaient être utilisés aussi contre des bâtiments.

Cette rigidité, si contraire aux qualités traditionnelles de Tsahal, peut s'expliquer de plusieurs manières. La première est la centralisation croissante qui a fait perdre l'habitude de l'initiative au niveau des petits échelons. La seconde est la limitation du fond de compétences dans lequel puiser, vu l'étiollement complet des savoir-faire complexes de combat terrestre par la restriction permanente des ressources consacrées à l'entraînement (temps, terrains, munitions, etc.). De ce fait, on ne peut se réapproprier le combat classique de haute intensité, encore moins tenter des voies qui n'ont jamais été explorées auparavant. Le stress qui s'installe est plus inhibant que stimulant.

Peu d'idées nouvelles ont donc surgi du front. Cet état de fait est encore plus vrai au sein du réseau de commandement, dans la mesure où les généraux sont en situation de « dissonance cognitive ». Dans des scènes qui évoquent *L'hécatombe des généraux* de Pierre Rocolle ou *L'étrange défaite* de Marc Bloch, plusieurs généraux sont clairement incapables de prendre

des décisions et sont rapidement « limogés » (dont le commandant de la prestigieuse 7^e brigade blindée). Tous ont déserté la zone des contacts, où jusque dans les années 1980, ils prenaient des décisions certes à « rationalité limitée » mais rapides. Ils sont désormais collés à des écrans plasma où l'information est à la fois insuffisante en qualité pour avoir une idée claire de la situation et suffisante en volume pour engorger les réseaux. À la manière d'un ordinateur surchargé, le réseau de commandement israélien centralisé est devenu très lent.

1. www.time.com, 21 août 2006.

2. Pierre Razoux, « Logique de guerre au Sud-Liban », art. cit.

3. David Johnson, *Hard fighting : Israel in Lebanon and Gaza*, RAND Corporation, 2011, p. 68.

4. www.ynetnews.com, 22 juillet 2006.

5. Samy Ghorbal, « Bint-Jbeil, une déroute qui fera date », *Jeune Afrique*, 7 août 2006.

6. www.lemonde.fr, 25 juillet 2006.

7. S. Ghorbal, « Bint-Jbeil, une déroute qui fera date », art. cit.

8. Zeev Schiff, « Faire la police à Gaza a émoussé Tsahal », repris dans *Le Monde*, 8 septembre 2006 et Patrick Saint-Paul, « Les erreurs tactiques de l'armée israélienne », *Le Figaro*, 23 août 2006.

9. Yaguil Lévy, *Le Monde*, 8 septembre 2006.

10. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE DES ROQUETTES

Lorsque les Israéliens lancent la campagne aérienne, ils savent bien que cela va déclencher des tirs de roquettes en riposte. Autrement dit, le gouvernement et le haut-commandement israéliens n'ont pas été dissuadés d'agir par l'existence de la force de frappe du Hezbollah, pourtant potentiellement capable de ravager les principales villes du pays. Il s'agit donc là d'un cas qui aurait beaucoup intéressé les stratèges de la guerre froide. Une dissuasion anti-cités peut ne pas fonctionner si l'État cible en sous-estime l'impact et surtout surestime sa capacité à y faire face préventivement. Dans ce cas, la présence de la force de frappe est plus une source de tensions que de stabilisation. Le gouvernement israélien, mal conseillé par les autorités militaires, a commis ainsi une double erreur d'appréciation. En réalité la menace des roquettes du Hezbollah ne laissait le choix qu'entre l'impuissance et une nouvelle occupation du Sud-Liban.

Un problème sous-estimé

Israël se trouve en fait en présence de plusieurs forces de frappe aux caractéristiques très différentes et donc aussi aux effets stratégiques différents depuis le harcèlement essentiellement psychologique de l'artillerie de courte portée et même de moyenne portée (ACP et AMP) jusqu'aux destructions physiques importantes de l'artillerie à longue portée (ALP). L'armée israélienne s'est concentrée sur la menace la plus dangereuse, celle de l'ALP et de ses lanceurs *Zelzal*, sur laquelle elle a orienté son effort de renseignement afin de les localiser et détruire, si possible avant le déclenchement des salves. Pour les autres types

d'artillerie, le renseignement israélien, il est vrai largement contré par l'énorme effort de dissimulation du Hezbollah, n'a pas cartographié l'ensemble des positions de tir. Tsahal fonde donc d'abord sa réponse sur la destruction de la structure de commandement centralisé et, à défaut, sur une traque individuelle reposant sur une boucle détection-frappe extrêmement rapide comme pendant l'opération *Raisins de la colère*, dix ans plus tôt, mais avec des moyens encore plus sophistiqués. Cette formule séduisante sur le papier sous-estimait cependant la capacité d'adaptation du Hezbollah.

La destruction des lanceurs à longue portée

Peu après minuit, dans la nuit du 12 au 13 juillet, un raid aérien parvient à frapper 13 sites et à détruire 59 lanceurs de longue portée en 34 minutes à proximité de Beyrouth. En apprenant la nouvelle, le général Halutz aurait déclaré à Ehoud Olmert : « Toutes les roquettes de longue portée ont été détruites. Nous avons gagné la guerre »¹. Au bout de 48 heures, l'armée de l'air revendique la destruction d'au moins 75 % des lanceurs de moyenne et longue portée du Hezbollah. Même si on peut contester ces chiffres puisque, comme les Serbes au Kosovo en 1999, l'adversaire utilisait beaucoup de sites leurres avec de fausses signatures infra-rouges, il n'en demeure pas moins vrai que la menace de têtes de plusieurs centaines de kilos d'explosifs frappant Haïfa ou Tel-Aviv a été écartée².

C'est un coup audacieux de la part des Israéliens car il peut être considéré comme une atteinte aux intérêts vitaux du Hezbollah. Pourtant ce dernier ne répond pas par des frappes stratégiques et cache ses derniers lanceurs dans la plaine de la Bekaa. Cette décision peut s'expliquer pour des raisons à la fois techniques et politiques.

La mise en œuvre de ces engins est longue et leur signature thermique très élevée. Elle est donc particulièrement risquée sous un ciel survolé en permanence par les capteurs et les avions ennemis. On ne peut vraiment les utiliser qu'en l'absence de toute menace aérienne immédiate et donc d'emblée, en première frappe.

Ensuite le massacre de civils israéliens en réponse à une action antiforces qui a alors fait peu de victimes, aurait fait franchir un seuil politique important et conforté l'appui des opinions publiques aux représailles israéliennes. Celles-ci auraient pu alors prendre une ampleur à

même de menacer l'existence de l'organisation. Il ne faut pas oublier enfin que ces armes sont d'un emploi dit en « double clefs », c'est-à-dire nécessitant l'accord de Téhéran. Or, l'Iran, alors en pleine négociation à Saint-Petersbourg avec le G8 sur son programme nucléaire, a sans doute considéré que la vision de villes israéliennes ravagées par ses missiles ne servirait pas ses intérêts stratégiques. Ainsi, il est apparu très vite que les tendances politiques, tactiques et médiatiques étaient plutôt favorables au camp du Hezbollah et de l'Iran, du fait même de la violence de la campagne aérienne israélienne et qu'il ne servait en rien, au moins dans l'immédiat de la renverser en provoquant également des massacres de civils. On trouve très peu de traces d'emploi de projectiles iraniens dans le conflit. Un débris de *Fajr-3* a été trouvé à Haïfa et une image de *Zelzal* en flammes est apparue le 17 juillet sur Al-Jazeera.

L'arsenal à longue portée du parti chiite était donc bien un arsenal stratégique sous contrôle de Téhéran, cette dernière n'ayant joué aucun rôle dans le conflit, sinon celui de dissuader Israël d'aller jusqu'au bout de sa logique de destruction du Hezbollah. Il y a peut-être eu ainsi une relation entre l'arrêt des bombardements sur Beyrouth et la déclaration de Nasrallah menaçant de frapper Tel-Aviv. Dans ce cas, si le Hezbollah et l'Iran n'ont jamais eu l'intention d'utiliser cet arsenal de destruction massive, on peut s'interroger sur l'intérêt même, autre que symbolique, de mettre cette menace à exécution. Elle a cependant permis de montrer combien cet arsenal était vulnérable et donc d'accroître les hésitations adverses quant à son emploi tout en amoindrissant ses effets éventuels. Il apparaît ainsi, comme l'avaient analysé les stratégestes nucléaires, que la présence d'un arsenal de destruction massive vulnérable peut entraîner une réaction en chaîne. En effet, cet arsenal accroît la tentation de l'adversaire de le détruire préventivement et par conséquent accroît aussi les tensions et les risques de conflit. Il apparaît également que l'importance de la menace de l'arsenal de destruction iranien a détourné l'attention israélienne des effets possibles de l'emploi de l'autre arsenal de frappe, celui des lance-roquettes syriens, certes de faibles portée, puissance et précision mais avec une grande capacité de nuisance psychologique et politique.

L'évidence de cette vulnérabilité peut aussi inciter le Hezbollah à y remédier afin de disposer d'une véritable force de seconde frappe, c'est-à-dire vraiment capable de résister à toute attaque, en se dotant par exemple de projectiles d'un emploi plus rapide, avec un carburant à poudre plutôt

que liquide, en les protégeant par des défenses anti-aériennes efficaces et/ou en parvenant à les placer dans des sites camouflés ou protégés. Une autre approche, employée pour les autres types de lanceurs, serait aussi de les multiplier afin d'augmenter le nombre de survivants potentiels. Cette séquence montre également combien il est difficile de riposter à une attaque antiformes, peu meurtrière, par une attaque anti-cités, même pour des décideurs jugés extrémistes comme ceux de l'Iran ou du Hezbollah. Cela impose donc de ne pas tenter l'adversaire de mener une action préventive du fait de la possession d'un arsenal vulnérable.

Le blitz

Parallèlement aux attaques directes sur les lanceurs longue portée, l'armée de l'air israélienne a cherché à prévenir la campagne de tirs de roquettes par la neutralisation du centre de commandement du Hezbollah. Elle n'y est jamais parvenue et le Hezbollah a conservé la maîtrise de son « ciblage », non pas tant dans sa précision que dans le volume de tirs. Si les tirs des deux premières semaines sont restés limités à 90 projectiles par jour (soit quand même une augmentation de 50 % par rapport à la moyenne des tirs lors de l'opération *Raisins de la colère* en 1996), ils sont passés à une moyenne de 150 la semaine suivante, dont des 220 mm *Raad* et 302 *Khaibar*, pour varier ensuite de 64 à 250 dans les derniers jours du conflit. On peut donc estimer que les opérations israéliennes ont quand même perturbé initialement le ciblage du Hezbollah ou peut-être simplement que celui-ci n'avait pas planifié cette campagne et qu'il lui a fallu plusieurs jours pour se mobiliser et s'organiser tout en s'adaptant à la menace aérienne. Il s'agit sans doute là aussi d'une réponse à l'escalade israélienne.

La capacité à moduler le volume des tirs en fonction des déclarations politiques israéliennes, à les stopper complètement au moment de la trêve et au lendemain de l'arrêt des combats montre d'ailleurs combien l'emploi de cet arsenal de harcèlement était centralisé, contrairement à l'action des forces terrestres. Pendant toute la durée du conflit, le Hezbollah est parvenu à lancer 475 attaques pour la très grande majorité par salves de 8 à 9 roquettes, soit une moyenne de 15 attaques et de 130 projectiles par jour (et quasiment jamais de nuit sans que l'on sache vraiment pourquoi). Sur ces 4 228 projectiles lancés sur des cibles civiles (dont un quart sont tombés sur

des zones habitées), 250 au maximum ont été des roquettes de moyenne portée de 220 ou 302 mm ayant frappé au maximum à 70 km de la frontière (le 2 août, sur la ville de Beit She'an).

Ne pouvant empêcher ces tirs par la destruction du centre de commandement, les Israéliens ont dû y faire face par des mesures défensives et offensives. Défensivement, les missiles antiaériens américains *Patriot* en version PAC-2 (*Patriot Advanced Capability-2*) ou israéliens *Arrow* et *Barak-1* (mer-air) ont bien été déployés près de Haïfa et Tel-Aviv mais aucun n'a été lancé³. Ces missiles, à 2 ou 3 millions de dollars pièce, ne sont efficaces que contre des missiles balistiques ou de croisière venant de 120 km au moins⁴. Ils sont en revanche incapables de s'opposer à de simples munitions d'artillerie. Preuve est ainsi faite que « le plus » ne peut pas toujours faire « le moins » et que le sophistiqué ne protège pas forcément du rustique.

Les mesures de défense passive, réseaux d'abris individuels et collectifs, système d'alerte par guetteurs et appel par sirène 30 secondes avant l'impact ont été beaucoup plus efficaces que les batteries antimissiles. Elles expliquent en grande partie la relative faiblesse du nombre de pertes, avec 42 morts et 250 blessés graves. Plusieurs milliers de personnes n'ont été que très légèrement blessées et sans doute autant ont été choqués (les chocs psychologiques ont représenté plus de 90 % des admissions dans les hôpitaux). Cette faible létalité – 72 roquettes lancées pour un décès – s'explique aussi par le fait que quatre localités sur 44 touchées (Kiryat Shmona, Nahariya, Tarshiha, Safed) ont concentré 75 % des projectiles alors qu'elles ont été presque aussitôt complètement évacuées. Non seulement les pertes ont été faibles, relativement à la puissance de feu projetée mais les massacres, les seuls événements vraiment susceptibles de susciter une émotion internationale, et donc d'avoir un effet diplomatique immédiat, ont été limités (8 cheminots tués à Haïfa mi-juillet par l'explosion d'une roquette *Fajr-3*).

Outre ces pertes humaines, les tirs de roquettes ont détruit ou endommagé 2 000 habitations et ont surtout rendu le port et les raffineries de Haïfa inutilisables. Entre 250 000 et 500 000 personnes auraient également fui la zone des tirs. Pour autant, dans cet équivalent moderne du blitz de V-1 et V-2 de Londres en 1944-1945, la population israélienne a fait preuve d'une grande résilience. Plus de 60 % des entreprises du Nord d'Israël ont continué le travail comme avant. Le Hezbollah a échoué à

provoquer un choc psychologique collectif susceptible d'arrêter l'offensive israélienne par pression populaire sur le gouvernement (comme jamais dans l'histoire d'ailleurs). Il a cependant placé ce dernier devant son impuissance et devant cette contradiction majeure des conflits à distance que la population civile semble y courir plus de risques que les militaires. Cette pluie quotidienne de roquettes était la preuve matérielle de la résistance du Hezbollah et sa faible létalité a finalement été un avantage pour lui, tant le différentiel de violence avec la campagne aérienne israélienne a été important. Tsahal n'avait plus d'autres choix que de détruire tous les lanceurs ennemis, soit par le ciel, soit par le sol.

Impuissance de l'efficacité

Sur l'ensemble de la campagne, l'armée de l'air israélienne se targue d'avoir détruit 93 lanceurs mobiles et 33 lanceurs individuels, soit trois LRM par jour pour une moyenne de quinze tirs. Cela peut apparaître comme une grande performance technique compte tenu de la difficulté à déceler ces cibles qui sont soit très mobiles comme les camions BM-21 et BM-27, soit parfaitement camouflées dans des habitations civiles ou des emplacements de tirs souterrains avec une signature électronique inexistante et une signature optique ou infrarouge très faible. Les lance-roquettes ont souvent été frappés, entre 45 secondes et 1 minute après le repérage. Parfois même, le tir n'était pas encore terminé lorsque le lanceur était détruit. Le 11 août 2006, trois salves ont été lancées sur Haïfa depuis Tyr. À chaque fois, le lanceur a été détruit quelques minutes après le tir. Le 13, ce sont sept LRM qui sont détruits à leur tour.

Si la performance technique en matière de riposte fut remarquable, elle était surtout prévue et anticipée par le Hezbollah. Tactiquement, ce fut donc un échec. Échec du renseignement d'abord, puisque les 150 sites de tir fixes n'étaient pas identifiés. Échec technique ensuite, puisque la surveillance par drones *Hermès 450* et *Searcher II*, lents et bruyants, était visible par le réseau d'alerte du Hezbollah. Le délai entre deux passages de drones était suffisant pour permettre aux combattants de se mettre en batterie, effectuer le tir, parfois à distance, et permettre aux servants de quitter les lieux en motos ou en voitures. Le LRM mobile pouvait ensuite être décelé et détruit mais peu importait au Hezbollah, car il avait déjà prévu cette éventualité et

considéré ses lanceurs comme consommables. Le Hezbollah a protégé ses hommes dont peu ont été tués à proximité des sites de tir mais a accepté la destruction des lanceurs, acquis en grand nombre. La quantité a compensé la vitesse de traque des Israéliens et les investissements considérables qu'ils ont nécessités.

L'emploi militaire des roquettes

Le Hezbollah a surpris également en employant aussi ses roquettes de 122 et 220 mm sur des cibles militaires, avec quelques succès. La base de Ramat David sur le mont Méron où se trouvait le centre de coordination des opérations aériennes a été endommagée. Ce site avait été repéré des mois auparavant par le Hezbollah, grâce à ses drones⁵. Les zones de déploiement des hélicoptères de combat et des drones israéliens ont également été frappées et les échelons de maintenance ont été obligés de reculer de la ligne de front⁶. Au bilan, plusieurs centaines de roquettes ont peut-être été utilisées contre des objectifs militaires provoquant douze morts, soit 10 % des pertes militaires.

Comme prévu, le Hezbollah a tenté également d'utiliser ses drones pour effectuer les premières frappes par ces vecteurs sur des cibles civiles. Deux attaques ont eu lieu dans les nuits du 7 et du 13 août avec probablement pour objectif de frapper Tel-Aviv. Quatre drones *Ababil-T* ont été utilisés pour cela avec des charges de 30 kg et des caméras infrarouges. Un des drones a disparu, probablement en mer, un autre s'est crashé au sol tandis que les deux derniers ont été abattus par des missiles air-air *Python-5*, ce qui est aussi une première⁷. Il faut noter aussi qu'un drone israélien *Héron* a été abattu le 28 juillet, le long de la frontière libano-syrienne par des missiles sol-air syriens alors qu'il surveillait des convois de ravitaillement d'armes.

Au bilan, sur une zone bien connue, proche et sans menace anti-aérienne réelle, en utilisant le réseau de capteurs et l'organisation en boucle courte les plus performants au monde (avec ceux des Américains), aviateurs et artilleurs israéliens ne sont pas parvenus à faire fléchir la capacité de frappe du Hezbollah. La moyenne quotidienne des lancers a même eu tendance à augmenter avec le temps pour atteindre les 250 dans les derniers jours⁸. L'armée de l'air a fait tout ce qui était possible mais il était

certainement vain d'espérer 100 % de réussite par ce procédé purement aérien, surtout contre les lanceurs individuels. Mais le Hezbollah s'est également trompé, dans la capacité de dissuasion de son ALP d'abord mais aussi sur la résilience de la société israélienne.

-
1. Avi Kober, art. cit.
 2. Steven Erlanger, « Israel Committed to Block Arms and Kill Nasrallah », *The New York Times*, August 20, 2006
 3. *Jane's Defence Weekly*, 26 juillet 2006.
 4. Mark Williams, « The Missiles of August, The Lebanon War and the Democratization of Missile Technology », www.technologyreview.com.
 5. C. Jones, « Israeli Offensive may not meet long-term Objectives », art. cit.
 6. Pierre Razoux, Raids 245, octobre 2006.
 7. Ben Moores, « A Military Assessment of the Lebanon Conflict », 24 août 2006, www.windsofchange.net.
 8. *Ibid.*

CHAPITRE VIII

EXTENSION DU DOMAINE DE LA LUTTE

Le 31 juillet, conscient de la stérilité des opérations menées jusque-là et alors que les roquettes continuent de tomber sur le Nord d'Israël, l'État-Major planifie une nouvelle opération, baptisée *Changement de direction no 8*. Deux divisions de réserve sont mobilisées pour renforcer les deux divisions déjà présentes : la 366^e se place au nord-est du front face à la plaine de la Bekaa et la 98^e aéroportée, reste en réserve en arrière du front. L'ensemble représente 40 000 hommes et huit brigades de combat le long des 79 km de frontière. En dépit d'un tel déploiement de puissance, les planificateurs de Tsahal semblent hésiter entre deux voies opposées, mais également risquées pour employer ces moyens : désignation d'objectifs au profit du binôme artillerie-aviation ou occupation du terrain. C'est bien cette indécision qui va marquer la plupart des opérations qui vont suivre.

Un nouveau changement de direction

La première voie consiste à aller jusqu'au bout de la logique de la guerre à distance en infiltrant plusieurs dizaines d'unités légères au Sud-Liban. Protégées avant tout par leur discrétion et leur capacité à faire appel rapidement à des feux extérieurs, ces « molécules dynamiques », selon la terminologie doctrinale de l'époque, permettent de multiplier l'efficacité des frappes à distance en décelant et désignant des objectifs souvent invisibles du ciel. Elles peuvent également compléter l'action de ces frappes par des attaques et prendre en compte certains objectifs particulièrement

furtifs ou imbriqués dans la population. Ce mode d'action peut sans doute entraver beaucoup plus efficacement la campagne de tirs de roquettes du Hezbollah. Il présente cependant plusieurs inconvénients dont celui des compétences sans doute insuffisantes de beaucoup d'unités d'infanterie pour mener à bien ce type de combat ou celui de la dépendance aux moyens de transmissions, toujours sensibles à la panne ou au brouillage. Il se heurte aussi et surtout au « principe » de non-acceptation des pertes, les hommes semblant très vulnérables en étant imbriqués à l'intérieur des lignes ennemies avec des possibilités d'évacuation aléatoires. Ces morts inévitables, dont un certain nombre par tirs fratricides, seraient sans doute compensées par un raccourcissement du conflit et une plus grande probabilité de succès, donc aussi à terme des pertes limitées. Ce sont cependant ces pertes à court terme qui sont seules prises en compte et ce mode d'action n'est pas sérieusement envisagé.

La deuxième voie, plus classique, consiste en un engagement massif soit par « rouleau compresseur » visant au nettoyage progressif sur plusieurs axes jusqu'au Litani, soit, conformément aux plans initiaux de l'armée de terre, visant, après une percée jusqu'au Litani, à boucler l'ensemble du Sud-Liban puis à le nettoyer de toute présence du Hezbollah. Avec un nombre relativement réduit de combattants chiites et les problèmes d'approvisionnement que le bouclage aurait provoqués, il est probable que le Hezbollah ne pourrait résister longtemps à une telle pression. Outre qu'elle demande l'emploi de beaucoup de moyens et surtout des délais, cette approche présente cependant aussi un problème de compétences, Tsahal n'entretenant plus les savoir-faire complexes de coordination interarmes impliqués par des opérations de cette envergure. Elle rappelle surtout les campagnes précédentes au Liban et les affres de l'occupation du Sud du pays pendant dix-huit ans.

Ces modes d'action représentent une opposition de philosophies mais aussi de systèmes de pouvoir au sein des armées. Dans le premier, celui des « modernes », ce sont les forces aériennes qui ont le premier rôle, appuyées par des forces terrestres allégées ; dans le second, celui des « classiques », c'est l'inverse qui se produit, comme dans les campagnes israéliennes contre les armées arabes jusqu'en 1982. Cette querelle intervient alors qu'une réorganisation des états-majors est en cours offrant plus de pouvoir à l'État-Major général, commandé par l'aviateur Halutz, au détriment des

commandements terrestres régionaux, eux-mêmes souvent divisés sur la marche à suivre.

Le choix qui est finalement fait est moins un choix opérationnel qu'un compromis entre ces approches, ce qui correspond sans doute à l'« entre-deux » de l'armée de terre israélienne à ce moment-là, mais constitue à coup sûr la plus mauvaise solution, c'est-à-dire la moins compréhensible par les unités au contact. Des « assauts » de bataillons sont lancés sur les villes frontalières et les brigades « tentent » des incursions jusqu'à 3 kilomètres de profondeur et « osent » quelques raids blindés sur 15 kilomètres en direction de villes proches comme Marwahin, Ayta-Ashaab, Kafr Kila ou At-Tayyibah. Aucune de ces opérations incertaines et dispersées ne bénéficie de la surprise, puisqu'elles empruntent toutes des itinéraires prévisibles et surveillés. De plus, leur dispersion sur l'ensemble du fuseau permet aussi au Hezbollah de renforcer ses défenses au fur et à mesure de la progression. Surtout la confiance israélienne n'est plus là. La plupart des hommes ne voit pas très bien quel est l'effet recherché puisque ces opérations sont insuffisantes pour mettre fin aux tirs de roquettes et obtenir un impact politique significatif. Le doute s'installe chez beaucoup avec les conséquences que cela peut induire sur la motivation et la prise de risque.

Le 9 août, alors que 7 000 soldats israéliens sont au Liban, seules quelques poches ont été conquises, de 5 km de profondeur à Debel dans le Sud, 7 km dans le Nord autour d'Al-Qantarrah. Mais Ayta-Ashaab et surtout Bint-Jbeil ne sont toujours pas sécurisées. Les roquettes qui tombent sur Israël sont toujours aussi nombreuses. *Changement de Direction 8* est un échec.

Les forces spéciales

Les forces spéciales, dont beaucoup de dirigeants israéliens sont issus¹, ont curieusement été assez peu utilisées dans le conflit, et là encore avec un résultat plutôt mitigé. En Israël, ces unités sont rarement engagées avec les forces terrestres qui disposent d'un commando de reconnaissance dans chaque brigade et d'unités d'infanterie d'élite comme la brigade *Golani* ou les parachutistes. Elles sont plutôt employées dans la profondeur d'un théâtre pour mener des actions ciblées sur des objectifs à haute valeur

ajoutée, dont la destruction, la saisie ou l'enlèvement pourrait avoir une portée stratégique, c'est-à-dire un impact important sur le déroulement de la guerre. Trois de ces actions durant la guerre de juillet 2006 sont connues.

Le premier raid a eu lieu au soir du 1^{er} août avec pour objectif la capture de dirigeants du Hezbollah localisés dans l'hôpital Dar-al-Hikma et les bâtiments alentour, à quelques kilomètres au nord de Baalbek, au cœur de la Bekaa. L'opération commence par les frappes de cinq F-16 sur des installations électriques et certains axes proches de l'objectif. Cinq minutes plus tard, alors que la zone est plongée dans l'obscurité, des hélicoptères CH-53 appuyés par des AH-64 *Apache* déposent à proximité de l'objectif des hommes (peut-être 200) des commandos « *Matkal* » de l'armée de terre, et « *Shaldag* » de l'armée de l'air. Les combats durent quatre heures, nécessitant l'intervention de plusieurs F-16. Ils se terminent par la mort d'une dizaine de miliciens chiites et la capture de cinq d'entre eux, mais aucun n'est un membre important. Les Israéliens se sont repliés sans aucune perte. Une heure plus tard, de nouveaux F-16 viennent frapper les maisons de membres connus du Hezbollah. Ce raid de 100 km à l'intérieur des terres est le plus lointain effectué depuis 1994, lorsque Mustapha Dirani, chef militaire du Hezbollah, avait été capturé.

Cinq jours plus tard, le commando *Yami*, de la marine, est hélicoptéré à une heure du matin dans une orangerie au cœur du port de Tyr. L'objectif est un site de lancement de roquettes caché dans des immeubles civils. Les combats durent deux heures. Dix combattants chiites sont tués et un véhicule M113 ainsi qu'une pièce anti-aérienne de l'armée libanaise sont détruits. Les Israéliens déplorent dix blessés dont deux graves. Un quart d'heure après leur départ, grâce aux renseignements obtenus, des avions et des hélicoptères viennent détruire des cibles cachées.

Le 19 août, quelques jours après le cessez-le-feu, après une frappe aérienne sur les installations électriques, un commando avec des véhicules légers est déposé par CH-53 près de Bouday, au nord-ouest de Baalbek. Malgré sa discrétion, la petite colonne est repérée et stoppée par une embuscade du Hezbollah, peut-être aidé de soldats libanais. Après une demi-heure de combat, le commando parvient à s'exfiltrer mais un officier a été tué et deux autres hommes ont été blessés. Dans un communiqué, l'armée israélienne parle d'une opération dans une région frontalière, dans le but d'empêcher le Hezbollah de recevoir des armes de la Syrie. La

localité de Bouday est pourtant située en plein milieu de la plaine de la Bekaa, loin de la frontière libano-syrienne².

Un officier supérieur israélien, gardant l'anonymat, a déclaré que ces raids, surtout celui du 1^{er} août, étaient « une tentative de recréer les jours d'Entebbe »³. Alors que la campagne aérienne devenait stérile et que l'offensive terrestre piétinait, ces opérations audacieuses ont été considérées aussi comme des moyens de retrouver du prestige et de regonfler le moral. Elles témoignent aussi du problème de l'appréhension des campagnes militaires avec ou sans présence d'hommes prenant des risques majeurs. Comme les missions spatiales, selon que l'homme est présent ou pas, l'empathie de l'opinion publique n'est pas la même.

En dépit d'une efficacité avérée, les forces spéciales israéliennes ont rencontré un certain nombre de difficultés à opérer conjointement entre elles et avec les autres branches des forces armées. La plupart des problèmes soulevés tenait souvent à l'absence de cohérence dans les moyens de communication et à un manque de procédures communes. Pour pallier ces dysfonctionnements, il sera décidé après la guerre de créer un commandement des opérations dans la profondeur coordonnant l'action des forces spéciales des trois armées⁴.

Nouveaux problèmes

Cette extension des opérations est l'occasion de révéler de nouveaux problèmes structurels. Par leur capacité à disparaître du champ de bataille et à réapparaître n'importe où, les miliciens chiites sont parvenus, malgré une surveillance aérienne permanente, à couper plusieurs axes logistiques israéliens. L'approvisionnement en vivres et en eau, en particulier, s'est avéré problématique pour certains groupements. Alors que les unités de soutien logistique n'étaient qu'à quelques kilomètres du front, il a fallu recourir au ravitaillement par air dans de nombreux cas⁵, sans que cela ne soit vraiment pertinent⁶.

Les Israéliens ont aussi été très pénalisés par une logistique qui ne passait plus par des structures dédiées dans chaque division et brigade mais par des établissements régionaux ravitaillant toutes les unités dans leur zone de responsabilité. Cette organisation, expérimentée en 2002 et généralisée au début de 2006, qui s'était montrée suffisante pour alimenter les petites

opérations dans les territoires palestiniens, a sombré dans la confusion la plus totale lorsqu'on est passé au soutien simultané de plusieurs brigades engagées au combat et imbriquées avec l'ennemi. Certaines unités sont restées sans approvisionnements en eau, en vivres et en munitions pendant plusieurs jours, provoquant même des pertes par déshydratation. Des largages par air ont été tentés pour y remédier mais avec une efficacité limitée. Alors que les bases n'étaient qu'à quelques kilomètres, une grande partie de l'énergie des officiers a été ainsi accaparée par de purs problèmes de ravitaillement, ce qui n'était pas le cas lors des guerres mobiles de 1967 ou 1973.

Un autre sujet d'inquiétude est la médiocrité constatée de la plupart des unités de réserve. Malgré de nombreux exemples individuels de courage, les réservistes israéliens n'ont, dans l'ensemble, pas fait preuve de la même combativité que les soldats d'active. Il est vrai que jamais la différence d'équipements entre l'active et la réserve n'a été aussi grande. La plupart des équipements des réservistes datent des années 1970. Les gilets pare-balles font cruellement défaut, ainsi que les appareils de vision nocturne. Les miliciens chiites sont souvent mieux équipés. L'entraînement des réservistes s'est également dégradé au fil des années du fait d'autres priorités budgétaires et des conditions d'emploi dans les territoires occupés⁷. L'âge de la fin de service est passée de 45 à 40 ans, ce qui a permis de supprimer 60 000 postes⁸. Le nombre annuel de jours de service par an est passé de 30 (dont 23 en opération pour permettre aux troupes d'active de poursuivre leur formation) à 14. Certaines unités engagées au Liban ne s'entraînaient plus qu'une fois tous les trois ans et plus sur des modèles de haute intensité⁹. Aucun réserviste n'a contesté le bienfondé de cette guerre. Seules les conditions de leur engagement précipité et désorganisé¹⁰ ont subi des critiques acerbes.

L'imagination tactique du Hezbollah

Dans ce conflit, l'imagination tactique est plutôt du côté du Hezbollah. L'emploi qu'il fait de ses armes antichars comme d'une artillerie portable et polyvalente pouvant frapper véhicules, fantassins débarqués et même les hélicoptères, en est un bon exemple. À de nombreuses reprises, des unités israéliennes regroupées dans des bâtiments ont été frappées de plein fouet

par des missiles. Le 4 août, par exemple, trois soldats sont tués dans une maison du village de Markabeh ; un autre est tué et vingt sont blessés de la même façon à Ayta-Ashaab. Le 9 août, c'est toute une section de réservistes qui est touchée dans une maison de Debel. Elle déplore neuf morts et onze blessés¹¹.

Ces tirs anti-structures, réalisées avec des systèmes anciens, ont été effectués soit à grande distance, c'est-à-dire au-delà de la portée des armes d'infanterie adverses, soit au contraire à très courte distance en appui des fantassins du Hezbollah¹². Cet emploi, inconcevable avec les moyens réduits des Palestiniens, a semé le trouble dans les tactiques d'infanterie. Au total, l'ensemble de la « trame antichars » serait responsable de la moitié des pertes humaines israéliennes.

Du côté de Tsahal, dans ces purs combats de position, les 400 chars engagés ont servi à pallier à la fois le manque d'infanterie apte au corps-à-corps et, peut-être, un certain manque d'appuis – feux indirects, très sollicités par la « bataille des roquettes ». Dispersés le long du front et évoluant au rythme de l'infanterie, souvent employés pour des missions statiques de couverture, les chars étaient à la fois trop peu mobiles et localement trop peu nombreux pour contrer les salves de missiles et roquettes qui étaient pourtant leurs cibles¹³. Dans les derniers jours de la guerre, on assiste à l'excès inverse, des chars étant envoyés seuls pour charger vers le Litani.

On estime que le Hezbollah a lancé 500 missiles et un nombre inconnu de roquettes antichars. On estime également que, entre autres véhicules, 52 chars *Merkava* ont été touchés. Ce rapport, apparemment énorme, de 10 missiles pour un char touché, doit être relativisé. Comme cela a été vu précédemment, les chars n'étaient pas les seules cibles. De plus, plusieurs projectiles étaient presque toujours lancés contre chaque objectif. Sur 52 chars touchés, 22 ont été percés (y compris des *Merkava* 4), soit un taux de pénétration de 45 % identique à celui de l'opération *Paix en Galilée* en 1982 mais inférieur aux 60 % de la guerre du Kippour¹⁴.

Le retour au premier plan des armes antichars russes témoigne du renouveau des industries d'armement « alternatives » à celles des pays de l'OTAN, retour que l'on constatera sans doute pour d'autres systèmes d'armes. Il faut noter que le *Merkava* conserve un haut degré de protection pour ses équipages, puisque sur les 22 chars percés, 11 n'ont connu aucune perte. En revanche 23 hommes ont été tués ou blessés dans les 11 autres¹⁵.

Il faut ajouter à ce bilan, les 5 ou 6 *Merkava* détruits par mines et engins explosifs.

L'emploi qui a été fait des chars de bataille dans cette campagne a irrité bon nombre d'officiers des blindés. Selon l'un d'eux « le *Merkava* n'a pas montré la moitié de ses capacités dans cette guerre »¹⁶. Ce n'est pas leur seul sujet d'amertume. Ils regrettent aussi beaucoup les retards dans l'élaboration, la production et le financement des systèmes de protection active commandés à *Rafael Armament Development Authority* (système *Trophy*) et *Israel Military Industries* (IMI) (*Iron Fist*)¹⁷. Ces systèmes permettent la détection et la destruction à distance des projectiles antichars. Pour le général réserviste Shmuel Yachin, il aurait suffi d'une décision budgétaire plus rapide pour aligner au combat quelques dizaines de chars équipés de *Trophy*¹⁸. Dans ce cas, la surprise aurait été du côté de Tsahal.

Le plan de la dernière chance

Un des problèmes de la guerre à distance est qu'elle ne fournit que des images de raids et de cibles détruites, images par ailleurs souvent aseptisées. Le public perçoit bien que l'ennemi reçoit des coups mais il ne sent pas forcément, pas plus que les états-majors bien souvent, à quelle vitesse ces coups font progresser vers la victoire. Dans ce type de confrontation, les effets sont peu visibles jusqu'à ce que leur accumulation finisse par provoquer une « avalanche stratégique » et la paix par effondrement ou négociation.

Cette décision peut être rapide à venir si l'ennemi est vraiment faible ou si les enjeux sont limités. Cela a été le cas entre Israël et le Hezbollah lors de l'affrontement en octobre 2000 dans la zone des Fermes de Cheeba qui n'a duré que quelques jours. À partir du moment où Israël avait engagé le combat pour la destruction du Hezbollah, il était probable que la victoire serait beaucoup plus longue à venir. Il a fallu à l'OTAN 78 jours en 1999 pour faire plier la Serbie et, il faudra en 2011, 7 mois pour détruire le régime de Kadhafi. Or, contrairement à l'OTAN, Israël, paralysée économiquement le temps des conflits et soumise à la pression diplomatique, peut difficilement se permettre de tels délais. Le deuxième problème est que ces victoires de l'OTAN ainsi que celle des États-Unis en Afghanistan en 2001, n'ont été obtenues que parce que les campagnes de

frappes se conjuguait à des campagnes terrestres, potentielles au Kosovo, réelles dans les autres cas. Si l'ennemi refuse de s'avouer vaincu et de négocier, il n'y a pas d'autres alternatives que de planter des drapeaux dans des villes.

Au début du mois d'août, le gouvernement et l'État-Major israéliens sont dans une situation où l'on sait que le conflit ne va plus durer que quelques jours. Or, non seulement l'ennemi ne s'avoue toujours pas vaincu, mais il continue même à frapper le sol israélien avec puissance et sans signe visible d'affaiblissement. Un changement rapide de stratégie s'impose avant que l'échec ne paraisse évident.

Afin de diminuer significativement le nombre de tirs de roquettes et d'apporter rapidement des gains tactiques visibles transformables sur le plan politique, notamment dans le cadre des négociations avec l'ONU sur une résolution plus favorable, l'État-Major planifie une action terrestre « majeure ».

Pour la première fois depuis le début de la guerre, les opérations seront menées au niveau de la division. L'action principale doit être conduite d'est en ouest en direction de Tyr par la 162^e division blindée. La 162^e DB déploie la brigade d'infanterie *Nahal* en couverture au nord dans la région de Marjayoun face à la plaine de la Bekaa et appuyée au sud par la progression de la 91^e division qui doit s'emparer d'Ayta-Ashaab, Maroun-al-Ras et surtout de Bint-Jbeil, puis faire pression vers le nord. La 162^e DB doit rejoindre la 98^e division parachutiste qui sera directement hélicoptérée au sud du Litani.

On retrouve les grandes lignes du plan d'opérations prévu depuis le début de l'année 2006, à cette différence près que ce plan prévoyait quatre jours de préparation, trois à quatre semaines d'action et une semaine de repli. Ce nouveau plan « changement de direction », le 11^e, est approuvé le 7 août par le ministre de la Défense puis le 9 par le cabinet du Premier ministre. Après encore des hésitations du général Dan Halutz, il n'est réellement mis en œuvre qu'à partir de la nuit du 10 au 11 août alors que la résolution 1701 de l'ONU est déjà signée. Il ne reste donc aux forces terrestres israéliennes qu'à peine trois jours pour réaliser un objectif tactique sans grand intérêt politique sinon celui de sauver l'honneur et « la face ». Les troupes apprennent rapidement qu'elles vont devoir conquérir du terrain pour l'abandonner à coup sûr quelques jours plus tard.

L'offensive de 60 heures

Le vendredi 11 août, à 21 heures, débute ce qui aurait pu être l'opération la plus spectaculaire de la guerre. Plusieurs dizaines d'hélicoptères de transport lourd déposent une brigade de réserve de la 98^e division parachutiste près des villages de Kafra et Yatar, six kilomètres au nord de la frontière, soit nettement plus au sud du fleuve Litani que dans le plan initial. Ils doivent être rejoints le lendemain par des éléments de la 35^e brigade parachutiste, puis le surlendemain par les unités spéciales *Givati* et *Maglan*.

Le 12 août au soir, le bataillon de la 35^e brigade arrive avec plus d'une heure de retard. Les hélicoptères sont alors très visibles avec la pleine Lune. La zone de poser, la même que la veille, n'a pas été sécurisée de manière assez large et un missile SA-7 vient frapper un hélicoptère de transport CH-53 au moment de son décollage. Les cinq membres d'équipage sont tués. Le chef de la 98^e division parachutiste, le général Eisenberg, décide alors de stopper les héliportages estimant avoir suffisamment de forces à terre pour remplir sa mission de recherche et de destruction directe ou par guidage aérien des positions du Hezbollah. Le reste de la division et les unités spéciales restent en Israël. Les éléments déployés sont alors engagés dans des actions de faible ampleur sur des objectifs très localisés, en particulier des postes d'observation et des sites de lancement de roquettes du Hezbollah. Le plan, qui prévoyait à l'origine la conquête du village de Jibal al Butm, n'est pas exécuté dans sa totalité. Le 13 août, à 20 heures, le commandement ordonne l'arrêt des opérations en attendant le cessez-le-feu qui interviendra le 14 à 8 heures.

Déployée à compter du 21 juillet, la 366^e division blindée devra attendre la dernière offensive du 10 au 12 août pour engager le combat avec le Hezbollah. Progressant vers Marjayoun, entre 6 et 8 km au nord d'Israël, les chars *Merkava* de la division se heurtent à une résistance farouche. La saisie de cet objectif est difficile, les combattants du Hezbollah en ayant très bien préparé la défense, notamment avec des moyens antichars. Après 6 heures de combats, 200 soldats de Tsahal et 2 chars *Merkava* finissent par envahir la ville, et s'emparent des baraquements de l'armée libanaise.

La 91^e division est toujours positionnée dans le secteur d'Ayta-Ashaab et de Bint-Jbeil à proximité immédiate de la frontière. Déployant ses

meilleures unités, la brigade Golani et la 35^e brigade parachutiste tentent désespérément de reprendre le contrôle des derniers bastions du Hezbollah. Le cessez-le-feu interviendra avant que cette mission soit pleinement réalisée. De plus, elle n'est pas parvenue non plus à distraire les forces ennemies qui se trouvaient face à la 162^e DB.

Le désastre du wadi Saluqi

Le 12 août, vers 3 heures du matin, la 162^e DB débute sa mission par l'action d'un bataillon de la brigade d'infanterie *Nahal* en direction des villes de Ghandourya et de Frun. Sa mission est de couvrir le déplacement de la 401^e brigade blindée dans le wadi Saluqi. Présenté comme « une véritable autoroute en direction du fleuve Litani », le wadi Saluqi est un lit de rivière desséché, assez profond, que l'on pourrait comparer à un canyon aux versants escarpés et à la végétation méditerranéenne dense. Une seule piste y serpente, étroite et jalonnée de virages sans visibilité. Stationnés à l'entrée de l'oued pendant plus de 5 jours, les compagnies de chars *Merkava* ont subi les hésitations permanentes de l'État-Major opérationnel israélien. Par deux fois, l'ordre de faire mouvement leur a été transmis puis annulé quelques minutes plus tard, générant non seulement un flou pour les tankistes israéliens mais aussi un manque de confiance envers l'échelon supérieur. De la même façon, le bataillon de sapeurs de la division avait déjà reçu le 9, la mission de s'emparer d'une tête de pont sur le fleuve Saluqi pour faciliter le passage de la 401^e brigade. Quelques heures plus tard, alors que l'opération est reportée, le bataillon reçoit l'ordre de se replier. Il est envoyé le lendemain sur le Golan avant d'être rappelé en urgence dans la nuit du 10 août pour refaire la même mission.

Profitant de cette phase de bivouac imposée aux blindés et autres *Merkava* à l'entrée du *wadi*, le Hezbollah a placé des équipes de renseignement qui ont eu tout le loisir d'observer les mouvements israéliens. Fort de ces informations et ayant compris depuis des années l'intérêt du *wadi* pour la manœuvre israélienne, le Hezbollah a eu le temps de mettre en place une embuscade antichars sur une profondeur de plusieurs kilomètres, propre à stopper au mieux, freiner au moins les colonnes blindées de Tsahal. Les équipes antichars du Hezbollah, soit une centaine d'hommes, s'installent sur des positions de combat aménagées, dissimulées

par des faux rochers en résine et reliées par un réseau téléphonique. Elles disposent des armes russes de dernière génération, lance-missiles AT-14 *Kornet* et lance-roquettes RPG-29 *Vampir*, seules à même d'affronter les chars les plus modernes de Tsahal, les *Merkava IV*.

L'attaque de la 401^e brigade débute le 12 août en fin de nuit, mal dissimulée par des tirs de fumigènes commandés trop tôt. Les chars des deux pelotons de tête franchissent la ligne de débouché au petit jour et progressent sur deux pistes étroites dans la portion la plus large du *wadi*. Avançant sans rencontrer de résistance, les deux pelotons de tête se rejoignent au niveau d'un goulet d'étranglement, avec l'obligation de ne former plus qu'une seule colonne avant de reprendre leur progression. C'est ce moment très précis que les combattants chiites choisissent pour déclencher leur attaque contre les *Merkava IV*. Une vingtaine de missiles antichars est tirée en quelques secondes à peine, à partir des positions dissimulées sous la végétation méditerranéenne. Certains équipages raconteront par la suite qu'une dizaine de missiles pouvait se retrouver en vol au même moment, plusieurs d'entre eux ne visant parfois qu'un seul et même char.

Les deux premiers chars sont touchés à plusieurs reprises, tuant notamment un des deux chefs de chars. L'officier adjoint de l'escadron de tête, accompagné de six autres chars, tente bien une manœuvre de sauvetage en empruntant les flancs du canyon mais empêtrés dans la végétation dense, ils subissent le même sort que les deux premiers engins. Plusieurs chefs de char demandant un appui de l'artillerie ou de l'aviation, se le sont vus refuser du fait de la proximité des fantassins de la brigade *Nahal* sollicités dès le début des combats pour essayer de nettoyer les bunkers du Hezbollah.

Le commandant de l'escadron de tête prend alors la décision de poursuivre sa mission en empruntant un autre *wadi* entre Frun et Ghandourya, afin de rejoindre au plus vite le sommet du canyon tout en « roulant » sur les positions de la guérilla chiite. La jonction à Ghandourya avec le 931^e bataillon de *Nahal* est effectuée en milieu de nuit du 13 août, non sans difficulté puisqu'une dernière embuscade antichar à l'entrée de la ville causa encore des dommages. Au bilan, sur les 24 chars ayant participé aux combats, 11 ont été touchés par des missiles antichar, huit membres d'équipage ont été tués ainsi que quatre fantassins de *Nahal*, plus de 50 hommes ont été blessés. Les comptes-rendus israéliens font état de près de

80 tués parmi les combattants du Hezbollah, ce qui est néanmoins peu probable. Bien plus qu'un simple épisode de la guerre de juillet 2006, la bataille du wadi Saluqi est emblématique de la « faillite » militaire israélienne, due à deux facteurs principaux : la perte de l'expérience du combat interarmes par les états-majors et les tergiversations des chefs militaires.

Au moment du cessez-le-feu, les forces de défense israéliennes contrôlent alors 16 petites poches, souvent des points hauts mais sans contrôler le terrain au sud du Litani. Les progressions les plus profondes ont été de 12 km, jusqu'à Ghandourya, 5 km jusqu'à Debel et 7 km jusqu'à Al-Qantara. Du 11 au 14 août, les tirs de roquettes n'ont jamais cessé, ils ont même augmenté, pour culminer à 250 le 13 août, et en totalisant près de 430 sur la période. Ce maigre bilan a été payé par Israël de 33 morts en deux jours et 24, soit un quart de l'ensemble des tués, pour la seule journée du 12. Enfin, avant de quitter le territoire libanais, Tsahal a répandu un grand nombre de sous-munitions (*cluster bombs*), notamment sur une bande de 100 mètres le long de la frontière, autour de certains villages marqués par des combats urbains intenses et dans les *wadis* abritant le réseau de bunkers enterrés du Hezbollah. Beaucoup de ces mines antipersonnel sont non explosées, et pourriront le pays au moment du retour de la population

-
1. Ehud Barak, Benyamin Netanyahu et Shaul Mofaz ont notamment appartenu au *Sayeret Mat'kal*.
 2. Paul Khalifeh, « Tentative de débarquement israélienne dans la Békaa », 19 août 2006, www.rfi.fr.
 3. Kevin Peraino, Badak Dehghanpisheh et Christopher Dickey, « Eye for an eye », *Newsweek*, 14 août 2006.
 4. Alon Ben-David, « New Model Army ? », art. cit.
 5. Pierre Razoux, *Raids* 245, octobre 2006.
 6. Alon Ben-David, « New Model Army ? », art. cit.
 7. Id., « Israel Introspective after Lebanon Offensive », art. cit.
 8. Alon Ben-David, « New Model Army ? », art. cit.
 9. *Ibid.*
 10. Patrick Saint Paul, « Les erreurs tactiques de l'armée israélienne », *Le Figaro*, 23 août 2006.
 11. www.menapress.com, « Israël engage le gros de son armée », 9 août 2006.

12. Greg Grant, « Hizbollah Missile Swarms Pounded Armor, Infantry », *Defense News*, 28 août 2006.
13. Barbara Opall-Rome, « New life for Merkava line ? », *Defense News*, 28 août 2006.
14. *Ibid.*
15. *Jane's Defence Weekly*, 30 août 2006.
16. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.
17. Alon Ben-David, Israel Introspective after Lebanon Offensive, art. cit.
18. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.

CHAPITRE IX

LENDEMAINS DE GUERRE

Le lundi 14 août 2006, le Premier ministre Olmert annonçait sur une radio israélienne : « Nous avons gagné ; en dépit de certaines erreurs, nous avons largement atteint nos objectifs ». Le même jour, Hassan Nasrallah affirmait de son côté que « Nous sommes devant une victoire stratégique historique »¹. Comme le soulignait le général Halutz, la victoire est une affaire de conscience. Pour les consciences des opinions publiques, les choses paraissent claires : l'armée israélienne n'a pas gagné, donc elle a perdu ; le Hezbollah n'a pas été écrasé, donc il a gagné. Les foules qui se rassemblent à Tel-Aviv ne fêtent pas la victoire mais demandent des comptes. Dans les états-majors, on ne parle que de « deuxième round ».

Les dividendes de la guerre

Les pertes du Hezbollah sont sensibles. Les Israéliens déclarent avoir détruit presque tous les sites de la première ligne de défense et tué 500 à 600 miliciens chiites. En ajoutant à ce chiffre, environ 3000 blessés, et en considérant un potentiel initial d'environ 12 000 combattants – professionnels et réservistes –, on peut estimer que le Hezbollah a perdu entre 15-25 % de sa force combattante². Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution, le Parti de Dieu, de son côté, ne faisant jamais de décomptes diffusés publiquement. Tenant encore le terrain à la fin des combats, le Hezbollah pouvait s'appuyer sur une deuxième ligne de défense pratiquement intacte entre le Litani et le fleuve Zahrani³. Sa structure de commandement semble également peu atteinte et il dispose encore d'un tiers de roquettes plus un nombre inconnu de missiles. S'il a indéniablement

beaucoup souffert, le Hezbollah demeure donc un acteur militaire encore crédible.

Pour ce prix, en résistant face à une des plus puissantes armées du monde, le Hezbollah a acquis un immense prestige auprès des ennemis d'Israël et des États-Unis. Il a redonné un peu de fierté au monde arabe, ce « continent de l'humiliation » dont parle Dominique Moïsi et il a confirmé, par contraste avec une armée nationale totalement passive, qu'il était le seul défenseur du pays face à l'État israélien.

Capitalisant sur sa victoire psychologique, le Hezbollah souhaite désormais acquérir une position incontournable dans la sous-région et surtout s'imposer durablement dans la vie politique libanaise. Constatant l'exaspération accrue de ses opposants traditionnels, chrétiens ou sunnites⁴, qu'il'accusent d'avoir déclenché la guerre, Hassan Nasrallah multiplie très tôt les déclarations modérées. Il jure que l'attaque du 12 juillet n'avait pas d'autre but qu'un échange de prisonniers et avoue même regretter de l'avoir lancée. Son mouvement respecte également les termes du cessez-le-feu. À la date du 4 septembre, seulement 4 violations sur 72 ont été de son fait⁵. Simultanément et dès le lendemain du cessez-le-feu, la branche sociale du Hezbollah prend de court tous les autres acteurs possibles de la reconstruction du Liban, gouvernement ou donateurs internationaux. À grand renfort de caméras, des équipes du Parti du Dieu visitent les 15 000 familles dont les maisons ont été détruites et leur promettent de les indemniser à hauteur de 12 000 dollars chacune, soit presque le double du PIB par habitat⁶. Face à une aide internationale lente et grâce notamment aux fonds iraniens, les combattants de la Résistance islamique se sont reconvertis ostensiblement dans l'opération *Jihad de la reconstruction*.

Cette exploitation interne n'empêche pas le Hezbollah de reconstituer un instrument militaire qui demeure son principal atout. Les transits de matériel en provenance de la Syrie ont commencé très tôt après la guerre, justifiant les survols de l'aviation israélienne en violation des accords de cessez-le-feu. La réticence à voir des Casques bleus sur la frontière entre la Syrie et la plaine de la Bekaa, autre fief chiite, est également suspecte quant à la volonté de désarmer. D'ailleurs, Hassan Nasrallah lui-même a déclaré, dès le 14 août, qu'au vu de « la victoire », les appels en ce sens étaient « immoraux, incorrects et inappropriés »⁷.

Cette reconstitution complète du potentiel militaire pose cependant un certain nombre de problèmes. Le remplacement des fantassins perdus par

des hommes aussi bien entraînés nécessite des mois de formation, et la reconstruction d'une ligne de défense exige encore plus de temps, surtout si elle est entravée par la présence de la FINUL. Il est probable donc que cette reconstitution s'est plutôt effectuée largement hors des vues, au nord du Litani et dans la plaine de la Bekaa. C'est également là que le reliquat de la force de frappes missiles et roquettes s'est regroupé.

Avec la présence de la FINUL et le renforcement inévitable des lignes de défense au nord d'Israël, les capacités offensives du Hezbollah deviennent limitées. Le raid du 12 juillet 2006 est, à ce jour, le dernier à avoir été réalisé et les roquettes à courte portée seront difficiles à employer depuis la zone de déploiement de la FINUL. Les missiles, en étant lancés de plus loin, deviennent vulnérables aux missiles anti-aériens *Patriot* PAC-3. De ce fait, l'action offensive indirecte, concrétisée sur le terrain par des actes terroristes sur les intérêts israéliens à l'étranger, peut redevenir une option intéressante, surtout si le mouvement chiite bénéficie du soutien d'autres groupes, comme le Hamas.

Les capacités défensives du mouvement sont également amoindries. Même si les réseaux souterrains se sont reconstitués, le Hezbollah ne pourra plus bénéficier de la surprise tactique. On ne voit pas en effet quel autre mode d'action que la défense décentralisée il pourrait pratiquer sans être frappé par la puissance de feu ennemie, or, nul ne doute que les Israéliens vont s'efforcer d'y trouver des parades. Une nouveauté tactique, correspondant à la seule faiblesse avérée, pourrait consister à l'introduction de moyens antiaériens modernes, comme les SA-16 et SA-18, voire le S-300 et le SA-15/M1-Tors⁸.

Le deuxième acteur à toucher les dividendes de la guerre est l'Iran qui a accru d'un seul coup sa capacité de dissuasion en pleine phase de négociations sur le dossier nucléaire. Le régime des mollahs a profité de cette guerre pour montrer son arsenal et donner une idée de ce que pourrait donner un affrontement contre une armée 100 fois plus importante que le Hezbollah. Avec ses alliés étatiques, la Syrie et dans une moindre mesure le nouvel Irak dominé par les partis chiites, mais aussi les organisations armées comme l'Armée du Mahdi irakienne et surtout le Hezbollah, l'Iran a montré aussi qu'il conservait une grande capacité d'attaque par procuration des nations qui pourraient s'opposer à lui.

La Syrie de son côté a vu l'attention se détourner de l'enquête sur l'assassinat de Rafiq Hariri. La montée en puissance de ses alliés chiites au

Liban lui a certainement permis de garder une certaine mainmise sur la politique de son voisin. Le 15 août 2006, le président syrien Bachar el-Assad félicitait le Hezbollah pour avoir « vaincu l'armée israélienne » et a prôné la reconquête du Golan⁹. Depuis, la Syrie connaît une guerre civile particulièrement meurtrière dans laquelle les miliciens du Hezbollah prennent toute leur part aux côtés des forces loyalistes.

Crise en Israël

En cinq semaines de combat, l'armée israélienne n'a réalisé aucun de ses objectifs affichés. Les soldats Goldwasser et Regev¹⁰ n'ont pas été libérés et le Sayyed Nasrallah a survécu. La milice chiite n'a pas été détruite. Peut-être plus grave encore, au lieu d'avoir augmenté sa capacité de dissuasion, Tsahal a montré des faiblesses et des vulnérabilités. Cet affaiblissement, tout symbolique tant la disproportion des forces reste écrasante, et les destructions au Liban ont radicalisé les masses arabes et suscité des vocations. Le seul résultat positif a été la réduction de la capacité d'attaque du Hezbollah, par le gel de la frontière du Liban, et l'affaiblissement de la menace des roquettes et missiles.

Ces résultats ont été chèrement payés. Tsahal a perdu 119 hommes, 750 autres étant blessés. Les missiles antichars sont responsables de la moitié de ces pertes, les mines et les armes légères des combattants du Hezbollah pour un quart, les roquettes pour 10 % enfin. Les tirs fratricides israéliens représentent 10 % du total et les accidents 5 %¹¹. Cela donne certes un rapport d'un soldat israélien touché pour quatre ou cinq miliciens chiites mais cela ne signifie pas grand-chose dans la mesure où l'adversaire glorifie le sacrifice tout en minimisant ses pertes. Les miliciens mis hors de combat ont probablement été remplacés rapidement, au moins numériquement sinon dans leurs compétences.

Sur le plan matériel, Tsahal a perdu une soixantaine de véhicules, dont au moins 22 chars et 2 bulldozers lourds mais aussi 5 aéronefs et une corvette a été endommagée. Le coût financier est estimé à 2,3 milliards de dollars, sans compter les travaux de reconstruction des infrastructures endommagées par les tirs de roquettes du Hezbollah¹². Ce bilan suscite tout de suite un malaise évident, tant les résultats de cette guerre ont été en-dessous des attendus et de l'image de Tsahal.

Quand une armée est matériellement bien plus forte que son adversaire, les causes de son échec sont souvent à chercher du côté de la psychologie. La première source évidente du ratage israélien est venue du décalage énorme entre les objectifs affichés et le prix du sang que l'on était prêt à payer pour cela, ou plus exactement le prix que l'on croyait que l'opinion publique était prête à payer. Or, le gouvernement israélien, persuadé d'une « extrême sensibilité aux pertes », a largement sous-estimé ce prix.

En réalité, en 2006, l'opinion publique israélienne était beaucoup plus courageuse et prête aux sacrifices que l'« opinion publiée », c'est-à-dire l'élite médiatique et politique, mais cela ne fut découvert qu'après les combats. Et lorsque la pusillanimité va jusqu'à refuser de qualifier de guerre l'affrontement armé de deux structures politiques (le conflit contre le Hezbollah ne sera baptisé guerre qu'un an plus tard), il ne faut pas s'étonner de la colère, non pas des légions selon l'expression de Jean Lartéguy parlant de la guerre d'Algérie, mais des populations, furieuses d'être ainsi infantilisées. Dans un pays à la mentalité d'assiégés et où chaque famille a au moins un de ses membre servant sous l'uniforme, susceptible d'être engagé au combat, l'opinion publique est un acteur important de la politique de défense.

À une très grande majorité, cette opinion publique ne conteste pas les raisons qui ont poussé à la guerre mais la manière dont celle-ci a été conduite. De nombreux réservistes n'ont pas hésité à critiquer vertement la manière dont ils ont été envoyés dans ce qu'ils considèrent comme une aventure précipitée. L'un d'entre eux résuma bien l'état d'esprit du moment : « Pourquoi avoir fait une guerre à laquelle le Hezbollah s'était préparé ? » Les appels à démissions ont été nombreux et bien relayés dans les médias.

Politiques et militaires se sont longtemps rejeté la faute et, en interne, le général Dan Halutz commença par limoger plusieurs généraux dont le commandant du front nord et le commandant du secteur Galilée. Il ne put éviter cependant d'être la cible des plus féroces critiques, attisées encore par la révélation qu'il avait réalisé une plus-value boursière en vendant ses actions juste avant de déclencher les premiers raids aériens, pour les racheter un peu plus tard.

Introspection

En parallèle de plus de 50 groupes de travail militaires destinés à tirer les enseignements tactiques de la guerre¹³ une commission d'enquête indépendante est formée le 11 septembre 2006 sous la direction du juge Eliyahou Winograd avec pour mandat de mener un inventaire sans concession de la guerre. Le rapport préliminaire publié le 30 avril 2007 ne laisse planer aucun doute quant à la responsabilité de l'échec militaire israélien :

[Le Premier ministre] a agi avec précipitation sans prendre l'avis de spécialistes plus expérimentés que lui dans le domaine militaire ; il a présenté au public des buts que l'armée ne pouvait atteindre [...] Au final, le Premier ministre est responsable, tant sur le plan professionnel que personnel, de graves défaillances dans le processus décisionnel qui a conduit à l'échec de la deuxième guerre du Liban¹⁴.

Ehoud Olmert parvient néanmoins à rester au pouvoir jusqu'en mars 2009. Le ministre de la Défense Amir Peretz essuie, lui aussi, un grand nombre de critiques mais les plus accablantes sont réservées au général Dan Halutz :

[Il] n'a pas livré au gouvernement toute l'information qui était en sa possession ; il n'a pas proposé de solutions alternatives et il a fait taire les autres voix au sein de l'État-Major ; il n'a pas hésité à manipuler les membres du gouvernement, afin de faire prévaloir ses vues.

Anticipant certainement les conclusions du rapport Winograd, le général Dan Halutz démissionne le 16 janvier 2007. Il est alors remplacé par le général Gaby Ashkenazi, officier des unités parachutistes et spéciales dans la plus pure tradition « commando » de Tsahal. Expert en contreguérilla, il a une bonne expérience de la zone nord et de la lutte contre le Hezbollah. C'est lui qui sera chargé de penser et mettre en œuvre la remise en question de Tsahal.

Tout cela n'est finalement pas nouveau. L'histoire militaire d'Israël est faite de pics victorieux et de phases de *balagan* (« grand désordre »). Après la guerre d'indépendance (1948-1949), l'armée de milice s'est trouvée impuissante face au harcèlement des « fedayins » palestiniens. C'est l'origine de la création des unités de commandos et de parachutistes, au sein

desquelles Ariel Sharon joua un grand rôle. Cette culture des raids audacieux va constituer puis dominer les esprits jusque dans les années 1970. Lors de l'attaque du Sinaï en 1956, l'armée de terre, bien que victorieuse, connut de nombreux déboires, qui amenèrent la création d'un modèle de guerre éclair aéro-blindée. Les « commandos », comme Sharon, devinrent tankistes.

Ce nouveau modèle, d'une redoutable efficacité durant la guerre des six jours (1967) subit un échec cinglant au début de celle du Kippour (1973). La victoire finale fut alors le résultat d'une « transformation » éclair en un système interarmes et interarmées très intégré qui atteignit son apogée durant l'invasion du Liban en 1982. Depuis cette époque, Tsahal a uniquement fait face à des mouvements de guérilla au Sud-Liban et dans les Territoires occupés. Elle a alors développé le modèle de forces de contrôle à distance qui a trouvé ses limites face à un adversaire « hybride », c'est-à-dire possédant à la fois les qualités de furtivité des guérillas et les équipements et compétences sophistiqués d'une armée régulière.

Il est donc nécessaire de déterminer un nouveau modèle de forces. Le découplage entre une armée de haute technologie et une armée de « masse », suffisant contre les mouvements palestiniens, s'est révélé inadapté au contexte libanais. Alors que les dépenses militaires passaient de 15 % du produit intérieur brut (PIB) dans les années 1980 à 8 %, les ressources financières restantes ont été largement drainées vers la haute technologie, au détriment des forces conventionnelles et surtout des réserves. L'armée israélienne des années 2000 s'est fracturée entre une force de frappe conventionnelle de haute technologie de plus en plus coûteuse et une force d'occupation et de sécurité de plus en plus pauvre tactiquement et matériellement. Toutes deux se sont révélées incapables de faire face à une force de guérilla sophistiquée de quelques milliers d'hommes, malgré un déploiement de forces pratiquement équivalent en volume aux armées de terre et de l'air françaises.

Cette évolution a été l'objet de sévères critiques. Dans un grand quotidien, le général Dani Yatom, ancien chef du Mossad, soulignait dès septembre 2006 par exemple que le prix d'un seul avion F-16 équivalait au budget annuel d'entraînement des réservistes de l'armée de terre¹⁵. Il y avait urgence à rééquilibrer les forces et à remilitariser l'armée de terre, dans les esprits et les matériels.

1. www.fr.news.yahoo.com, 14 août 2006.
2. Ben Moores, « A Military Assessment of the Lebanon conflict », art. cit.
3. Zeev Schiff, « Faire la police à Gaza a émoussé Tsahal », repris dans *Le Monde*, 8 septembre 2006.
4. Ran Halévi, « Trêve sur un baril de poudre », *Le Monde*, 6 septembre 2006.
5. Rémy Ourdan, e-télé, 4 septembre 2006.
6. Andrew Lee Butters, « Reconstruction Wars », *Time*, 28 août 2006.
7. www.fr.news.yahoo.com, 14 août 2006.
8. Ben Moores, « A Military Assessment of the Lebanon conflict », 24 août 2006, www.windsofchange.net
9. A. Ben-David, *Israel Introspective after Lebanon Offensive*, art. cit.
10. Les corps de ces deux soldats ont été rendus par le Hezbollah le 16 juillet 2008, contre l'échange de 5 prisonniers.
11. B. Moores, « A Military Assessment of the Lebanon conflict », art. cit.
12. Pierre Razoux, art. cit.
13. Sylvain Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », *Le Monde*, 8 septembre 2006.
14. Extraits du rapport préliminaire de la commission Winograd livrés par Pierre Razoux dans son étude *Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban*, Ifri-Centre des Etudes de Sécurité, octobre 2007.
15. Sylvain Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », art. cit.

CHAPITRE X

UN NOUVEAU TSAHAL

Selon Mark Heller, du Centre Jaffee d'études stratégiques, à Tel-Aviv, « les incuries portent sur la théorie de la guerre, les relations entre l'armée et le gouvernement, la chaîne de commandement, le renseignement tactique, la coordination entre les forces, la logistique »¹. À partir de ce constat, à peu près unanime, se sont dessinés les axes d'adaptation.

Une nouvelle structure de commandement

Le général Benny Gantz, ancien chef d'état-major de l'armée de terre et actuel chef d'État-Major des armées, reconnaissait qu'il y avait eu une confusion dans les relations entre le pouvoir politique et les décideurs militaires. Ces derniers ont fortement influencé la décision d'entrer en guerre alors que les politiques se sont immiscés dans la conduite des opérations, surtout celles de l'armée de terre. La planification prévue par celle-ci n'avait pas pris en compte les considérations du gouvernement et notamment son obsession du « zéro mort ». Cette obsession ne correspondait apparemment pas aux sacrifices qu'était prête à accepter la population. Elle s'est de plus avérée contre-productive. L'engagement terrestre indécis et politiquement très verrouillé, a abouti à des pertes très supérieures à ce qui était envisagé². Une nouvelle chaîne de commandement est instituée. Le ministre de la Défense et l'État-Major général ont convenu d'un processus à la fois plus souple et plus réactif entre l'échelon politique et le commandement du front impliqué dans les opérations. Un lien direct est ainsi établi entre le ministre et le commandant

de théâtre, le chef d'État-Major conservant son rôle d'arbitre. Ce dernier pourra toujours faire prévaloir ses vues, mais à condition d'en référer au ministre de la Défense qui lui-même s'abstient de rentrer dans les détails de la conduite des opérations. L'objectif de cette nouvelle organisation de la gouvernance est de laisser une plus grande initiative aux commandants sur le terrain.

À un échelon plus tactique, beaucoup ont appelé aussi de leurs vœux une évolution des mentalités et un retour à l'époque « héroïque ». « Avant, dit un officier supérieur d'active, la gloire d'un général était de mener ses hommes au front. Aujourd'hui, il est d'être au centre de commandement, dans une salle bourrée d'écrans géants et d'ordinateurs. Les meilleurs ne sont plus sur le terrain ». Au moment des guerres contre les pays voisins, les généraux se distinguaient par leur audace. Les *plasma leaders* privilégient désormais plutôt le « zéro défaut »³. Cette position en arrière des combats (aucun commandant de division n'est entré au Liban en juillet-août 2006) n'empêche pas le stress. Confrontés à un ennemi difficile et compétent, un certain nombre de chefs ont été frappés de stupeur. Cette attitude a eu un impact immédiat au combat, dans la mesure où l'intelligence de situation s'est retrouvée inhibée mais aussi lorsqu'il a fallu réfléchir aux adaptations. Le général commandant la 7^e brigade blindée a même été relevé de ses fonctions, son incapacité à prendre des décisions ayant lourdement handicapé les réactions au combat de ses unités. Leur formation va donc être rendue plus pragmatique, davantage axée sur le commandement sur le terrain en situation de stress.

D'une manière générale, la préparation opérationnelle des unités, qui a été lourdement prise à défaut, notamment lors de la bataille de Bint-Jbeil, est revue. Un centre d'entraînement au combat urbain a été ouvert dans le désert du Néguev, sur la base de Tse'elim. Moderne et permettant tous les scénarii, il reproduit à l'identique une ville arabe avec sa casbah, ses mosquées et son camp de réfugiés. Totalisant 600 bâtiments, il a aussi servi aux unités de combat américaines avant leur déploiement en Irak. Le centre d'entraînement au combat antiguérilla de la base d'Elyakim a rouvert ses portes. Fermé à l'issue du retrait israélien du Liban en 2000, il avait été jugé inutile compte tenu du changement de contexte. Cette imitation de petit village libanais avec ses vergers et ses souterrains, ressert aujourd'hui de cadre aux entraînements exigeants des unités d'élite de Tsahal : parachutistes, Golani, et sayerot. L'ensemble des unités blindées et

d'infanterie suivent désormais un cycle d'entraînement intense, fait d'exercices de combat de haute intensité en coordination avec les autres armes de l'armée de terre, comme le génie ou l'artillerie, et même avec l'aviation de combat. Pour ce faire, le commandement des forces terrestres a vu son budget « entraînement » augmenter de 50% ⁴.

Des réformes organisationnelles

Des réformes organisationnelles ont également été lancées. Si la centralisation du pouvoir décisionnel interne a des avantages en temps de paix ou pour diriger des opérations limitées, elle peut en revanche inhiber l'action lors d'un conflit de grande ampleur. En 2006, le commandement des forces terrestres israélien, baptisé MAZI, fédérait tellement d'unités, de services et d'organismes qu'il en devenait non pas omnipotent mais impotent. Dépossédés d'une grande partie de leurs prérogatives, les commandements militaires régionaux devaient s'en remettre à cette structure pour satisfaire leurs besoins, notamment en matière de logistique. Cette hydre a ainsi avalé tout ou partie de leur liberté d'action⁵ ce qui s'est avéré désastreux lorsque les opérations ont pris une certaine ampleur. Désormais, les chefs tactiques ont récupéré le contrôle de leur soutien. Alors que l'on envisageait, peu de temps avant la guerre, de privatiser une grande partie de la logistique, celle-ci a été repensée pour effectuer des ravitaillements dans un environnement très difficile. Comme le souligne Zeev Schiff, « difficile d'imaginer ce qui se serait passé si les entrepôts d'urgence avaient été privatisés et si les troupes au Liban avaient dû attendre que des contractuels leur délivrent le matériel »⁶. Les projets d'externalisation du soutien logistique ont été en grande partie annulés.

La méconnaissance du Hezbollah, de ses structures et capacités, a été un des écueils majeurs rencontrés par les forces armées israéliennes. Pointé du doigt pour ses déficiences, le service de renseignement militaire de Tsahal, *Aman*, a été au centre des critiques. Habitué à combattre un ennemi de type « partisan du Hamas » dans les territoires occupés, les forces armées israéliennes ont été stupéfaites par le degré d'entraînement et d'organisation des combattants du Hezbollah. L'étendue du réseau souterrain et l'arsenal des missiles et roquettes étaient bien souvent méconnus des chefs tactiques. La mauvaise diffusion du renseignement du *Aman* vers les brigades a été un

obstacle important quant à la compréhension de cet ennemi asymétrique déterminé. Une importante réforme de la répartition des prérogatives entre les services a été mise en œuvre. Elle visait notamment à améliorer la synergie entre les organismes, à assurer une meilleure diffusion de l'information entre elles et vers les unités sur le terrain, et à mieux dessiner leurs missions. Le rôle de l'unité 8200 a été renforcé. Chargée de collecter et centraliser l'ensemble du renseignement électronique et électromagnétique pour le compte du renseignement militaire, cette unité a vu ses moyens humains et financiers augmentés au point de devenir une quasi-agence nationale de renseignement. Elle serait à l'origine de la création du virus informatique *Stuxnet*, qui a infecté une partie des commandes automates industrielles nécessaires au programme nucléaire iranien. Sur le plan des capacités, plusieurs avions Gulfstream G-550 *Nachshon* de guerre électronique ont été livrés par les USA. Le satellite de renseignement militaire OFEQ-7 a été mis en orbite avec succès le 11 juin 2007. Disposant de caméras avec une résolution inférieure à 50 cm, il permet un suivi très précis des activités les plus discrètes.

La gestion médiatique de l'évènement a également péché par son absence. Considérant que l'opinion lui était *de facto* acquise, Tsahal a laissé le champ complètement libre aux médias, sans anticiper la manipulation des images par les spécialistes de la communication du Hezbollah. Aux heures de grande écoute, les médias israéliens et internationaux, abreuvés par leurs confrères libanais, diffusèrent alors les images des victimes libanaises des bombardements. La défaite psychologique commença à faire son chemin lorsque la communauté internationale, horrifiée par tant de dommages collatéraux, poussa à la trêve. Une direction nationale de l'information est créée après la guerre avec pour objectif ambitieux de gérer l'ensemble des flux d'informations et de coordonner l'ensemble des actions de communication.

Avec un quart seulement des réservistes suivant un entraînement régulier et des unités pléthoriques mais mal équipées, une profonde restructuration des réserves paraît inévitable à court terme⁷. Selon le général Gantz, l'accent sera mis sur la qualité plutôt que la quantité avec une réduction du nombre d'unités mais un effort dans l'entraînement et l'équipement⁸. De plus, l'État-Major fera certainement moins appel aux réserves mais beaucoup plus à des soldats de métier dans certaines unités qui vont devenir ainsi semi-professionnelles. Véritable changement de

mentalité pour l'armée israélienne, cette décision vise surtout à limiter la perte de compétences et « l'amnésie guerrière ». De manière significative, lors de l'évacuation de Gaza en 2005, on avait déjà utilisé des unités *ad hoc* composées de cadres professionnels pour faire face aux colons récalcitrants⁹.

De nouveaux investissements matériels et intellectuels

L'augmentation du budget de la défense, avoisinant l'équivalent de 9,2 milliards d'euros dès 2007, permet d'abord de financer un certain nombre de programmes d'équipements abandonnés pour leurs coûts jugés exorbitants mais aussi pour pallier les insuffisances les plus criantes¹⁰. Plus de 10 000 gilets pare-balles, 30 000 casques balistiques, 40 000 chasubles de combat et 60 000 lunettes de vision nocturne supplémentaires sont commandés, en particulier pour équiper les réservistes¹¹.

Même si l'extrême résilience du char *Merkava* avait été relevée à de nombreuses reprises, la chaîne de production de celui-ci devait être arrêtée en 2011. Elle a été prolongée pour la version IV. De plus, les protections actives dont le but est de faire exploser la charge d'un missile antichar avant qu'il ne rentre en contact avec le blindage, avaient cruellement fait défaut aux premiers modèles de *Merkava*. Ainsi, les systèmes *Trophy* et surtout *Iron Fist* ont été achetés sur étagère pour équiper toutes les versions du char et pas seulement le IV¹². La guerre, et particulièrement la bataille du wadi Saluqi, a montré une nouvelle fois la nécessité de disposer d'une infanterie protégée pouvant accompagner les *Merkava* au même rythme, tout en étant capable de neutraliser les défenses antichars. Le projet de véhicule de combat d'infanterie *Namer* sur châssis de *Merkava* avait été mis en sommeil du fait de son coût (2 millions de dollars par unité). Il est réactivé pour satisfaire ce besoin et le *Namer* est désormais en service depuis l'été 2008. La flotte d'hélicoptères de combat a été renouvelée avec la livraison de plusieurs AH-64 *Longbow* équipés de missiles antichars *Hellfire* et d'une nouvelle conduite de tir. Plus précis et dotés d'un armement capable de percer des fortifications en béton, ces aéronefs seront en mesure d'appuyer de façon plus efficace les troupes au sol engagées en zone urbaine.

Le processus d'acquisition du système numérisé *Tzayad* est accéléré. Déjà, six brigades engagées en juillet-août en ont été dotées en cours d'action, grâce à la présence sur le front des réservistes de la société Elbit Systems. Ces outils de commandement et de positionnement électronique ont eu, semble-t-il, des effets positifs immédiats, en particulier sur la coordination des feux¹³.

D'autres défis sont plus délicats. Le premier est la défense contre les roquettes à courte portée et les *Qassam* ou obus de mortier palestiniens (8 000 projectiles de 2000 à 2008). L'interception de ces petits projectiles est techniquement très difficile. Un système de destruction par faisceau laser ou THEL (*Tactical High-Energy Laser*), a été testé par les Américains et les Israéliens pendant des années. En 2000, un prototype, de la taille de six autobus, a bien été capable de détruire deux roquettes *Katioucha* simultanément mais le test s'effectuait dans des conditions optimales (pas de nuage, par exemple) et restait incapable de s'opposer à une salve. En 2004, en raison de son coût faramineux l'US Army puis l'armée israélienne ont cessé de s'y intéresser¹⁴. Suite à la guerre, le ministre de la Défense, Amir Peretz, ordonna de le réactiver et d'orienter les recherches vers une application mobile. Découlant de cette idée de disposer d'un système intercepteur, un autre projet baptisé *Dôme de fer* censé intercepter les roquettes *Katioucha* entre 4 et 70 km fut financé à hauteur de 250 millions de dollars. Déclaré opérationnel le 27 mars 2011, ce réseau automatique de radars et de missiles intercepteurs a été mis à l'épreuve presque immédiatement. À ce jour, pour un coût élevé (le coût du missile d'interception est environ cent fois supérieur à celui d'une roquette *Qassam*), le système s'avère encore largement inefficace pour les projectiles à courte portée. À brève échéance, les seules solutions résident dans une meilleure organisation de la défense civile, la destruction des lanceurs grâce à une boucle détection/destruction par air ou artillerie encore plus rapide ou dans leur refoulement au-delà de leur portée de tir par une action terrestre.

L'autre grand problème, réside dans la détection et la destruction des réseaux souterrains. Le magazine *Time* a révélé que le Pentagone avait proposé à Israël des bombes anti-bunkers en 2002. Le gouvernement de l'époque avait refusé, sur le conseil du général Halutz, alors commandant en chef de l'armée de l'air. Pourtant selon un officier des services de renseignements israélien, « si nous avions utilisé ces bombes anti bunkers

(US), dans les tout premiers jours, nous serions dans une situation totalement différente aujourd'hui contre le Hezbollah »¹⁵. Des bombes GBU-28 ont été livrées dans l'urgence à la fin du conflit mais ne semblent pas avoir eu les effets escomptés. Depuis, Américains et Israéliens ont travaillé à la mise au point d'un armement et de méthodes adaptées à la guerre souterraine.

Du point de vue doctrinal, on a assisté au retour d'un certain classicisme loin des concepts souvent abscons issus de l'*Operational Theory Research Institute* (OTRI)¹⁶ et de la séduction du « tout à distance » dont on a pu mesurer la stérilité face à un ennemi furtif et enterré. Le général Benny Gantz résume très bien cette déception : « nous avons planifié un train à grande vitesse, mais ce que nous avons fait ressemblait plus à un autobus de ville ralenti par des feux rouges »¹⁷.

Il est donc probable qu'un « deuxième round » contre le Hezbollah évoquerait sans doute *Paix en Galilée* modernisé, en l'occurrence une manœuvre aéroterrestre combinant l'ensemble des armées. Le plan prévu par l'armée de terre avant juillet 2006, prévoyait une première phase de conquête, précédée et/ou accompagnée de frappes aériennes. Elle aurait été menée par de puissantes colonnes blindées-mécanisées agissant sur les principaux axes jusqu'au Litani et peut-être au-delà. Les moyens auraient été écrasants. Rappelons qu'en 1982, les Israéliens ont engagé sept divisions au Liban au lieu de deux puis quatre en 2006 et les brigades de l'Organisation de libération de la Palestine ont volé en éclat en deux jours. Cette phase de conquête aurait eu pour but de couper les forces du Hezbollah de leurs arrières, d'atteindre peut-être leur moral, de repousser la menace des roquettes à courte portée et de disposer de gages en vue de négociations. Elle aurait été suivie, immanquablement, d'une longue phase de nettoyage où l'infanterie, soutenue par de puissants appuis-feux, aurait eu le premier rôle. À l'issue, les forces israéliennes se seraient retirées derrière la frontière, l'ensemble ne pouvant durer que quelques mois.

Le problème est qu'à l'époque, l'armée de terre n'avait certainement plus les compétences pour mettre en œuvre correctement ce plan.

L'opération *Plomb durci* et la puissance retrouvée ?

Déclenchée le 27 décembre 2008 contre le Hamas dans la bande de Gaza, l'opération *Plomb durci* se veut la concrétisation de tous ces efforts et la démonstration de la puissance retrouvée. Lancée une nouvelle fois par Ehoud Olmert, quelques mois avant sa démission, celui-ci se garde bien de donner une liste d'objectifs très ambitieux dont la non-réalisation serait synonyme de défaite. Il n'est question que de « redonner une vie normale aux habitants du Sud d'Israël » et d'« infliger un sévère coup au Hamas », buts de guerre suffisamment flous pour espérer au moins une petite victoire (l'arrêt des tirs de roquettes depuis Gaza).

Grâce à des renseignements précis, l'opération *Plomb durci* débute par un raid massif de 40 à 50 F-16 I frappant l'« infrastructure » du Hamas. Les vagues suivantes, avec l'aide de l'artillerie et des hélicoptères d'attaque, s'efforcent de détruire les centaines de tunnels de la frontière sud, les sites de lancement de roquettes et de préparer les axes de pénétration de l'offensive terrestre. Bien plus efficace qu'en 2006, cette campagne fait entre 400 et 500 tués dans les rangs du Hamas en une semaine. Cependant, le résultat tactique reste insuffisant, confirmant ainsi que les feux à distance sont impuissants à obtenir seuls des résultats décisifs face à des organisations incrustées dans un tissu urbain dense. Les tirs de roquettes ne cessent pas, le Hamas n'est pas décapité et son potentiel militaire (entre 7 000 et 20 000 miliciens selon les estimations) n'est pas sérieusement entamé.

Contrairement à 2006, la campagne de frappes à distance est donc prolongée par une véritable opération terrestre dont les objectifs immédiats sont de contrôler les zones de lancement de roquettes, de participer à la destruction des tunnels, d'empêcher toute manœuvre coordonnée de l'ennemi, en lui infligeant un maximum de pertes. Plus symboliquement, il s'agit aussi d'aller « planter le drapeau chez l'adversaire ». Cette offensive terrestre (ou aéroterrestre tant les moyens aériens et au sol sont intégrés) n'a cependant pas le droit à l'échec. Mettant en œuvre des colonnes blindées-mécanisées au sein d'une bulle d'appuis – feux, les cinq brigades israéliennes commencent par cloisonner l'ennemi puis tentent de l'user par une série de mini-raids blindés en terrain un peu ouvert ou, plus rarement, par les forces spéciales dans les zones plus densément urbanisées.

Face à ces « colonnes de fer », une milice ne peut jouer que sur la préparation du terrain, l'emploi d'armes à longue portée et la furtivité. La préparation du terrain (obstacles, engins explosifs) a été handicapée par le

manque de moyens et de compétences. Les quelques obstacles mis en place ont été, pour la plupart, détruits lors de la phase de feux à distance. Contrairement au Hezbollah, le Hamas ne dispose pas de missiles antichars modernes. Il lui est donc difficile de frapper les unités israéliennes autrement que par mortiers ou par snipers. Toute attaque directe étant vouée au massacre, la seule voie possible pour lui consiste à rester retranché dans les zones inaccessibles aux colonnes blindées et à attendre que les Israéliens s'engagent dans une opération de nettoyage urbain. Celle-ci, jugée potentiellement trop coûteuse en vies humaines, n'est jamais venue. La bataille de Gaza est donc restée symbolique, les deux adversaires ne se rencontrant pas véritablement.

Dans ce contexte, ce sont finalement les populations environnant ces deux « armées » qui sont les plus touchées. Selon des chiffres couramment évoqués, le rapport de pertes entre soldats israéliens et civils palestiniens est d'environ 1 pour 50, dont 20 à 30 enfants, soit un chiffre encore cinq fois supérieur à celui de la guerre de 2006¹⁸. Avec l'arrivée de munitions ultra-précises, on pensait avoir progressé humainement depuis les bombardements stratégiques de la seconde guerre mondiale. On assiste désormais à un retour en arrière puisque les dégâts apparaissent comme de moins en moins « collatéraux » et de plus en « centraux »¹⁹.

La responsabilité de ce terrible constat est partagée entre les deux protagonistes. D'un côté, les organisations palestiniennes affrontant Israël depuis plus de 40 ans considèrent qu'elles n'ont plus d'autre recours que de frapper la population civile par le biais des « kamikazes » ou de projectiles insuffisamment précis pour être vraiment dangereux (il en faut plus de 400 pour tuer un seul civil) mais qui entretiennent un climat permanent d'insécurité. De l'autre côté, Israël emploie sa force de telle façon que, au-delà de l'affaiblissement du Hamas, c'est la punition de la population palestinienne qui semble recherchée, avec par exemple la destruction des infrastructures économiques²⁰. Symptomatiquement, les noms des officiers israéliens n'ont pas été divulgués par crainte de poursuites pour crimes de guerre. Loin des guerres héroïques des Sharon, Tal ou Adan, *Plomb durci* est anonyme.

Si dans cette régression, le Hamas est freiné par l'insuffisance technique de ses engins, Israël doit encore arbitrer avec sa propre morale mais surtout celle de l'opinion publique internationale et en premier lieu américaine. De fait, comme en 2006, l'opération *Plomb durci* a enclenché un processus de

protestation qui a fini par l'enrayer. Pour retarder cette échéance et pour la première fois à cette échelle, l'opération militaire s'est accompagnée d'une vraie campagne sur les perceptions.

Le premier cercle concerné était celui de l'opinion publique israélienne. Pour cela, le gouvernement a pris soin de se placer en position de légitime défense en mettant en avant la menace des roquettes et le non-renouvellement de la trêve par le Hamas puis en précédant l'offensive d'un ultimatum, obtenant ainsi un soutien de plus de 80 % de la population. Mais les médias ne sont plus les seules sources d'information. Les nouvelles technologies de l'information, téléphone portable en premier lieu, donnent aussi la possibilité d'établir un lien direct entre l'armée et la nation, et donc de faire converger plus rapidement qu'avant le moral de l'« avant » et de l'« arrière ». Cela avait une des causes de l'échec de 2006, les soldats n'hésitant pas à communiquer à leurs familles leurs critiques sur la manière dont les opérations étaient conduites. Cette fois, outre que les motifs d'insatisfaction ont été réduits par une planification précise, une étanchéité complète a été instaurée entre la zone de bataille et l'intérieur du pays²¹, en échange d'un effort permanent d'explication pour les soldats.

La seconde bataille des perceptions s'est déroulée hors du Proche Orient. Prolongeant une intense préparation diplomatique auprès des gouvernements et diplomates étrangers, les Israéliens ont organisé le blocus des images (sans image, la souffrance reste une abstraction), fait appel à des groupes de pression et des intellectuels sympathisants pour organiser des manifestations de soutien et marteler un certain nombre de messages (Israël fait preuve de retenue, l'idée de proportionnalité entre la menace et la riposte n'a pas lieu d'être²², etc.). La communication par Internet ne pouvant être cloisonnée, il a été fait appel à une « armée » de réservistes afin d'en « occuper » les points clefs (les premières pages sur Google par exemple) et d'inonder de commentaires les sites et les blogs. Il est devenu ainsi très difficile d'y trouver des informations favorables au Hamas. Sur le terrain enfin, Tsahal s'est efforcé d'éviter, sans y parvenir, les *Qana*²³ c'est-à-dire des « massacres » suffisamment importants pour apparaître dans les médias internationaux et susciter une forte émotion²⁴.

Les 17 et 18 janvier 2009, les deux camps « passent leur tour », en décrétant l'un après l'autre un cessez-le-feu unilatéral. Commence alors la bataille du bilan. En 2006, c'était le Hezbollah qui avait occupé le premier ce terrain en martelant le thème de la « victoire divine ». Cette fois, ce sont

plutôt les Israéliens qui saturent l'espace de messages de victoire. Or, les « points » objectifs sont peu nombreux. Les tirs de roquettes ont cessé même si, en dépit des destructions, la menace demeure. Les pertes infligées au Hamas et revendiquées par Israël (700 combattants tués) sont invérifiables. Mais cela importe peu. Avec environ 200 000 chômeurs en âge de prendre leurs armes à Gaza, on peut imaginer que le potentiel humain du Hamas sera vite reconstitué et ses leaders tués vite remplacés. De son côté, le Hamas ne peut se targuer d'avoir infligé des coups significatifs à l'ennemi (sept morts, aucun prisonniers, pas de destruction d'engins) mais comme toute organisation engagée dans un combat très asymétrique, il peut revendiquer simplement le fait d'avoir résisté et gagné ainsi en prestige au sein de la population palestinienne.

Finalement, Israël peut revendiquer une « petite » victoire mais au prix d'un accroissement du nombre de ses ennemis et de l'effritement de son image.

-
1. Sylvain Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », art. cit.
 2. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.
 3. Sylvain Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », art. cit.
 4. B. Opall-Rome, « Israel's postwar priority : more live training », *Defense News*, 4 décembre 2006.
 5. A. Ben-David, « IDF chief of staff reverses "organisational revolution" », *Jane's Defence Weekly*, 30 mai 2007.
 6. S. Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », art. cit.
 7. Yagil Lévy, *Le Monde*, 8 septembre 2006.
 8. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », art. cit.
 9. Pierre Razoux, *Tsahal*, Perrin, 2008.
 10. Alon Ben-David, « IDF shifts focus to ground forces », *Jane's Defence Weekly*, 10 janvier 2007.
 11. *Ibid.*
 12. Barbara Opall-Rome, « New life for Merkava line ? », art. cit.
 13. Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.

14. Mark Williams, « The Missiles of August, The Lebanon War and the Democratization of Missile Technology », art. cit.
15. Valeurs actuelles, 18 août 2006.
16. Alon Ben-David, « Debriefing teams brand IDF doctrine completely wrong », *Jane's Defence Weekly*, 3 janvier 2007.
17. Barbara Opall-Rome, interview du général Benny Gantz, *Defense News*, 14 août 2006.
18. « Nous sommes très violents. Nous n'hésitons pas à utiliser tous les moyens pour éviter des morts dans nos rangs », Lieutenant-colonel Amir, cité par Michel Bôle-Richard, *Le Monde*, 9 janvier 2009.
19. Avec cette circonstance aggravante qu'il est beaucoup moins culpabilisant de tuer à distance.
20. Voir Samy Cohen, *Tsahal à l'épreuve du terrorisme*, Seuil, 2009 et son analyse de l'opération *Plomb durci*. http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/04/28/face-au-terrorisme-israel-atoujours-replique-de-facon-disproportionnee_1186653_3218.html.
21. Par la simple confiscation des téléphones portables et l'ordre strict de ne pas parler aux journalistes, le tout sévèrement contrôlé par la police militaire et accompagné de menaces de peines de prison.
22. Entre autres André Glucksman, dans *Le Monde* du 5 janvier.
23. Du nom de cette ville du Sud-Liban bombardée en 1996 (106 morts), puis en 2006 (28 morts).
24. Un *Qana* a eu lieu le 5 janvier lorsqu'une école gérée par l'ONU a été frappée, faisant 39 victimes.

CONCLUSION

La deuxième guerre du Liban a apporté un lot considérable d'enseignements pour les forces armées étrangères, dont beaucoup ont observé avec attention le déroulement des événements. Les leçons sont nombreuses et il y a fort à parier qu'en cas de nouvel affrontement avec le Hezbollah, Tsahal ne réitérera pas les mêmes erreurs.

Rarement une armée de ce rang aura mené une telle introspection pour comprendre ses lacunes et dysfonctionnements. Et en toute transparence. Même si l'autorité politique a joué un rôle important dans l'échec, notamment dans la détermination d'objectifs difficilement atteignables, la hiérarchie militaire a non seulement failli dans son rôle de conseil auprès du gouvernement, mais elle a surtout fait preuve d'une légèreté coupable dans la conduite des opérations.

Cette guerre, au-delà de l'analyse purement militaire des faits, amène aussi à s'interroger sur la pertinence actuelle de la vision occidentale de la guerre avec ces conflits d'un genre nouveau. En effet, l'émergence des conflits infraétatiques¹ a fortement affecté la pensée militaire occidentale. Auparavant entraînés pour faire face à un ennemi étatique structuré, dont les modes d'action et la doctrine étaient connus, les états-majors doivent désormais modifier les schémas qui leur servaient de guides. Les notions classiques d'affrontements réguliers, d'éthique au combat et de victoire subissent aujourd'hui de fortes turbulences. Certes, l'histoire avait déjà souligné l'importance de ne pas rester figé dans ses concepts et certitudes. Toutefois, jamais l'impact de l'image, du temps et surtout du rôle assumé par la population n'auront autant joué sur le déroulement d'une guerre. Ce « bouleversement » intellectuel peut être analysé au travers de quatre pistes de réflexion.

Tout d'abord, la fanatisation à outrance ne paye plus sur le long terme. Comme cela a été vu précédemment, le Hezbollah s'est assez tôt démarqué des groupes radicaux palestiniens. En effet, un des objectifs du secrétaire

général Hassan Nasrallah était de légitimer son mouvement en l'implantant durablement au sein de la scène politique libanaise. Les attentats suicides et autres modes d'action de type terroriste n'étaient donc plus appropriés à la réalisation de ce but. Aussi, en professionnalisant son appareil militaire, en obtenant des sièges de députés et des postes de ministres au sein du gouvernement libanais et en mettant l'accent sur le développement économique et social des zones à majorité chiite, le Parti de Dieu a tout simplement mis en œuvre avec succès sa vision de la stratégie d'approche globale, si chère aux troupes de l'OTAN qui furent engagées en Afghanistan. En misant sur la sécurité, la gouvernance et la prospérité par le soutien social, le Hezbollah a si bien remplacé un État central défaillant que l'on en arrive presque à les confondre au Sud-Liban. Cette réalité ne doit pas être ignorée par les troupes occidentales, et notamment françaises. Avec des moyens comptés et une réticence à s'affirmer, il sera en effet assez difficile de « gagner les cœurs et les esprits » d'une population déjà « acquise » à une autre cause.

Ensuite, « l'Occident militaire » a du mal à trouver les clés de lecture de « l'Orient rebelle ». Depuis les hoplites et leurs phalanges combattantes ainsi que les légions romaines, la culture militaire occidentale s'est solidement forgée autour de trois caractéristiques structurantes. Sur le plan tactique, les combattants européens recherchaient plutôt le combat en face à face, par opposition aux méthodes plutôt asymétriques des peuples de culture moyen-orientale au sens large. Il y avait une sorte de noblesse à combattre de cette manière. On comprend aisément pourquoi aujourd'hui, la culture occidentale a du mal à accepter les embuscades ou autres attaques typiques de la guérilla, si ce n'est en les dévalorisant. Sur le plan psychologique, nos ancêtres se battaient au cours de luttes sans merci, avec pour objectif la mort de leur adversaire. La soumission par la ruse ou l'usure n'était pas systématiquement recherchée. De nos jours, les forces militaires occidentales engagées en opérations peuvent parfaitement accepter l'idée de leur propre mort, dans la mesure où la réciprocité est aussi vraie. Or, le propre des conflits dans lesquels elles sont le plus fréquemment engagées est bien souvent un ennemi furtif, engageant le combat si possible sur les arrières. Un de leurs modes d'action favoris est la pose d'engins explosifs improvisés, semant la mort sans possibilité de riposte directe.

Enfin, sur le plan technique, les Européens ont toujours recherché la supériorité tant quantitative que qualitative. Du travail du métal pour les lames et les armures jusqu'aux premiers avions de combat, en passant par les armes de jet et la poudre à canon, la volonté des seigneurs locaux puis des armées royales a toujours été de dominer techniquement leurs adversaires. Or, la guerre de juillet 2006 comme d'autres par le passé, a notamment souligné que la supériorité technique et technologique n'était pas gage de victoire assurée.

De plus, qu'évoque aujourd'hui la notion de « victoire » ? Son sens classique n'est-il pas en train de s'effacer peu à peu ? Pendant des siècles, l'issue des guerres se résumait à la reconnaissance d'une victoire et donc à l'acceptation d'une défaite. La victoire s'entendait soit comme l'obtention du gain visé initialement, soit par l'abandon ou la destruction de son adversaire. Elle était la plupart du temps le fruit d'une bataille décisive. Un traité était signé à l'issue, entérinant les positions de chaque partie. Chez les Romains, la victoire était synonyme du « triomphe » avec défilés et édification de monuments à la gloire du général et de sa troupe. Dans les conflits contemporains, à la fois infraétatiques et asymétriques, il y a peu de victoires nettes, parce qu'il y a rarement des vainqueurs. Aucun affrontement ne débouche sur un succès militaire décisif, l'usure étant de mise. À la manière du jeu de Go, la partie s'achève par commun accord, y compris tacite, et non pas par un « échec et mat ».

Enfin, les sociétés ont beaucoup évolué. L'acceptation du recours à la violence, même légitime, est souvent plus difficile, hormis sous la colère des premiers instants (exemple des attentats du 11 Septembre). Rares sont les autorités politiques, encore moins militaires, qui osent communiquer en donnant le chiffre des pertes chez l'ennemi. Tout au plus, un ordre de grandeur ou alors comme pendant l'opération *Serval* au Mali, on ne parle que des destructions et saisies de matériel. Dans ce phénomène, les médias jouent aussi un grand rôle. En donnant la parole à l'adversaire ou à la population victime, ils modifient certes le sens que l'on attend du mot victoire, mais aussi le but de l'engagement militaire. Ceux-ci ne seront donc plus liés à la seule destruction des forces adverses, mais au retour à la vie normale du pays concerné. Le cas de la Libye est un bon exemple d'un succès militaire qui ne s'est pas capitalisé en victoire durable.

Toutes ces réflexions tournent autour d'une idée fondamentale pour la légitimité de l'action militaire : le soutien de l'opinion publique. Ce type de

conflits se déroule sur un temps long avec pour objectif, l'usure de l'autre. Les Afghans ont coutume de dire que « les Occidentaux ont la montre et eux le temps ». Finalement, la réelle problématique pour les forces armées occidentales ne serait-elle pas d'agir sur deux opinions publiques radicalement différentes ? Celle de l'adversaire, que l'on doit protéger et influencer. La nôtre, que l'on doit informer et convaincre.

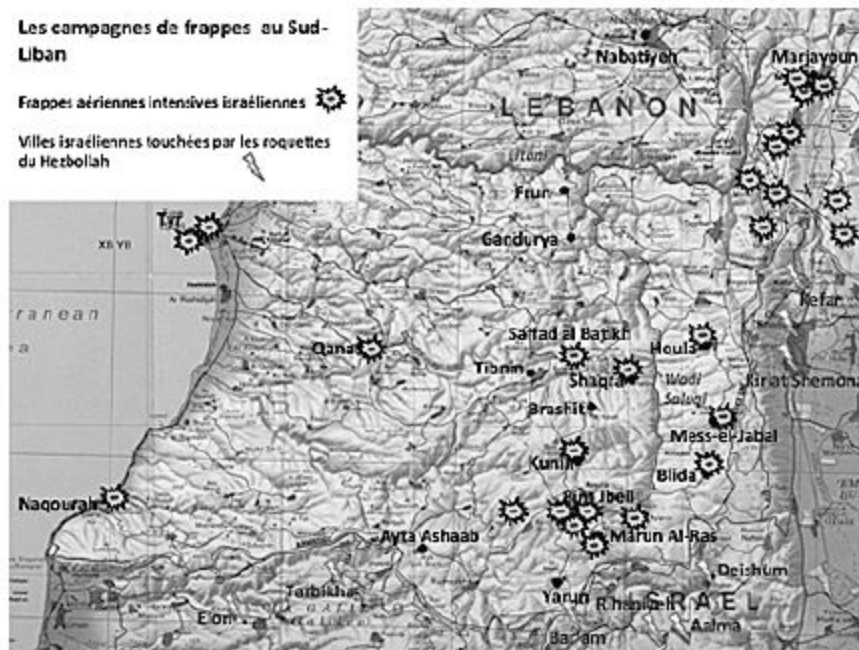
Touché par une crise économique et sociale d'une grande ampleur, Israël est aujourd'hui contraint de réaliser des efforts sur le plan budgétaire. Mise à l'abri depuis 2006, la défense doit désormais cotiser au pot commun. Le chef d'État-Major de Tsahal, le général Benny Gantz, devra adopter des mesures drastiques pour restructurer l'outil militaire. Les leçons de la guerre de juillet 2006 étant encore fraîches, il faut souhaiter que celles-ci ne soient pas effacées sur l'autel du court-terme comptable.

1. Cette notion de conflit infraétatique se définit par trois critères majeurs : porosité puis effacement des frontières, délitement puis disparition des structures et de l'autorité étatiques, et enfin affrontement violent entre des parties de la population devenues antagonistes.

Les campagnes de frappes au Sud-Liban

Frappes aériennes intensives israéliennes

Villes israéliennes touchées par les roquettes du Hezbollah



Principaux combats terrestres



POSITIONS CONNUES DU HEZBOLLAH (EX-ZONE FRANÇAISE)

Bunkers

Réseaux de défense en ZURB

Positions de combat

Sites de lancement de roquettes



ANNEXE

L'artillerie « roquettes et missiles » du Hezbollah

Type	Portée	Provenance
Missiles balistiques <i>Zelzal 1-2-3-3B</i>	De 125 à 260 kilomètres	Iran
Missiles balistiques <i>Nazeat</i>	100 à 140 kilomètres	Copie du <i>Frog russe</i>
Roquettes de 220 mm	Jusqu'à 70 kilomètres	Syrie
Roquettes lourdes <i>Fajr-3 et Fajr-5</i>	De 40 à 75 kilomètres	Copie iranienne du système de lance-roquettes multiples BM-27 russe
Roquettes de 122 mm <i>Arash et Noor</i>	De 18 à 30 kilomètres	Copies syrienne et iranienne du système de lance-roquettes multiples BM-21 russe
Roquettes <i>Shahin</i>	De 10 à 30 kilomètres	Copie iranienne du système de lance-roquettes multiples BM-24 russe
Roquettes de 107 mm	6 kilomètres en moyenne	Iran/Syrie

Type	Portée	Provenance
Missile antinavire <i>Noor</i>	120 kilomètres	Copie iranienne du missile chinois <i>Silkworm</i>

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Edward Luttwak, *Le grand livre de la stratégie : de la paix et de la guerre*, Odile Jacob, 2002.

Sophie Chautard, *Comprendre les conflits au Moyen-Orient*, Studyrama, 2006.

Ouvrages sur la guerre de Juillet 2006

Gilbert Achcar et Michel Warschawski, *La guerre des 33 jours. La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Textuel, 2006.

Franck Mermier et Élisabeth Picard, *Liban. Une guerre de 33 jours*, La découverte, 2007.

Amos Harel et Avi Issacharoff, *Israel, Hezbollah and the war in Lebanon*, Palgrave MacMillan, 2008.

David E. Johnson, *Hard Fighting – Israel in Lebanon and Gaza*, Arroyo Center and Project Air Force, Rand Corporation, 2011.

Ouvrages sur le Hezbollah

Jacques Baud, *Encyclopédie des Terrorismes*, Lavauzelle, 1999.

Walid Charara et Frédéric Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamono-nationaliste*, Fayard, 2006.

Hervé Pierre, *Le Hezbollah, un acteur incontournable de la scène internationale ?* L'harmattan, 2009.

Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's thirty-year struggle against Israel*, Random House, 2011.

Ouvrage de référence sur Tsahal

Pierre Razoux, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2008.

Études publiées par des grands instituts de recherche

Colonel Michel Goya, *La guerre de juillet, analyse à chaud de la guerre israélo-Hezbollah (juillet-août 2006)*, Centre de doctrine d'emploi des forces – Division recherche et retour d'expérience, 2006.

Avi Kober, *The Second Lebanon War*, The Begin-Sadat Center for Strategic Studies, Bar-Ilan University, Perspectives Paper no 22, Septembre 2006.

David Makovsky et Jeffrey White, *Lessons and Implications of the Israel-Hizballah War. A preliminary assessment*, The Washington Institute for Near East Policy, Octobre 2006.

Ron Tira, *Breaking the Amoebae's Bones (Lessons Learned from the Second Lebanon War)*, Institute for National Security Studies (INSS), Strategic Assessment, Volume 9, No 3, Novembre 2006.

Ron Tira, *The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations : On Standoff Warfare, Maneuver and Decision*, Institute for National Strategic Studies, Mars 2007.

Uzi Rubin, *The Rocket Campaign against Israel during the 2006 Lebanon War*, The Begin-Sadat Center for Strategic Studies, Bar-Ilan University, Juin 2007.

Philippe Coquet, *Opérations basées sur les effets : rationalité et réalité*, Institut français des relations internationales, Laboratoire de recherche sur la défense, Octobre 2007.

Pierre Razoux, *Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban*, Centre des études de sécurité de l'Ifri, Octobre 2007, consultable sur le site Internet www.ifri.org.

Frank G. Hoffman, *Conflict in the 21st Century : The Rise of Hybrid Wars*, Potomac Institute for Policy Studies, Center for Emerging Threats and Opportunities, Décembre 2007.

Stephen Biddle et Jeffrey A. Friedman, *The 2006 Lebanon Campaign and the Future of Warfare : Implications for Army and Defense Policy*, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, Septembre 2008.

Alexandre Guérin, *Le Hezbollah face aux forces armées conventionnelles, perspective historique des modes d'action*, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces – Division Recherche et Retour d'Expérience, 2009.

Jean-Luc Marret, *Un exemple de parti politique avec un bras armé : le Hezbollah*, fiche de synthèse pour la Fondation de la Recherche Stratégique, 27 septembre 2005.

Mémoires de recherche universitaire

Christopher E. Whitting, *When David became Goliath*, Faculty of the U.S. Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, 2001.

Richard D. Creed Jr, *Eighteen Years in Lebanon and Two Intifadas : The Israeli Defense Force and the U.S. Army Operational Environment*, School of Advanced Military Studies, Fort Leavenworth, 2002.

James B. Love, *Hezbollah : a Charitable Revolution*, School of Advanced Military Studies, Fort Leavenworth, 2008.

Articles

Zeev Schiff, « A strategic mistake », *Ha'aretz*, 20 juillet 2006.

Samy Ghorbal, « Bint-Jbeil, une déroute qui fera date », *Jeune Afrique*, 7 août 2006.

Barbara Opall-Rome, « Mideast crisis to drive future needs », *Defense News*, 14 août 2006.

Steven Erlanger, « Israel Committed to Block Arms and Kill Nasrallah », *The New York Times*, 20 août 2006.

Alon Ben-David, « Israel Introspective after Lebanon Offensive », *Jane's Defence Weekly*, 23 août 2006.

Greg Grant, « Hizbollah Missile Swarms Pounded Armor, Infantry », *Defense News*, 28 août 2006.

Barbara Opall-Rome, « New life for Merkava line ? », *Defense News*, 28 août 2006.

Andrew Lee Butters, « Reconstruction wars », *Time*, 28 août 2006. Pierre Razoux, « Logique de guerre au Sud-Liban », *Raids* 244, septembre 2006.

Clive Jones, « Israeli Offensive may not meet long-term Objectives », *Jane's Intelligence Review*, septembre 2006.

Chloé Delahaye, « Liban : le poids des photos », *L'Express*, 7 septembre 2006.

Sylvain Cypel, « Israël après la guerre au Liban. Tsahal, désarroi et questions », *Le Monde*, 8 septembre 2006.

Alon Ben-David, « New Model Army ? », *Jane's Defence Weekly*, 11 octobre 2006.

Barbara Opall-Rome, « Israel's postwar priority : more live training », *Defense News*, 4 décembre 2006.

Alon Ben-David, « Debriefing teams brand IDF doctrine completely wrong », *Jane's Defence Weekly*, 3 janvier 2007.

Alon Ben-David, « IDF shifts focus to ground forces », *Jane's Defence Weekly*, 10 janvier 2007.

Bernard Bombeau, « Retour d'expérience israélienne au Liban », *Air & Cosmos*, 12 janvier 2007.

Alon Ben-David, « IDF chief of staff reverses "organisational revolution", *Jane's Defence Weekly*, 30 mai 2007.

Mark Williams, « The Missiles of August, The Lebanon War and the Democratization of Missile Technology », www.technologyreview.com.

Interviews

Interview du général Benny Gantz par Barbara Opall-Rome, *Defense News*, 14 août 2006.

Interview du général Shimon Naveh par Matt Matthews, Combat Studies Institute, Fort Leavenworth, 1^{er} novembre 2007.

Sites Internet

www.technologyreview.com.

www.defensenews.com.

www.janes.com.

www.lesclesdumoyenorient.com

www.lemonde.fr

www.time.com

www.diploweb.com

www.haaretz.com

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

CHRONOLOGIE

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER – COUP DE TONNERRE

CHAPITRE II – TSAHAL ET LE POST-MODERNISME

CHAPITRE III – LE SENTIER DU HEZBOLLAH

CHAPITRE IV – L'ARMÉE FANTÔME

CHAPITRE V – CAMPAGNES À DISTANCE

CHAPITRE VI – L'ANTI-GUERRE ÉCLAIR

CHAPITRE VII – LA CAMPAGNE DES ROQUETTES

CHAPITRE VIII – EXTENSION DU DOMAINE DE LA LUTTE

CHAPITRE IX – LENDEMAINS DE GUERRE

CHAPITRE X – UN NOUVEAU TSAHAL

CONCLUSION

CARTES

ANNEXE

BIBLIOGRAPHIE